Mémoires du Congo
du Rwanda et du Burundi

n°52 - Décembre 2019

Trimestriel - n° d'agrément : P914556

Expéditeur : MdC, rue d'Orléans, 2 - 6000 Charleroi

CULTURE CONGOLAISE
Nouveau musée national à Kinshasa











Le mot du Président

Si 2019 a été, comme toutes les années depuis la création de notre association, prospère en matière de production de travaux de mémoire et d'événements majeurs, je forme le voeu que 2020 le soit tout autant. Les Mardis ont connu les mêmes succès et vous avez été nombreux à participer à ces journées empreintes de fraternité et de convivialité. De même, nos Forums, tenus tous les quinze jours, assurés par MM.Thierry Claeys Bouuaert et Marc Georges, attirent toujours nos membres actifs et satisfont nos invités.
Notre fête du mois d'août à Loverval a réuni plus de 150 membres et amis de MdC. Le succès de cette journée pour la troisième année consécutive nous incite à la renouveler en 2020. L'organisation de ces rencontres n'est possible que grâce à des personnes motivées pour la défense des thèmes qui nous sont chers : la réputation de Léopold II et l'oeuvre belge en Afrique Centrale.
Notre site www.memoiresducongo.be est notre meilleur canal d'information par sa réactivité. Parmi les événements majeurs de l'année 2019, notons la rencontre du Frère Mariste Edgard Iserentant et Monsieur Eric Iduma Gitoni, organisée par notre Vice-Président Thierry Claeys Bouuaert. Le 21 juillet, jour de notre fête nationale, fut l'occasion de nous souvenir de la Libération il y a 75 ans. La Brigade Piron fut mise à l'honneur et l'un des nôtres y participait : Julien Nyssens. Qu'il en soit ici remercié et doublement car il fut aussi l'artisan de la plupart des documentaires réalisés par MdC. Dans le cadre de ce défilé, il écrivit un poème figurant dans le n°51 de septembre dont nous reprenons ci-après l'envoi : "Que vive la Belgique des jours toujours plus beaux !".

Enfin, en apothéose de cette année, il a plu à Sa Majesté le Roi Philippe de décerner à deux d'entre nous une distinction honorifique. Lors du dernier forum de décembre, Son Excellence l'Ambassadeur de Belgique honoraire, M. Renier Nijskens, vint remettre en personne à M. Pierre Vercauteren la médaille d'officier dans l'Ordre de Léopold II et à M. Guy Lambrette la médaille de chevalier dans l'Ordre de la Couronne. Vive 2020 !

Paul Vannès


Photo F. Moehler


Photo F. Moehler


Photo F. Moehler

Sommaire

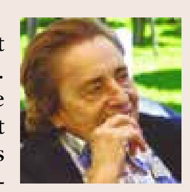
Mémoires du Congo et du Ruanda-Urundi

Périodique n° 52 - Décembre 2019

Photo de couverture : Thierry Claeys Bouuaert

LE PRÉSIDENT ET LES ADMINISTRATEURS DE *MÉMOIRES DU CONGO, DU RWANDA ET DU BURUNDI*, AUXQUELS SE JOIGNENT LES PRÉSIDENTS ET ADMINISTRATEURS DES CERCLES PARTENAIRES, VOUS SOUHAITENT UNE BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2020. QUE L'AN NEUF VOUS APPORTE BONHEUR, PROSPÉRITÉ ET JOIE DE SERVIR !

Nécrologie



Une grande dame s'en est allée, une de plus, laissant la famille des coloniaux un peu plus clairsemée. Huberte Culot, plus connue chez nous comme épouse de Guido Bosteels, le vaillant président d'Afrikagetuigenissen. Elle prive sa famille, ses proches, ses amis et les membres de nos associations, de son sourire bienfaisant mais leur laisse l'exemple d'une femme courageuse dans l'adversité et le modèle d'une philanthropie bien comprise.
On ne saura jamais tous les bienfaits qu'elle a distribués sur le long chemin de sa vie (1931-2019), mais on sait qu'ils furent nombreux. Qu'elle en soit à jamais remerciée. Que les familles reçoivent nos condoléances et nos remerciements !



Programme des "Mardis de Mémoires du Congo"

Leuvensesteenweg, 17 à Tervuren.
Auditorium 3e étage.

Prix à payer : 30€ (23€ Moambe + 7€ participation aux frais)
A verser au compte de MdC, au plus tard une semaine avant la date de la manifestation
IBAN – BE45 3630 0269 1889 BIC BBRUBEBB
Seul le payement enregistré une semaine avant le mardi concerné vaut réservation ferme.

Attention ! Il est dorénavant interdit de garer sa voiture dans l'enceinte du CODA/CAPA. Un grand parking est à disposition en face, de l'autre côté de la chaussée de Louvain.

Mardi 11 février 2020

10h00 : Témoignage de Jean-Louis Luxen
11h30 : Conférence de Pierre-Yves Kairis, chef de département à l'IRPA (Institut Royal du Patrimoine Artistique), "*Réflexions impertinentes sur la question des restitutions : des spoliations révolutionnaires au patrimoine issu des colonies.*"
12h45 : Moambe de nos chefs Régine, Pierre et Yves Hofman.
14h30 "La guerre coloniale contre les Herero." Réalisateur : Martin Baer, film de 2004, 72 mn.

Mardi 10 mars 2020

10h00 : Témoignage de Robert van Michel
11h30 : Conférence de Marc Georges, médecin colonel : "*Aide humanitaire et éthique.*"
12h45 : Moambe de nos chefs Pierre et Yves Hofman.
14h30 : "Brazza ou l'épopée du Congo" Réalisateur : Léon Poirier, film de 1939, 94 mn.



AVIS AUX AMATEURS ET AUX HABITUES
Tous à LISBONNE le 6 juin 2020



MÉMOIRES DU CONGO, du Rwanda et du Burundi asbl

Périodique trimestriel - Agrément postal : BC 18012
N° 52 - Décembre 2019

Editeur responsable : Paul Vannès.
Rédacteur en chef & coordonnateur des revues partenaires : Fernand Hessel
Correctrice : Françoise Devaux
Comité de rédaction : Thierry Claeys Bouuaert, Françoise Devaux, Marc Georges, Fernand Hessel, Françoise Moehler.
© Création, design et mise en page : New Look Communication

Comité des responsables thématiques
Thierry Claeys Bouuaert (histoire post-coloniale), Guido Bosteels (textes en néerlandais), André de Maere d'Aertrycke (histoire coloniale), Marc Georges (santé), Fernand Hessel (éducation), Françoise Moehler-De Greef (culture), André Schorochoff (justice), Jean-Pierre Sonck (défense), Pierre Van Bost (économie).

Dépôt des articles
Les articles sont reçus à : redaction@memoiresducongo.be (adresse strictement réservée au dépôt des articles; les échanges relatifs aux articles reçus se font directement avec la rédaction en chef).

Conseil d'administration
Président et Administrateur délégué : Paul Vannès
Vice-président : Thierry Claeys Bouuaert
Secrétaire : Nadine Evrard
Administrateurs : Guido Bosteels, Thierry Claeys Bouuaert, Marc Georges, Fernand Hessel, Guy Lambrette, Etienne Loeckx, Françoise Moehler, Robert Pierre.

Comptabilité
Solange Brichaut

Siège social
avenue de l'Hippodrome, 50 - B-1050 Bruxelles
info@memoiresducongo.be

Siège administratif
rue d'Orléans, 2 – B 6000 Charleroi. Tél. 00 32 (0)71 33 43 73
Numéro d'entreprise : 478.435.078
Site public : www.memoiresducongo.org
BIC : BBRUBEBB
IBAN : BE95 3101 7735 2058

Secrétariat
Secrétaire : Andrée Willems

Cotisations 2020
Cotisation ordinaire : 25 €. Cotisation de soutien : 50 €
Cotisation d'Honneur : 100 €. Cotisation à vie : 1.000 €
Tous les membres reçoivent la revue.

Compte bancaire de Mémoires du Congo
(Pour les revues partenaires Contacts, Nyota et Bulletin, voir le compte bancaire de chaque association, en page 66).
BIC : BBRUBEBB - IBAN : BE95 3101 7735 2058
Ne pas oublier la mention "Cotisation 2020" ou "abonnement 2020". Les dames, sont priées, lors des versements, de bien vouloir utiliser le nom sous lequel elles se sont inscrites comme membres.

Fichier d'adresses
Si vous changez d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées et votre adresse mail. Merci également de communiquer l'adresse de toute personne intéressée à devenir membre de Mémoires du Congo et du Ruanda-Urundi ou à s'abonner à la revue.

Simple abonnement à la revue
Pour recevoir la revue, il suffit de virer 25 € au compte de l'association avec mention de l'adresse et de l'année.

Publicité
Tarifs sur demande, auprès du siège administratif

BEN AFFLECK ET LA CHASSE AUX FANTÔMES

L'annonce du projet de film du célèbre acteur et metteur en scène Ben Affleck sur Léopold II et le Congo Indépendant, film basé sur le livre d'Adam Hochschild King Leopold's Ghost, est tout sauf anodine.
Voir www.cinechronicle.com/historique.

PAR THIERRY CLAEYS BOUUAERT

Il n'est pas inintéressant de revenir sur l'épisode de la publication du pamphlet de Mark Twain, Le Soliloque du Roi, en 1905. La genèse de cette publication a été bien documentée par l'historienne Liane Ranieri qui a publié un article en avril 2005 dans *la Revue Générale belge* (voir www.albertville.be/twain). Je la cite : « Twain offrira le pamphlet et ses droits d'auteur à la section américaine de la *Congo Reform Association*, qui le publiera à Boston en 1905, nanti d'une préface de Morel, mettant le lecteur en garde contre les exagérations de l'auteur et l'extravagance des chiffres cités par Twain (dix millions de morts affamés et massacrés). En réalité, dans ses propres écrits, Morel cite le chiffre déjà considérable et sans aucun doute excessif d'un million et demi de morts, majoritairement à cause des maladies, comme il le reconnaît lui-même. On sait en effet que, dans de nombreuses parties du monde, la dépopulation est une conséquence tragique de la confrontation des populations indigènes avec les colonisateurs (ce fut aussi le cas au nord et au sud du continent américain). » Devant les attaques de Morel et sa Congo Reform Association, il faut rappeler que c'est le Roi lui-même qui a demandé qu'une Commission d'enquête soit diligentée au Congo. Ce qui fut fait en 1905. Le rapport, très sévère sur des faits relevés dans les zones d'exploitation du caoutchouc, exprimait aussi son admiration devant les résultats obtenus en si peu de temps par l'État Indépendant du Congo. La publication in extenso au Bulletin de l'EIC des travaux de la commission d'enquête est en soi aussi un signal non équivoque de la volonté royale de s'associer à un travail de meilleure gestion, là où des abus avaient été mis en lumière (voir : www.urome.be/fr2/ouvrag/1905). Liane Ranieri nous éclaire sur les sources du livre d'Hochschild. Il reprend notamment comme « sources indiscutables » le pamphlet de Mark Twain, ou le roman de Joseph Conrad Au cœur des ténèbres, dont l'auteur affirmait qu'il ne s'agissait que d'une œuvre de fiction. Écrit en 1890, avant même le début de l'ère du caoutchouc, de sa récolte forcée, des abus criminels qui l'ont accompagnée, face à des populations fragilisées.



Jean Stengers, dans son ouvrage Congo Mythes et réalités précise que ces abus qui ont accompagné la récolte du caoutchouc, ont pris dans nombre de cas le caractère de véritables crimes mais relève qu'ils ne se sont pas étendus à l'ensemble du Congo. Des distinctions géographiques sont indispensables. « Localisations dans le temps et localisations dans l'espace qui font de l'idée d'un 'holocauste' dû à Léopold II, non pas une absurdité, mais simplement une impossibilité. » Voir : www.urome.be/fr2/ouvrag/hochschild. Hochschild se base surtout sur les livres de D. Vangroeneweghe (*Du sang sur les lianes*) et de J. Marchal (*L'Etat libre du Congo, Paradis perdu*), dont on ne peut affirmer qu'ils furent écrits selon les principes d'une critique sereine et équilibrée. Liane Ranieri rapporte des commentaires intéressants de certains lecteurs du livre de Hochschild, je n'en citerai qu'un : « Was Leopold any better or worse than Queen Victoria or Kaiser Wilhelm? How were the British, French or German colonies in Africa treated as compared to the Belgian Congo ».

Citons aussi le livre du Prof. Pierre-Luc Plasman : *Léopold II, potentat congolais, L'action royale face à la violence coloniale* (Racine 2017). Il apporte un regard neuf et troublant sur la violence du système colonial. Il

aborde pour la première fois le fonctionnement de l'État Indépendant du Congo et le rôle de Léopold II en vue de mieux comprendre les atrocités liées à la récolte du caoutchouc ainsi que les actions du souverain.
Et voilà Ben Affleck qui annonce reprendre à son compte les allégations d'Adam Hochschild comme soubassement historique à son film. Sans risque de nous tromper, nous pouvons déjà en déduire que nous serons dans la caricature, bien plus que dans une fresque historique. Car limiter une présentation de ce qu'a été l'E.I.C. aux activités de récolte du caoutchouc et aux abus qui y sont liés est pour le moins très réducteur. Pas de doute à avoir sur le scénario concocté par Affleck, Scorsese et consorts. Dans la grande lignée des films hollywoodiens, il nous offrira une histoire assez scandaleuse de méchants, de victimes et de crimes impunis. Ce qui évoquera dans l'esprit du public que les méchants – les colonisateurs européens – devront « payer » pour leurs forfaits. Et voilà l'image des États-Unis redorée, en bons défenseurs des peuples opprimés, redresseurs de torts, autorité morale en matière de démocratie, de justice et d'état de droit.
L'anthropologue américain Frederick Starr (voir www.urome.be/pdf/ebooktruth) n'avait-il pas relevé « que ceux qui s'indignent en apprenant que des Noirs sont fouettés, enchainés ou tués au Congo, trouvent cela parfaitement normal dans leur propre pays ».

"Je crains le pire. D'après le scénario, un des protagonistes de l'histoire sera un missionnaire Noir américain ! Au XIXe siècle ! Très crédible, quand on sait que les Afro-Américains n'ont obtenu la fin (officielle) de la ségrégation raciale aux États-Unis qu'en ... 1964 ! Mais bon, réécrire l'Histoire, au nom du politiquement correct, ça prime sur toute autre considération... (pour info, je suis moi-même Noir, je suis né au Congo, et j'ai vécu aux États-Unis). Ces leçons de morale de la part de bobos US me gonflent, 20 millions d'Amérindiens exterminés, ça, ça ne risque pas de produire un film sur le sujet ». Propos d'un ami congolais.
Mais n'avons-nous pas aussi un examen de conscience à faire, une responsabilité à assumer face à cette histoire qui quoiqu'il soit arrivé, réunit Belges et Congolais dans une période, brève sans doute, mais combien cruciale pour nos deux pays. Deux livres récents méritent d'être signalés. Le premier *Congo, Mémoires à vif* (Mols, 2019) est l'œuvre entamée par Luc Beyer de Ryke, achevée par sa compagne, Françoise Germain Robin, qui écrit que le malentendu belgo-congolais peut être dissipé par le partage des mémoires et l'étude de l'histoire. « Pour cela il faut se débarrasser une fois pour toutes de deux grands mythes qui obscurcissent jusqu'à aujourd'hui la pensée et la réflexion. Ces deux mythes sont Léopold II et Lumumba ». Le second *Collectif Congo Belge, Mémoires en Noir et Blanc 1945-1960* (Weyrich, 2019), à l'initiative de l'association Âges & Transmissions. Le journaliste François Ryckmans brosse parfaitement les contours et objectifs des 14 témoignages publiés, avec la volonté de trouver des convergences entre Congolais et Belges, de faire un bilan dans la lucidité, permettant d'esquisser une histoire partagée, sortir des dénis mutuels, des autojustifications et des accusations. « Il est temps de tisser les liens d'une histoire critique. Il est temps de rappeler que la construction du Congo colonial a été aussi l'œuvre des Congolais. Il est temps d'affirmer avec force que la richesse et la diversité de la Belgique, en Europe et dans le monde, sont dues aussi au travail et à la contribution majeure du Congo et des Congolais » nous explique-t-il dans son introduction.

Ces objectifs sont aujourd'hui partagés par Mémoires du Congo, du Rwanda et du Burundi. Nous poursuivons avec détermination la collecte des témoignages d'acteurs, de témoins de ce passé commun, congolais comme belges. C'était aussi la symbolique des retrouvailles du mardi 8 octobre dernier, mettant face à face un ex-otage et le jeune Congolais dont la lucidité et la présence d'esprit ont permis de sauver de nombreux otages détenus dans le collège des Frères Maristes un certain 24 novembre 1964. Une réécriture « à quatre mains » de ces pages d'histoire commune, par une équipe d'historiens belges et congolais, serait une avancée majeure pour livrer aux générations futures un récit dépollué autant d'une narration de l'historiographie coloniale ne voulant voir que les aspects positifs de l'entreprise, que des amalgames souvent présents dans les théories postcoloniales qui dominent aujourd'hui. « Et dont l'idéologie, les fantasmes et les réappropriations abusives à propos de ce passé dont se sont emparées des mémoires (nécessairement partisanes), en insistant sur la nécessité de revenir régulièrement à la matérialité des faits, seuls remparts contre les nostalgies simplificatrices et les mystifications messianiques de la postindépendance », comme le Dr Jean-Claude Kangomba l'écrit dans sa postface du livre *Traces de vie coloniale au Congo belge et au Ruanda-Urundi* (L'Harmattan, 2017).
Alors pour revenir à Ben Affleck et Martin Scorsese, en adaptant King Leopold's Ghost d'Adam Hochschild à l'écran, pas de doute, ils feront fort, très fort même ! Avec certainement le même souci de rigueur historique qui ferait du Wild West Show de Buffalo Bill la vraie histoire de la conquête de l'Ouest. Pas de risque de devoir évoquer « the Ghost Dance » ni le massacre de Wounded Knee. C'est tellement plus confortable de parler des fantômes des autres ! ■

LETTRE A LILIAN THURAM

Lettre ouverte à Monsieur Lilian Thuram, auteur de *Mes étoiles noires*, dont certains passages interpellent bon nombre de ceux qui connaissent la réalité du terrain.

PAR ANDRE DE MAERE D'AERTRYCKE

Cher Monsieur,

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu votre livre intitulé *Mes étoiles noires De Lucy à Barack Obama*. Ce livre est admirablement écrit et j'ai appris quantité de choses, que j'ignorais totalement. La plupart des "étoiles" dont vous relatez les hauts-faits et - hélas - aussi les humiliations, les injustices, les insultes et les exclusions qui les ont frappées, je ne les connaissais pas du tout ou je n'en avais que vaguement entendu parler. Ces choses-là doivent être dites et elles ne sont pas, mais alors pas du tout, à l'honneur des Blancs qui s'y sont livrés sans vergogne et sans états d'âme ! Shame on them ! Honte à nous, Blancs, pour ces agissements inqualifiables.

Au début de votre livre (en bas de la page 54 et en haut de la page 55) une phrase m'a toutefois perturbé : "*Jusqu'à la fin du Moyen-Age, des Européens ont été vendus par d'autre Européens en direction des pays musulmans*". J'aimerais que vous nous en donniez la preuve en citant les archives historiques qui soutiennent cette assertion.

D'autre part, j'estime qu'il eut été correct de votre part, de mentionner aussi que durant des siècles, ce sont les musulmans maghrébins qui ont écumé le sud de la France et d'autres côtes européennes pour y capturer les habitants de villages entiers et les emmener comme esclaves à Alger, où ils étaient mis en vente sur la place publique, aux plus offrants. Ce n'est qu'en



1830 que le roi de France, Charles X, a mis fin à cette pratique barbare, en envahissant Alger, qui en était le centre névralgique.

Vous auriez pu aussi souligner ce qui différenciait fondamentalement la traite négrière pratiquée autrefois par des marchands blancs de diverses puissances européennes, dont la France, en Afrique, de celle que les Arabes musulmans y pratiquaient depuis la nuit des temps. A l'Ouest, les esclaves étaient achetés par des marchands britanniques, hollandais, français, portugais et espagnols pour les envoyer travailler dans les plantations de canne à sucre en Amérique et dans les îles de l'océan atlantique. Achetés, payés, donc vendus. Et qui est-ce qui les vendait ? Les rois et chefs de tribus noirs, pardi ! Ces Noirs vendaient leurs propres frères de couleur ! Résultat : il y a maintenant des dizaines de millions de descendants d'esclaves noirs en Amérique. A l'Est, les arabes n'achetaient pas leurs esclaves, ils les capturaient. Avec l'aide de tribus locales, dont celle des Batetela (la tribu de Patrice Lumumba) ils encerclaient les villages, les incendiaient et emmenaient toute la population, à pied, jusqu'à Mombassa et de là, à Zanzibar où des potentats du Moyen-Orient les leur achetaient. Beaucoup de ces malheureux mouraient en cours de route. Et qu'advenait-il des survivants ? Les hommes étaient châtrés et quant aux femmes, après les avoir violées, leurs ravisseurs les faisaient avorter. Résultat : on ne voit guère de descendants d'esclaves noirs au Moyen Orient.

Mais il y avait encore une troisième forme d'esclavage. Celle-là, vous n'en parlez pas. Pourquoi ?
Est-ce parce qu'elle était pratiquée par les Noirs eux-mêmes aux dépens de leurs propres frères? Les tribus vivant en Afrique centrale se livraient autrefois à des combats sans trêve et sans merci, pour se procurer des prisonniers qui devenaient leurs esclaves et l'on rencontrait un peu partout des marchés de chair humaine dans lesquels les acheteurs venaient désigner et marquer eux-mêmes sur les victimes à égorger, le morceau qu'ils convoitaient. Les funérailles des chefs de village étaient alors célébrées par d'atroces hécatombes d'esclaves que l'on égorgeait et jetait dans leurs tombes avec leurs femmes préférées, qui, elles, y étaient enterrées vivantes !

Pour illustrer ce qui précède, nous avons cette lettre savoureuse, adressée en 1907 par le Chef Manangame d'Avakubi à un officier suédois (Eskil Sundhagen) de la Force Publique, où il lui dit ceci : "*Dans le temps quand les Arabes étaient les chefs, ils prenaient nos femmes et enfants et les vendaient comme esclaves. Sans pitié ils pillaient le pays et brûlaient les villages. Le blanc ne brûle jamais des villages et si on va chez lui avec des poules et des bananes, il nous paye toujours pour tout. Il paye bien aussi pour le Mupira (caoutchouc). Le blanc a éliminé le trafic des esclaves. Mais nous les hommes noirs, on veut quand même que les blancs partent, parce qu'ils nous forcent à maintenir les routes en état et on ne peut plus faire la guerre contre les voisins et on ne peut même plus manger les prisonniers, car si on les mange, on est pendu !*"

Mais c'est surtout le chapitre que vous avez consacré à Patrice Lumumba qui m'a fait bondir. Ce discours haineux envers les Belges, qu'il prononça le 30 juin 1960, lors de la cérémonie d'accession de son pays à l'indépendance fut non seulement une insulte envers le Roi Baudouin et tous les Belges ayant œuvré avec enthousiasme au Congo, mais surtout une erreur monumentale qui a causé un chaos, dont son pays ne s'est toujours pas relevé aujourd'hui, près de soixante ans après. Ah, si Lumumba avait eu l'âme et l'étoffe d'un véritable homme d'État, ce leader au charisme exceptionnel, aurait pu sceller une amitié, une entente, une collaboration sincère entre les anciens colonisateurs et les anciens colonisés, dont tous auraient profité.

Nelson Mandela, qui avait souffert bien davantage de la colonisation britannique et du régime de l'apartheid, a eu, lui, cette grandeur d'âme et cette vision prophétique ! Pour le plus grand bien de tous les habitants, Blancs et Noirs, de l'Afrique du Sud. Mais en plus, dans ce chapitre, vous ne vous contentez pas de mythifier quelqu'un auquel vous ne reconnaissez d'ailleurs pas d'autres mérites que ce fameux discours, que vous prenez plaisir à citer intégralement, mais vous en profitez pour prétendre que le colonisateur belge a été "le pire colonisateur que l'Afrique ait jamais connu" ! Et sur quoi vous basez-vous pour prétendre cela ? Sur une seule source ! Sur Adam Hochschild, un journaliste, avide comme tant d'autres qui exercent ce métier, de scandales, de scoops sensationnels, politiquement corrects et dans l'air du temps ! Tout sauf un historien digne de foi !

Franchement, de la part d'une personne aussi intelligente et cultivée que vous, cela me déçoit profondément. Permettez-moi d'invoquer le livre de Kakou Ernest Tigori, Prix Mandela de littérature 2017, intitulé *L'Afrique à désintoxiquer*, dans lequel cet Ivoirien insiste sur la nécessité de "sortir l'Europe de la repentance" et "l'Afrique de l'infantilisme". Et c'est un Noir qui a eu l'honnêteté et le courage d'écrire cela. Ayant passé, avec ma femme et nos enfants, les dix premières années de ma vie professionnelle au Congo Belge, comme Administrateur Territorial, j'en garde le souvenir d'un peuple attachant, jovial et intelligent, heureux de vivre dans un pays dont non seulement le P.I.B. était le plus élevé de toute l'Afrique en 1960, mais dont surtout le B.N.B. ; le Bonheur National Brut était sans équivalent dans les autres colonies.

Comme vous le savez sans doute, les trois critères qui entrent en ligne de compte pour évaluer cette notion, sont les suivants : la sécurité et la paix règnent partout, un enseignement, de qualité, est accessible à tous, gratuitement, partout et des soins médicaux, de qualité, sont dispensés à tous, gratuitement, partout, jusque dans les coins les plus reculés. Et c'est le colonisateur belge, celui qui avait finalement réussi à étendre ce BNB à tout le Congo, que vous vous complaisez à présenter comme étant le pire que l'Afrique aie jamais connu !

L'attachement des Belges à leur ancienne colonie et à ses habitants, ne s'est pas relâché après son accession à l'indépendance. Nombreux sont les Belges qui y sont restés, y sont retournés ou s'y sont rendus pour la première fois, notamment dans le cadre de la coopération au développement, comme ces enseignants à qui la République démocratique du Congo doit aujourd'hui l'émergence de très nombreux universitaires dans les domaines les plus divers : professeurs d'université, ingénieurs, médecins… Comme celui qui s'est installé en France, à Marly-Gomont et dont un film célèbre relate les aventures, pour ne citer qu'un exemple.

Nombreux sont les Belges qui initient, aujourd'hui encore, malgré la situation chaotique qui y règne, des projets de développement durable en RDC, dans lesquels les Congolais s'impliquent à fond et qu'ils mènent à bien, comme ce programme de sécurité alimentaire, basé sur la relance de l'agriculture, du petit élevage et de la pisciculture à Lulingu (Sud-Kivu), suivi par un de mes fils et de nombreux bénévoles.

Parler, écrire, c'est bien. Agir, c'est encore mieux !

Espérant avoir ainsi quelque peu éclairé votre lanterne et complété les connaissances que vous avez en la matière, je vous présente, cher Monsieur, mes très cordiales salutations. ■

L'INDUSTRIALISATION DU CONGO (11)

Le colonat

Au Congo Belge, le terme "colon" désignait celui qui s'était installé à la Colonie pour y exercer à son compte personnel une profession ou un métier. Il y avait des colons agriculteurs et éleveurs, des artisans, des commerçants, des industriels ou des personnes exerçant une profession libérale. Etait aussi considéré comme colon celui qui vivait de ses rentes.

PAR PIERRE VAN BOST

Il n'y avait pas que des Belges installés comme colons, mais aussi des ressortissants d'autres nations, des Grecs, des Italiens, des Polonais, des Portugais, des Anglais, des Français, des Suisses, des Grand-ducaux, des Indiens et bien d'autres encore. Le Congo Belge n'était pas une colonie de peuplement, aussi, estimant que les Européens ne devaient pas concurrencer les Congolais sur le marché de l'emploi, le Gouvernement ne facilita pas l'établissement à la Colonie d'un grand nombre de colons. On rencontrait des colons dans toute la colonie, mais les grandes villes de Léopoldville et d'Elisabethville furent deux pôles qui attirèrent de nombreux colons. Ailleurs, les grandes entreprises favorisèrent l'installation comme colons de certains de leurs anciens agents en leur achetant des produits vivriers pour leur main-d'œuvre ou en leur faisant effectuer certains travaux tels que terrassements, fabrication de briques, construction de maisons, construction de charpentes, transports,… Deux régions étaient particulièrement propices à l'installation de colons européens, il s'agissait des régions d'altitude du Haut-Katanga et du Kivu. La Province Orientale, plus particulièrement en Uele-Ituri, accueillit aussi de nombreux colons agricoles.

Au Katanga, le Comité Spécial du Katanga, le C.S.K., créé en 1900 pour mettre en valeur tous les terrains appartenant au domaine de l'État et ceux attribués à la Compagnie du Katanga, reçut des pouvoirs administratifs, de gestion et d'aliénation très étendus. En 1909, le C.S.K. a favorisé la création d'une société de colonisation, la Compagnie Foncière Agricole et Pastorale du Congo, la Pastorale, chargée d'étudier les sols du Katanga, de rechercher ceux qui convenaient le mieux pour l'installation de colons belges, de faire des expériences de cultures et d'élevage, d'installer ces colons, de les protéger et de les soutenir. La Pastorale envoya au Katanga deux missions agricoles et fonda des fermes. Mais par défaut de capitaux, la Pastorale se vit forcée de cesser ses activités en 1912. Le Service de l'Agriculture du Gouvernement reprit et développa alors la tâche entreprise par la société défaillante. Cette dernière avait néanmoins rendu de grands services en contribuant à l'étude des terrains agricoles et des élevages, et en favorisant l'installation au Katanga des premiers colons de nationalité belge dans une dizaine de fermes expérimentales. En 1919 il y avait au Katanga une trentaine de colons européens. [1, 2]

En 1920, le C.S.K. créa un service forestier bientôt doublé d'un service agricole. En 1922, il entreprit des cultures expérimentales dans un jardin d'essai, l'Arboretum de l'Étoile.

1. Les premiers colons belges au Katanga, en 1911. René Jules Cornet, Les Phares verts, 1965.

2. Habitation d'un colon dans la région du lac Kisale et mise en sac du café, Congo 1925, © Henroteau.


1


2

L'année suivante le Comité créa une grande ferme laitière expérimentale, la Ferme Hubert Droogmans, où des recherches et essais furent entrepris en vue de mettre au point les meilleures méthodes d'élevage du cheptel bovin et porcin. En juin 1923, il constitua un Service de Colonisation chargé de tout ce qui concernait l'établissement de colons agricoles, indigènes et non-indigènes, sur ses terres. La laiterie du Katanga, créée par le C.S.K. en 1930, valorisait au maximum la production laitière des fermes des environs d'Elisabethville.
En 1937, le Comité créa la station de Keyberg chargée de recherches visant à l'amélioration et à la diversification des cultures fruitières et maraîchères, ainsi qu'à une meilleure valorisation des richesses forestières domaniales. De 1940 à 1944, la station céda aux colons près de 10.000 jeunes arbres fruitiers greffés, plusieurs milliers de plants bouturés et plus de 1.000 kilos de graines.
En 1947, le C.S.K. participa à la constitution de la Société de Colonisation belge au Katanga, la Cobelkat, dont l'objet était de promouvoir l'installation de colons belges dans le domaine du Comité. Cette société installa plusieurs dizaines de colons qui se consacrèrent principalement à la culture du tabac, du café, des fruits, ainsi qu'à l'élevage de bétail laitier. En 1950, elle construisit à Kasese une ferme pilote pour bovidés, suidés, ovidés et gallinacés. Cette société mettait ses installations à la disposition des candidats colons qui pouvaient y faire un stage d'un an.
L'œuvre réalisée par le Comité Spécial du Katanga fut énorme, que ce soit dans les domaines agricoles et de l'élevage ou au point de vue de l'approvisionnement en viande fraîche, en produits laitiers, ou encore sur le plan de l'aide au colonat.
Au 31 décembre 1958, on dénombrait au Katanga 2.310 colons pratiquant tous les métiers, dont 1.208 de nationalité belge. [3]
La province du Kivu, située à l'est de la Colonie, comprenait deux régions assez différentes, le Maniema, un moyen plateau traversé par le Lualaba et le Kivu proprement dit, une région montagneuse en bordure du grand « Graben » central. Le Kivu, avec ses terres fertiles et un climat tempéré dans les zones d'altitude, était une région propice à la colonisation européenne. Au point de vue agricole, le pays offrait des possibilités de cultures variées en fonction de l'altitude. Mais le Kivu était d'accès difficile, ce qui retarda l'établissement de colons blancs dans la région. Ceux-ci ne s'installèrent au Kivu qu'après la Première Guerre mondiale et, en 1924, ils étaient à peine 11, dont 7 Belges.
En 1928, le Premier ministre belge, Henri Jaspar, déclara : «si nous ne voulons pas voir la région du Kivu colonisée par des éléments étrangers, il faut y implanter des Belges sans tarder. Cette mise en valeur immédiate et rapide qui s'impose, le Gouvernement est impuissant à la réaliser, tant en raison des difficultés d'ordre financier, qu'à cause des entraves et lenteurs de l'action administrative».
Pour résoudre le problème financier, le Gouvernement fit appel à des capitaux privés. C'est ainsi qu'une association composée de la Colonie, de la Compagnie des Grands Lacs, qui renonça aux droits fonciers qu'elle possédait dans la région, d'un certain nombre d'associés souscripteurs et des sociétés privées, créa, le 13 janvier 1928, un organisme parastatal, le Comité National du Kivu, le C.N.Ki., chargé de la mise en valeur de la région. Cette association avait pour objet d'étudier et d'aménager la région du Kivu au point de vue des voies de communication, du développement de l'agriculture, de la colonisation agricole tant européenne qu'indigène et des industries agricoles et diverses. Elle devait également mettre en valeur les terres faisant partie du domaine privé de la Colonie et les mines non encore concédées. La gestion de toutes les terres domaniales était donc confiée au C.N.Ki. qui disposait de «pouvoirs concédants» analogues à ceux accordés au Comité Spécial du Katanga.
Dès le 31 juillet 1928, le C.N.Ki. créa une filiale, la Société Auxiliaire Agricole du Kivu, la S.A.A.K., chargée de recherches scientifiques en matière agricole. A cette fin, l'État lui remit la station expérimentale de Tshibinda, gérée par la Régie des Plantations de la Colonie et dont les études portaient sur les cultures tels le café, le thé et le quinquina. Cette station possédait une école de moniteurs où elle recevait les fils de chefs indigènes. Elle aida les planteurs en leur donnant des conseils techniques et en fournissant des graines et plants sélectionnés. La S.A.A.K. admettait en stage des candidats colons. En 1934, l'État reprit la station expérimentale pour la céder à l'Inéac.
Le C.N.Ki. avait compté sur les revenus des cessions et concessions de terres, mais la crise survint et l'afflux de colons nouveaux se ralentit, tandis que les colons déjà établis, en pleine période d'investissement, se trouvaient aux prises avec des



3. La fabrique de cigares Finistère à Jadotville, vers 1950. A l'avant-plan, Mme Gabrielle Bruilandt, propriétaire de la fabrique, et au second sa fille Maria Auraame

4

difficultés financières aggravées encore par les déboires dus, en général, à leur inexpérience. Les ressources du domaine ne couvraient même pas les frais de gestion. Le C.N.Ki. n'étant pas en mesure d'exécuter le programme d'investissements et de développement qui lui avait été assigné, le Gouvernement, lors de réorganisations en 1933 et 1935, déchargea le Comité de la plupart de ses obligations sociales et de l'exécution des travaux d'intérêt public et, en contrepartie, réduisit l'étendue de son domaine.

Au 31 décembre 1958, il y avait au Kivu 1.741 colons pratiquant tous les métiers, 736 d'entre eux, dont 615 Belges, s'occupaient d'une entreprise agricole. [4]

Les premiers colons installés au Kivu s'étaient adonnés presque uniquement à la culture du caféier. Mais la chute des cours du café lors de la crise économique des années 1930 montra tout le danger de la monoculture. Aussi, peu avant la Deuxième Guerre mondiale, des cultures nouvelles, comme celles du quinquina, du pyrèthre, du derris, de plantes à parfum, de l'aleurite, conquirent une place importante dans la production agricole du Kivu. La tâche des colons fut facilitée, tant par les conseils prodigués par les techniciens du C.N.Ki., que grâce à la collaboration des services de l'Inéac. [5]

Certains colons entreprirent aussi des cultures maraîchères et fruitières dont les productions étaient acheminées vers les grands centres de la Colonie par la voie aérienne.



4. Une ferme à Rutshuru, au Kivu, vers 1950. Ministère des Colonies.

5. Récolte des fleurs de pyrèthre. Les fleurs séchées et broyées constituent un excellent insecticide. Evolution InforCongo 1955 .

Peu avant la Deuxième Guerre mondiale, le Gouvernement revit sa politique et fut disposé à favoriser l'extension du petit colonat belge. Le Service de Colonisation, créé en 1936 à la Direction de l'Agriculture et de la Colonisation à Léopoldville, fut chargé de tenir un inventaire permanent des possibilités d'installation à l'intention de candidats cherchant à s'établir au Congo. Cette année-là, un premier contingent de 160 colons belges, dont une centaine de colons agricoles, émigrèrent au Congo. Mais ce ne sera qu'après la guerre 1940-1945 que l'envoi de candidats colons au Congo fit l'objet d'une intervention systématique du gouvernement. Dans ses «Messages de Guerre» le Gouverneur Général Pierre Ryckmans avait défini clairement les besoins en hommes de la Colonie : «Notre programme d'après-guerre n'est réalisable que s'il s'appuie sur la fondation solide d'une nombreuse colonisation par l'élite. Pour toutes les élites : scientifique, professionnelle, ouvrière, administrative, technique… Mais seulement par l'élite, parce que toute place que l'indigène peut occuper aussi bien que le Blanc doit lui être ouverte de plein droit». Le problème du colonat ainsi placé en relation avec le devoir de tutelle excluait l'introduction au Congo d'une catégorie de personnes dont la prospérité serait faite du maintien dans un état d'infériorité de la population indigène. On ne fit donc appel qu'à des éléments d'élite, tant colons que fonctionnaires. La politique du Gouvernement visait ainsi l'installation au Congo de colons disposés à y faire souche, à y exploiter rationnellement les richesses naturelles du sol et à y réinvestir leurs profits, créant ainsi une économie servant les intérêts de la Colonie.

Un bureau de la Colonisation ouvert à Bruxelles encourageait les candidats colons qui, par leurs aptitudes, étaient jugés en mesure de contribuer au développement du Congo. Ce service était apte à renseigner, à guider judicieusement tout candidat et à l'orienter vers la région qui lui offrirait le maximum d'avantages, compte tenu de ses qualités personnelles, de ses connaissances professionnelles et du capital dont il disposait. Sur intervention de ce même bureau, la Société de Crédit au Colonat, créée en 1947, accordait aux candidats colons des avantages d'ordre pécuniaire comme la dispense du cautionnement exigée à toute personne pénétrant sur le territoire du Congo Belge et l'octroi de prêts à long et moyen terme permettant au colon de faire face à ses frais de première installation, des réductions sur les frais de voyage, des exemptions ou des réductions des droits de douanes pour permettre d'importer l'équipement nécessaire à leur installation.

S'installer colon agricole n'était pas chose aisée, car il fallait pouvoir disposer de terres et de main-d'œuvre et le développement d'une entreprise agricole exigeant un nombre important d'années, il fallait disposer de moyens financiers considérables. Les candidats colons belges ou luxembourgeois provenant du milieu rural pouvaient sous certaines conditions effectuer un stage rémunéré de trois ans dans le service officiel de l'agriculture. Cet engagement temporaire leur permettait d'acquérir de l'expérience en matière d'agriculture tropicale et d'épargner ainsi une partie de leur capital de premier établissement. Les candidats ayant effectué avec succès leur stage continuaient à recevoir l'aide de l'État.

Les autres candidats colons, n'ayant aucune expérience rurale, devaient effectuer un stage dans une des fermes-écoles existant au Congo Belge. Une ferme-école à Mushweshwe, au Kivu, gérée par l'Office des Produits agricoles du Kivu, enseignait les cultures de montagne : café arabica, thé, quinquina, pyrèthre et plantes à parfum, et une autre école installée à Lula, près de Stanleyville, dépendant de l'Office du Café Robusta, s'adonnait aux cultures de zones chaudes, comme le café robusta, le palmier à huile, le caoutchouc et le cacao. Dans ces établissements, les candidats étaient soumis à la dure discipline du travail agricole. L'enseignement était théorique et pratique. Les cours avaient une durée de douze mois et se terminaient par un examen. La réussite des épreuves permettait aux candidats colons de bénéficier d'un crédit de notoriété de 800.000 francs pour faire face aux frais de premier établissement. Les nouveaux candidats étaient aidés dans le choix de leurs terres et de leurs orientations agricoles par des équipes de l'État, du Comité Spécial du Katanga ou du Comité National du Kivu; ils recevaient en outre l'aide technique nécessaire des organismes ayant la colonisation dans leurs attributions. Au cours de la session 1957-1958, 110 élèves, dont 2 Congolais suivirent les cours dans les fermes-écoles, 91 se sont installés ensuite comme colons agricoles.



Les colons agricoles européens s'adonnaient à des cultures diverses. Certains récoltaient du caoutchouc ou de l'huile de palme, d'autres cultivaient le cacao ou le café robusta en plaine et le café arabica en zone d'altitude. D'autres encore s'adonnaient aux cultures maraîchères, à la floriculture, à l'arboriculture fruitière, à la culture de théiers, de quinquina, de pyrèthre et de plantes à parfum ou médicinales. En principe, ils s'intéressaient surtout aux cultures d'exportation.

Les candidats colons artisans pouvaient s'engager comme stagiaires pour une durée maximum de trois ans dans un service de l'administration. A leur arrivée au Congo, les nouveaux colons pouvaient s'ils le désiraient séjourner dans des maisons d'accueil ouvertes par le Gouvernement où ils pouvaient vivre un certain temps à frais réduits, le temps de s'installer et de démarrer leur affaire. Il y avait de telles maisons d'accueil dans une quarantaine de localités. [6]

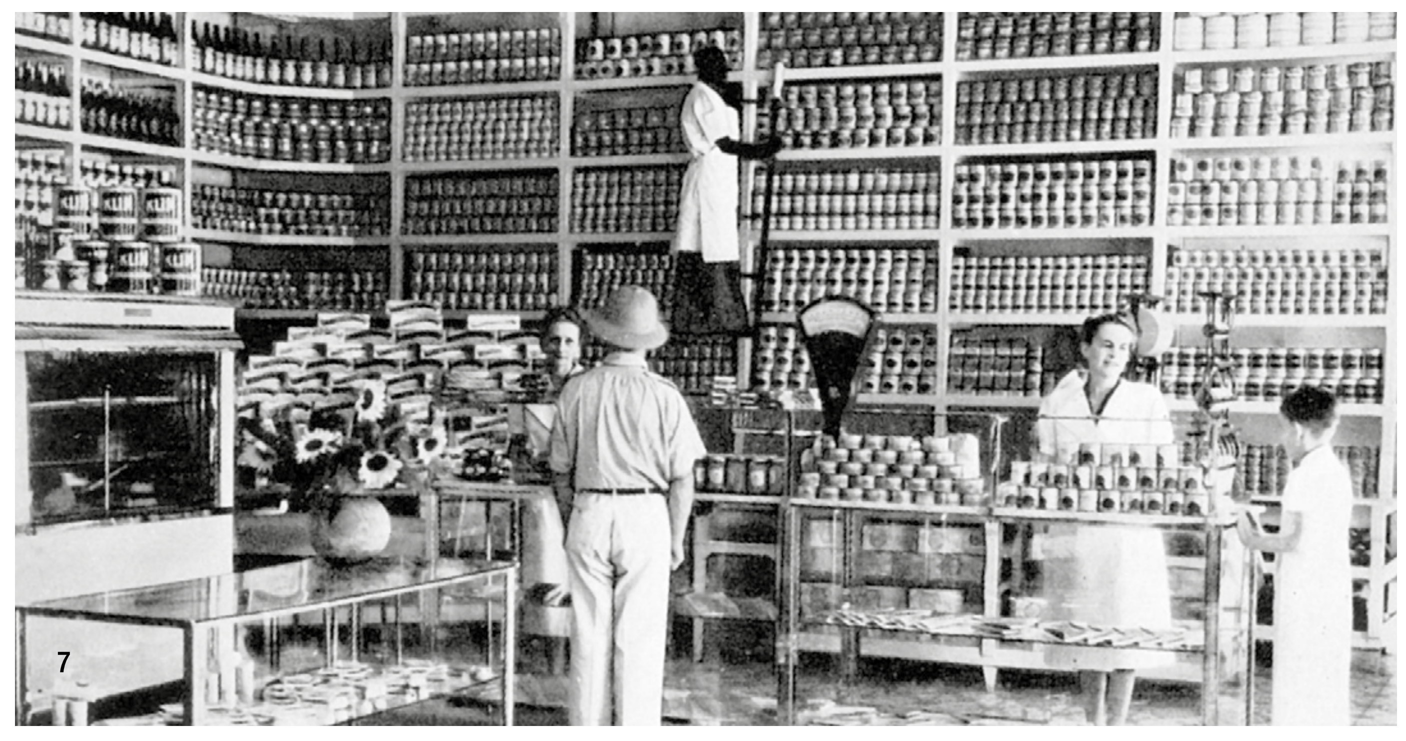
Les colons débutants et leurs familles pouvaient, pendant les cinq premières années de leur installation, bénéficier d'une assistance médicale leur assurant la gratuité des frais médicaux et de médicaments.

6. Maison d'accueil pour colons construite à Kindu par le gouvernement. Les futurs colons y trouvaient un logement à peu de frais pendant leur période de prospection.

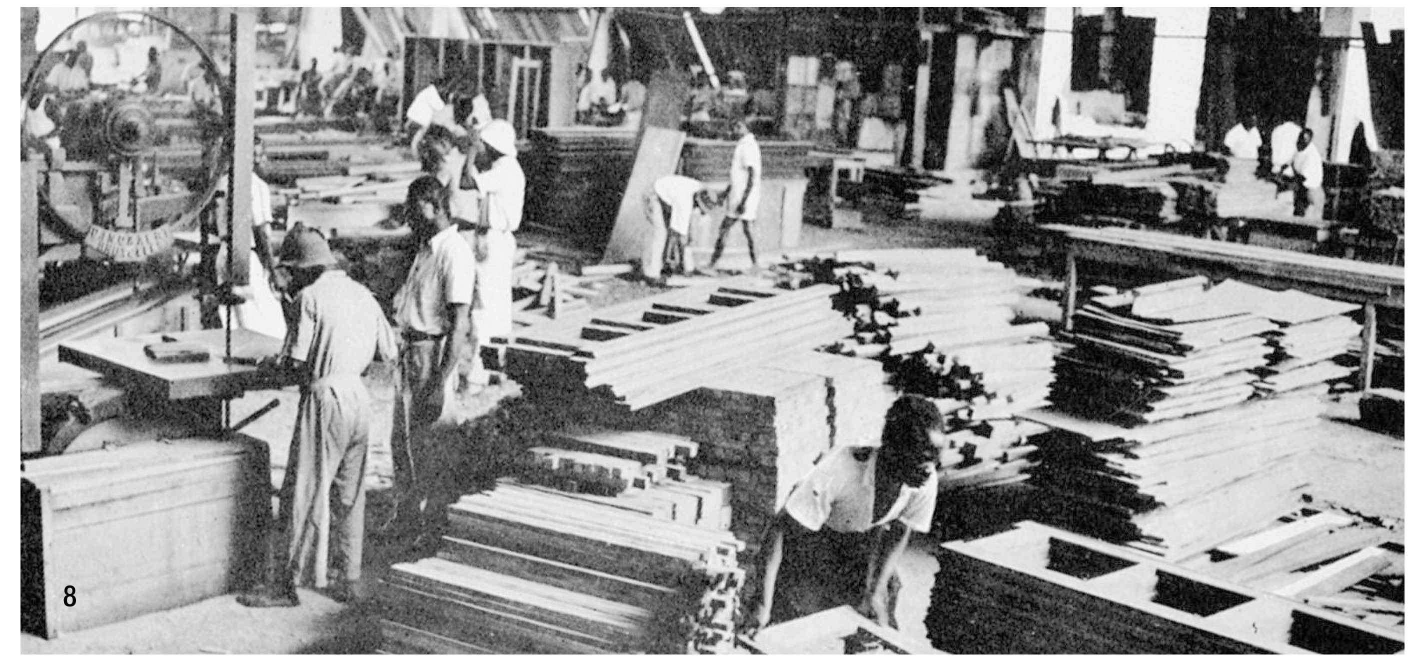
Le colon artisan était garagiste, tailleur, coiffeur, photographe, imprimeur, électricien, cordonnier ou plombier-zingueur. Le colon industriel exploitait une entreprise de construction, de transport, un atelier de fabrication métallique, un chantier naval, un hôtel, un restaurant, une boucherie-charcuterie, une fabrique de limonade ou encore une laiterie. Quant au colon commerçant il se chargeait du commerce au détail ou demi-gros. Parmi les professions libérales on trouvait des colons médecin privé, dentiste, avocat ou architecte. [7, 8, 9, 10]

Au 31 décembre 1958, on dénombrait au Congo Belge 9.516 colons de toutes catégories dont 5.202 étaient Belges, soit 54,55%. Le plus grand groupe de colons était formé de commerçants, 3.676 au total, dont une majorité d'étrangers, mais par contre les Belges étaient largement majoritaires parmi les colons agricoles. C'est dans ce domaine qu'il y avait proportionnellement le plus de Belges : 30,27% de tous les colons belges s'occupaient d'agriculture, venaient en seconde place les colons commerçants avec 22,65%. Parmi les étrangers, les plus nombreux étaient des Portugais et des Grecs qui s'adonnaient surtout au commerce. [11]

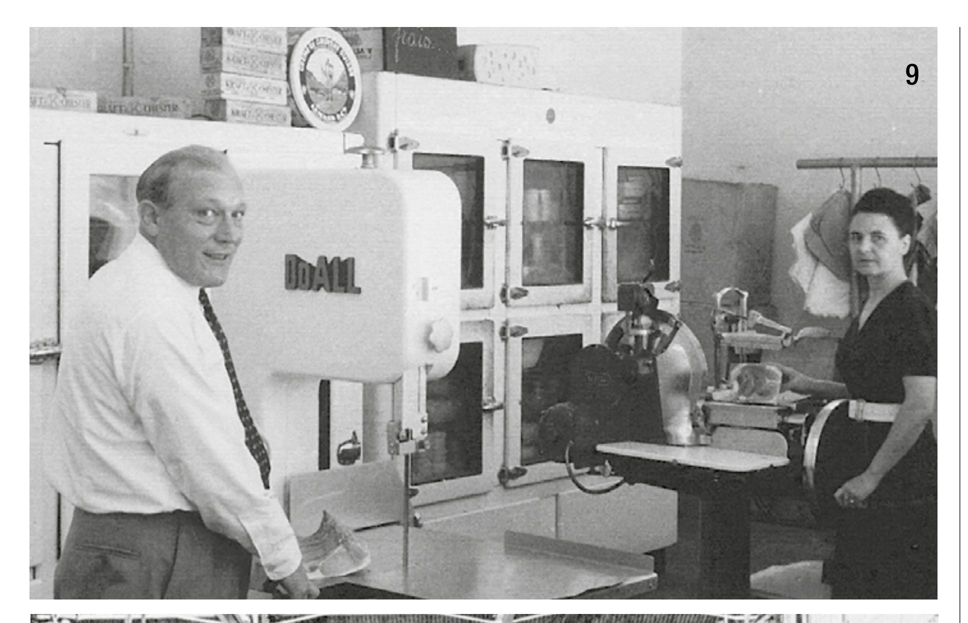
Les colons étaient réunis dans des associations professionnelles très actives comme l'Union pour la Colonisation, l'Unicol, l'Union des Colons du Ruanda-Urundi, la Chambre de Commerce et de l'Industrie


7

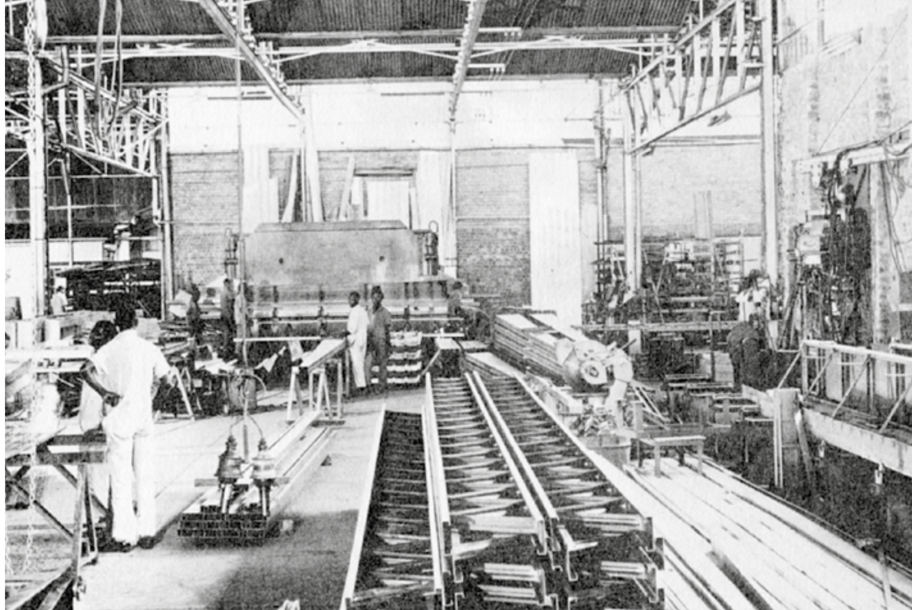
7. Colons tenant une maison de commerce à Léopoldville. Ministère des Colonie


8

8. Menuiserie d'un colon à Léopoldville. Ministère des Colonies



9



9. René et Victoria De Mol, colons bouchers-charcutiers à Elisabethville, de 1946 à 1960. Photo De Mol

10. Une vue des installations des Etablissements Somville à Elisabethville. Katanga Marabout DR

du Kivu-Maniema, l'Union Professionnelle Agricole du Katanga, l'Union des Entrepreneurs, Industriels et Artisans, l'Union des Colons de la Province Orientale. Ces associations étaient groupées au sein d'une fédération, la Fédacol, qui avait un représentant à Bruxelles.

Si certains colons ont réalisé de bonnes affaires et se sont enrichis au Congo, ce ne fut pas une règle générale, surtout pas parmi ceux qui s'établirent dans la colonie après la Deuxième Guerre mondiale. Ils durent d'abord rembourser les sommes importantes qu'ils avaient empruntées pour payer leurs frais de voyage et d'installation et, pour s'assurer une rente à l'âge de la retraite, ils investissaient le plus souvent dans leurs propres entreprises ou dans des biens de placement. Ces personnes ont travaillé dur, prestant de longues journées de travail et, souvent, avaient des activités annexes pour arrondir les fins de mois. La plupart ont tout perdu à l'Indépendance du Congo. ■

(à suivre)

Plan de l'étude complète

11

J. — LE COLONAT.

I. — RECENSEMENT DES COLONS ÉTABLIS AU 31 DÉCEMBRE 1958

ACTIVITÉS	PROVINCES												TOTAUX		TOTAUX GENERAUX	% PAR CATEGORIE
	LEOPOLDVILLE		EQUATEUR		ORIENTALE		KIVU		KATANGA		KASAI					
	BELGES	ETRANGERS	BELGES	ETRANGERS	BELGES	ETRANGERS	BELGES	ETRANGERS	BELGES	ETRANGERS	BELGES	ETRANGERS	BELGES	ETRANGERS		
Colons agricoles	103	23	123	30	477	99	615	121	207	42	50	9	1.575	324	1.899	19,95
Colons artisans	198	168	19	9	92	56	63	23	263	183	36	15	671	452	1.123	11,80
Colons commerçants	377	762	43	204	135	466	182	245	353	693	88	128	1.178	2.498	3.676	38,63
Colons industriels	342	245	31	26	109	52	140	42	240	143	54	44	916	552	1.468	15,42
Colons de profession libérale	198	124	14	13	51	39	73	23	145	41	23	10	502	250	752	7,90
Colons de professions multiples	47	55	25	30	99	79	148	66	—	—	17	5	336	235	571	6,91
Colons pensionnés et rentiers	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	3	24	3	27	0,29
TOTAL PAR PROVINCE	1.272	1.375	255	312	963	791	1.221	520	1.208	1.102	283	214	5.202	4.314	9.516	100,--
% PAR PROVINCE	48,05	51,95	44,97	55,03	54,90	45,10	70,13	29,87	52,29	47,71	56,94	43,06	54,55	45,45	—	--

1. MUSÉES DU CONGO

Avec les bibliothèques, les musées sont les lieux privilégiés de la mémoire d'une nation. Non seulement ils relient les peuples qui la forment à leur passé mais ils sont dotés de la force pédagogique apte à les projeter dans l'avenir. Le Congo, qui peut tabler sur une richesse peu commune dans le domaine de la culture, ne peut se passer de musées.(fh)

PAR ANDRE-BERNARD ERGO

Histoire

Durant la période coloniale, 4 musées importants avaient été créés au Congo. C'est à l'initiative du Belge Robert Verly qu'un musée est créé à Luluabourg (Kananga) en 1957, sous l'appellation de « Musée d'art et de folklore de Luluabourg » rattaché dès le début au Lycée de Luluabourg (actuellement Lycée de Kele Kele) et considéré, dès sa création, comme un outil de documentation avec une double vocation didactique et touristique. Ce musée a connu, comme d'autres institutions de la République, après 1960 et jusque 1972, des moments difficiles ponctués par des pillages et des vols, rendant impossible la volonté de mettre en place une politique de conservation. Durant cette période, le musée s'est nettement appauvri alors qu'on constate, à la lecture des anciens répertoires, qu'il contenait plus de 4000 objets. Un inventaire de janvier 2008 fait état de 658 objets conservés au musée, auxquels doivent s'ajouter 615 autres protégés, à titre conservatoire depuis 1972 à la direction générale de l'Institut des Musées nationaux du Congo à Kinshasa. Cela permet de chiffrer l'importance des pertes. (De l'ordre de 68%). Actuellement, le musée de Kananga reste le principal acteur de l'environnement socioculturel de la ville et de la région, en participant ou en organisant des conférences, des expositions ou des ateliers ouverts à tous et particulièrement orientés vers des institutions pédagogiques. Depuis 2005, a été créé à cet effet, une revue semestrielle appelée Kasai Culturel.

Mais le premier musée du Congo belge fut créé beaucoup plus tôt, vers 1930 à Léopoldville (Kinshasa) et installé dans un bâtiment d'UTEXLEO, à l'initiative d'une association nommée « Les Amis de l'art indigène ». Vers 1936, ce musée, qui prendra le nom de « Musée de la vie indigène », déménagera aux environs du pont Ngabi. En 1953, le gouvernement colonial installera ce musée dans les anciens bâtiments de l'Hôtel des Postes, et dès cette époque, il fut rattaché au Musée du Congo belge à Tervuren. Au terme de la colonisation ce musée contenait des dizaines de milliers de pièces amassées par de nombreux conservateurs notamment par M. Vandenbossche qui a, en outre, structuré l'institution. Le musée était d'ailleurs ouvert tous les jours de la semaine. Son histoire détaillée et tragique en ce qui concerne les collections a été longuement explicitée par Jan Raymaekers le 25 mars 2017 à l'ARSOM. Ce musée a non seulement été pillé au cours d'émeutes après l'indépendance, mais les objets qui ont été vendus localement à très bas prix ont été rachetés par un commerçant non congolais de Léopoldville, lequel les a revendus, entre-autre, sur la place de New York notamment avec de faramineux profits. En 1964, (je suis à Léopoldville), le marché d'oeuvres d'art à la place Braconnier ne désemplit pas et une clientèle anglo-saxonne (ONU ?) achète n'importe quoi à n'importe quel prix ne sachant pas que dans la tradition africaine, les pratiques commerciales font toujours l'objet d'une joute verbale entre le vendeur et l'acheteur. Mon lingala m'a permis, à l'époque, d'acheter, à un prix décent, deux peintures à un étudiant de Saint Luc.
L'avocat Mario Spandre prétend que c'est à cette occasion que le Président Mobutu, s'étant rendu compte de ce que pouvaient rapporter ces statuettes et autres objets, ordonna que l'on « vide » les villages du Congo des œuvres d'art qu'ils pouvaient encore contenir, et que naquit, dans son esprit, l'idée du retour à l'authenticité ainsi que la création d'un organisme chapeautant tous les musées. Dès les années cinquante, un musée fut créé à Coquilhatville (Mbandaka) à l'initiative de Monsieur Niset, un employé de l'administration. Le musée rassemblait au départ 600 pièces du patrimoine culturel et traditionnel des ethnies de la province de l'Equateur, comprenant des outils de chasse, des paniers, des nasses de pêche, des pirogues, des photos d'intérêt ethnographique, des poteries, mais aussi des livres. Le musée de Mbandaka a subi récemment de grosses déprédations du fait de l'occupation par l'armée congolaise. Le quatrième musée a été créé à Élisabethville, en 1937, par le docteur en anthropologie Francis Cabu qui présenta au public, un an après son arrivée au Katanga, les récoltes de ses recherches en archéologie. Recherches qu'il continua avec l'aide de Van De Brande et d'Anciaux de Faveaux, obtenant des collections plus nombreuses et diversifiées notamment en ce qui concerne la minéralogie, la géologie et l'entomologie. C'est un anthropologue de l'Université de Berlin, le Dr Burkhart Waldecker, qui classa et ordonna les collections. En 1942 fut créée la Société des amis du Musée laquelle obtint la personnalité civile en 1943, et en janvier 1946, les collections furent exposées de manière définitive dans ce qui fut baptisé officiellement Musée

Léopold II mais que le public continua d'appeler Musée Cobu. Peu avant 1960, le musée bénéficia d'un bâtiment totalement neuf, construit par l'architecte belge Claude Strebelle. Mais ce n'est qu'en 1961 que les collections gagnèrent les nouveaux bâtiments pour peu de temps d'ailleurs, car durant la période de sécession du Katanga, les troupes des Nations Unies (ONUC), notamment suédoises, transformèrent le musée en caserne, causèrent d'importants dégâts aux bâtiments et détruisirent quantité d'objets préhistoriques et zoologiques. Elles pillèrent en outre plus particulièrement les collections ethnographiques et minéralogiques et détruisirent une grande partie de la bibliothèque.
Collections patiemment reconstruites ensuite. Depuis 2003, les services éducatifs du musée travaillent en collaboration avec ceux de Tervuren à la réalisation d'un programme pédagogique adapté aux élèves de Lubumbashi au départ de deux thèmes choisis : l'écologie et la diversité. Un premier atelier appelé « S.O.S. Environnement » et un second nommé « Unité dans la diversité » amènent chaque mois, gratuitement, un millier d'enfants dans le musée ; ce qui correspond aux visites d'une année entière précédemment. Il y a dans les environs du grand Lubumbashi, 245 écoles primaires et 185 écoles secondaires. Toutes n'ont pas encore été contactées par les deux ateliers.
Pour être complet, il faut encore signaler quelques petits musées existant durant l'époque coloniale comme le Musée régional de Thysville (1937), le Musée de la vie indigène de Kinsambi (1939) et celui de Stanleyville géré par Madame Barlovatz.
D'autres musées seront créés après 1960 comme le musée kimbanguiste à Nkamba ; le musée du cardinal Malula et le musée d'art contemporain à Kinshasa ; le musée de minéralogie de Likasi qui contient 600 espèces de minerais et des outils du XVIe siècle ; le musée de Gungu (plus de 18.000 objets Pende) ; les musées de Kikwit, de Boma et de Butembo dont on reparlera plus loin et le musée du Kivu.

L'Institut des Musées nationaux du Congo

Le musée national de Kinshasa a été fondé en 1970. Il est situé dans la commune de la Gombe sur le mont Ngaliema, dans l'enceinte de l'ancienne Académie des Beaux-Arts et rattaché à l'Institut des musées nationaux du Congo. Il est créé à la suite de la collecte générale des objets d'art demandée par le Président Mobutu après 1965 et la création de l'Institut des musées nationaux du Zaïre (IMNZ) en mars 1970 comme entreprise publique, par ordonnance présidentielle n° 70-089. Cet institut fonctionne sous la double tutelle du Ministère du portefeuille (tutelle financière) et du Ministère de la Culture et des Arts (tutelle technique). Institution attachée à la Présidence de 1970 à 1975 et fonctionnant en étroite relation avec le MRAC à Tervuren qui lui assure un appui logistique ainsi que la formation de ses cadres spécialisés. Le directeur du MRAC l'ir Lucien Cahen sera le premier directeur de l'institution jusqu'à sa retraite du MRAC en 1975, date à laquelle il sera remplacé par le frère Joseph Cornet, jusqu'à l'avènement de gestionnaires congolais à la direction générale sous la supervision de laquelle sont rattachés différents musées provinciaux (Kinshasa, Lubumbashi, Kananga, Mbandaka déjà évoqués, mais aussi Butembo, Boma, Kikwit et le musée national d'art contemporain situé à Kinshasa).
Le siège de l'IMNZ appelé IMNC aujourd'hui, est tout un symbole, car il est situé à l'endroit où le grand chef coutumier teke humbu du nom de Ngaliema avait érigé sa résidence et le lieu où il avait reçu le chef Makoko de l'autre côté du pool Malebo. C'est également l'endroit de la résidence des deux premiers présidents de la République congolaise.
L'essentiel du patrimoine traditionnel congolais se trouvait, depuis les pillages de 1960 et de ceux qui suivirent, dispersé dans le monde entier où il avait pris une valeur artistique et commerciale très importante, mais c'est au musée de Tervuren et dans ses différentes stations de recherche qu'il a été préservé en plus grand nombre, pendant plus d'un siècle, à des fins d'études scientifiques. Cette exposition publique d'objets d'Afrique centrale à une époque charnière de l'histoire de l'art en Europe, la fin du fauvisme et l'émergence du cubisme, a éveillé l'intérêt des artistes qui ont identifié ces objets à de l'art premier. Un peu plus tard, dans les années trente, en créant le concept de négritude, Léopold Senghor fera émerger une forte conscience politique que les chefs d'état africains porteront à l'international après les indépendances, notamment au Festival des arts de 1966. C'est l'époque où le Président Mobutu commence à penser au concept de « retour à l'authenticité » qu'il appliquera vers 1970, dont un des principaux marqueurs est le patrimoine, avec les archives nationales et la bibliothèque nationale. L'aide de camp du Président Mobutu, le colonel John Powis aura un rôle important dans la réalisation de ce concept.
On a vu que la Présidence a ordonné la collecte du patrimoine matériel dans tout le pays, mais elle a suggéré également la collecte de nombreux enregistrements de musique traditionnelle.
Jusqu'en 1987, la présidence de l'IMNC sera belge et le recensement des traditions des 450 groupes ethniques du Congo se fera avec la coopération belge et le musée de Tervuren; à cette date, le premier président congolais, le professeur Lema Gwete travaillera plutôt avec le PNUD et avec l'UNESCO.
Dans les années nonante, l'IMNC rencontre de graves problèmes de fonctionnement ce qui entraîne un arrêt des recherches. À la fin de cette décennie et jusqu'en 2002, avec l'entrée à Kinshasa de l'AFDL les collections du musée ont subi de nouveaux pillages et certaines importantes pièces pillées ont été retrouvées à Vienne (notamment la statue Bandundu de la reine Mbala et une harpe zande).
Aujourd'hui, la situation s'est apaisée, les réserves du musée concernent environ 50.000 objets et les travaux de recherche ont repris dans 7 sections :

Sites et monuments, Musicologie, Éducation, Art moderne et contemporain, Art traditionnel, Archéologie, Histoire et traditions orales.
L'IMNC compte huit musées nationaux, dont 2 à Kinshasa, un à Lubumbashi, un à Kananga, un à Mbandaka, à Kikwit, à Boma et à Butembo. La Corée du Sud a construit un nouveau musée à Kinshasa, imaginé pour développer des recettes propres : salle polyvalente (location), bibliothèque, espace de restauration, une superficie utile de 15.000 m² pour les expositions, les réserves et l'administration.
En matière de formation on envisage une coopération avec l'École du Patrimoine africain de Porto Novo et avec l'Université francophone L.S. Senghor d'Alexandrie. Un atelier soutenu par l'UNESCO forme le personnel à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels. On va développer des visites d'écoles pour le public ainsi que la mise en valeur des sites remarquables de Kinshasa.
Le Musée d'art contemporain et multimédias de l'échangeur de Limete (Kinshasa) a été créé en 2012 à l'initiative du chef de l'État sortant Joseph Kabila Kabange. Outre des illustrations photographiques le musée présente des travaux de céramique, des arts multimédias et cinématographiques. Il dispose de vidéo-projecteurs et d'un écran panoramique de 16 mètres. On y projette des images sur les cultures congolaises et étrangères.
Le petit Musée de Butembo a été créé en 2004 à l'initiative de Sauveur Mulwana qui a commencé par mettre en vente tous les objets qu'il possédait dans ses entrepôts, pour s'apercevoir, quelques mois plus tard, que son musée était vide et ne présentait plus d'intérêt pour les visiteurs. Il a alors recommencé une collection en distinguant les objets à mettre en vente et ceux à exposer. La collecte d'œuvre est toujours en cours et le nombre d'objets retenus déterminera la réouverture du musée. Sauveur Mulwana qui est aussi un artiste, peint et réalise des monuments répartis dans la ville qui est elle-même un musée en plein air. On retrouve aussi ses œuvres dans des hôtels de Goma et de Kinshasa.
Il existe un autre petit musée au Kivu, assez méconnu, mais qui s'évertue à perpétuer la sagesse traditionnelle congolaise qui disparait de plus en plus aujourd'hui. Le musée est localisé à Bukavu et sa pièce maîtresse est la statue d'une femme, assise sur ses genoux et qui tient dans ses mains une espèce de jarre, comme celle figurant jadis sur les anciens billets de 10 Fr. En langage luba, Kabila signifie partage.et la statuette avait, parait-il une fonction, stimulant l'entraide et la solidarité. La statue, appelée la petite kabila, est une copie de l'originale dont on ignore le sort. Le musée a été constitué jadis, il y a une quarantaine d'années, par un Père xavérien nommé André, au départ d'objets conçus en prévision généralement d'une cérémonie d'initiation ou pour l'investiture d'un chef.
Le petit musée du Kivu a ouvert ses portes en 2013, mais la recherche intensive d'objets avait débuté 10 ans plus tôt, à la fin de la seconde guerre du Congo (2003). Grâce à la coopération des chefs coutumiers des principales tribus du sud Kivu (Lega, Bembe, Shi et Buyu), la collection du musée compte plusieurs centaines de statuettes, masques et fétiches, mis à l'abri du pillage et des vols des groupes armés.
Ce petit musée est là pour garder la mémoire collective des ethnies, alors que celle-ci tend à disparaître.
À l'extérieur de la procure xavérienne, rien n'indique la présence du musée bien qu'il attire quelques milliers de visiteurs par an, essentiellement des groupes organisés par les écoles ou les paroisses.

Rentabilité des musées nationaux

L'IMNC répertorié jadis comme une entreprise publique a été transformée en établissement public au moment de la réforme de 2009. Malgré que l'Institut des Musées Nationaux du Congo n'a jamais contribué au budget de l'État, le Ministère de la culture et des arts envisage de construire d'autres musées et bibliothèques dans la province du Kwilu et une somme de 231,9 millions de francs avait d'ailleurs été reprise dans le budget de l'État en 2017.
La rentabilité des musées dans cette région est loin d'être garantie à cause du manque d'accessibilité pour des visiteurs en grand nombre et un musée sans visiteurs est difficilement concevable. Malgré tout, l'État a envisagé de créer 14 musées de proximité dans les provinces et un musée panafricain à Kinshasa.
On peut supposer que le nouveau musée financé par la Corée du Sud jouera ce rôle (voir article suivant). Malgré la présence de l'ancien musée de Kinshasa dans un lieu assez fréquenté, le nombre de visites dépassait à peine le millier d'individus par an. Force est de constater que, depuis toujours, les Congolais n'ont pas vraiment la culture de musée, et, si les visites d'écoles peuvent créer cette culture, elles n'auront pas, avant longtemps, d'effets sur la rentabilité immédiate. La distribution des musées dans le pays, comme le montre la carte suivante, est aussi un problème préoccupant, car de nombreuses régions ne sont pas couvertes et la grosse majorité des ethnies n'aurait pas accès à ses patrimoines.
La distribution des musées dans le pays est aussi un problème préoccupant, car de nombreuses régions ne sont pas couvertes et la grosse majorité des ethnies n'aurait pas accès à ses patrimoines.
Les musées se répartissent comme suit : musées de Mbanza-Ngungu, Kinsambi et Kisangani n'existent plus ; musées nationaux supportés par l'IMNC : Matadi, Kinshasa, Arts contemporains, Kikwit, Kananga, Lubumbashi, Mbandaka et Butembo ; autres musées : Musée kimbanguiste à Nkamba, Musée de Gungu, Musée de Likasi, Musée du Kivu à Bukavu et ouvert récemment à Kinshasa et non renseigné, Musée cardinal Malula.
Le professeur d'histoire Adam Djedidja souligne un autre problème important, le rejet formel par les églises du réveil, des traditions ancestrales, de la coutume, des statues, des bracelets, des œuvres de l'ancien temps, des amulettes et des instruments musicaux qualifiées de Bokoko, bref, ce que montrent les musées aujourd'hui. ■

2. NOUVEAU MUSEE NATIONAL DU CONGO

PAR FERNAND HESSEL. Photos Thierry Claeys Bouuaert, sauf indication contraire

Le MNRDC a vu le jour dans le cadre d'un partenariat avec la Corée du Sud, qui offrit finances et technicité dans le cadre de son programme de coopération bilatéral Koica. La construction a pris trois ans. Sa superficie est de 6000 m2. Espace relativement modeste au regard de l'immensité du pays et de ses centaines de peuples, diront certains, mais il faut voir avant-tout la volonté des gouvernants à doter la population d'un instrument apte à remonter dans son passé, car l'intérêt pour histoire n'est pas le mieux partagé, ni dans le public, ni dans les écoles, en dehors du rejet un peu simpliste du passé colonial. La facture s'élève à 21 millions de dollars. Au sens strict il n'est pas le premier musée national. Il y a déjà le musée national voulu par Mobutu à l'Institut des Musées nationaux (flanqué d'un petit musée en plein air dédié à la statuaire coloniale). Sis au pied du Mont Ngaliema, derrière les barreaux du parc Présidentiel, il ne risque pas d'entrer en concurrence, car son accès est plutôt difficile et décourage plus qu'il ne mobilise les citadins et touristes. Les écoles, qui sont les premières appelées, ne se sont jamais pressées aux portillons. Notons qu'il était déjà conçu sur le mode thématique, avec l'appui du MRAC, bien avant que le MRAC ne se mue en AfricaMuseum.

Il est certain que le MNRDC est appelé à grandir et à s'enrichir. Du reste les musées africains installés en Europe n'ont pas manqué de s'interroger sur la politique que compte mener le Congo en matière de restitution des pièces uniques, qui n'ont survécu qu'en Europe. Non que le Congo manque de pièces pour meubler son nouveau musée, les réserves de l'Institut des Musées nationaux sont innombrables, pas toujours en bon état de conservation il est vrai. Mais l'enjeu porte sur les pièces rares. Deux politiques semblent s'opposer : le retour forcé au pays d'origine et le maintien d'une vitrine africaine au cœur de l'Europe. Le débat risque d'être long. Il est vrai que la Belgique est parmi les pays les plus concernés. Le MRAC est riche en effet de 180.000 pièces



Photo tirée du dossier de presse

d'origine africaine. Notons avec intérêt que le conservateur du MNRDC plaide pour que la restitution se déroule dans la concorde, l'essentiel étant la protection d'un patrimoine qui fait la gloire de l'Afrique.
Les Congolais et les amis du Congo, passionnés de culture, saluent l'ouverture du MNRDC, voulu par Kabila, avec enthousiasme. La capitale se trouve ainsi dotée d'un véritable centre de rayonnement culturel sans précédent, avec ses salles d'exposition, de conférences et autres travaux, avec ses ateliers de réparation des pièces que trop d'années de négligences et de pauvreté budgétaire ont laissé se détériorer.
Si le MNRDC n'est pas situé au cœur de la ville, ce qui serait difficile à maintenir car celle-ci ne cesse de grandir, étant passée de 500.000 citadins vers les années soixante à plus de dix millions aujourd'hui, il s'est résolument approché de ses consommateurs potentiels, en s'implantant sur le boulevard Triomphal, à un jet de pierre du stade des Martyrs, de la cathédrale du Centenaire et du Palais du Peuple. Le centre de gravité culturel de la capitale se déplace ainsi insensiblement du centre administratif premier, tel que légué par le colonisateur, et tel qu'il se vide en grande partie le soir et les jours de congé. Il est davantage à portée des écoles, et plus facile d'accès pour les visiteurs, qu'ils viennent de l'intérieur du pays ou qu'ils mettent à profit leur séjour au Congo pour goûter l'art et l'artisanat d'art au contact des peuples qui les ont produits au cours des siècles passés.
Et pour être tout à fait dans le vent, le MNRDC sera doté à terme d'une cafétaria et, autofinancement oblige, d'une boutique de souvenirs. Sans oublier sa salle de surveillance comprenant pour le moins 68 caméras !

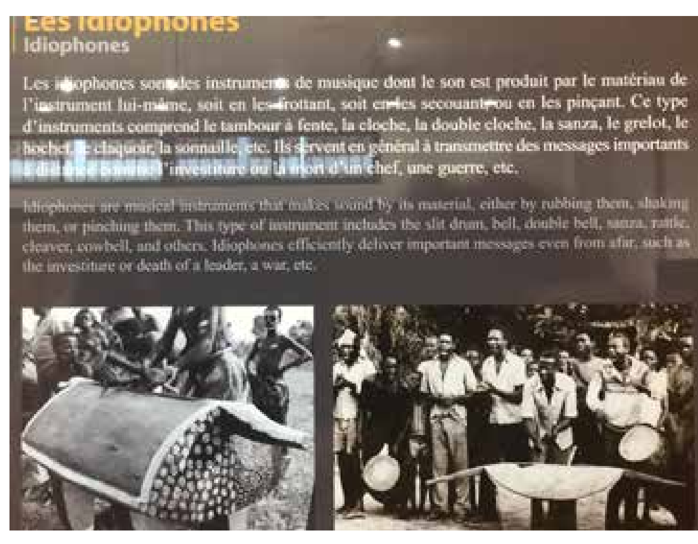
Pour la petite histoire, il est intéressant de noter que dans les pourparlers qui ont conduit à l'implantation du MNRDC et qui se sont intensifiés à l'approche du cinquantenaire de pays, en 2010, la partie congolaise visait déjà le boulevard Triomphal, et pour son nouveau musée et pour la statuaire coloniale. Les diverses coopérations appelées à prêter main forte à l'édification d'un nouveau musée, n'étaient pas très chauds pour flanquer le nouveau musée de la statuaire coloniale qui jusque-là attendait dans divers entrepôts de la ville une forme de réhabilitation, plus en phase avec les temps nouveaux. Elles plaidaient pour une plus grande discrétion. Or il y avait urgence car le Roi Albert II avait accepté de participer aux festivités du Cinquantenaire et qu'il eût été peu diplomatique de laisser la statue de deux de ses ancêtres, Léopold II et Albert 1er, loin des regards.
Comme le nouveau musée n'existait encore que sur plan, la majorité finit par se décider pour un musée colonial en plein air, entourant les bâtiments de l'Institut des Musées nationaux, au bas du parc présidentiel créé par Mobutu, où se trouve aussi le cimetière des Pionniers et le théâtre en plein air. C'est ainsi que la statuaire coloniale se trouve loin du nouveau musée. Il est fort à parier toutefois que le MNRDC n'évoque pas de diverses manières le passé colonial du Congo. En illustration, quelques images, prises de manière sélective par Thierry Claeys Bouuaert lors de son récent voyage au Congo. Avec en prime le photographe photographié, posant avec le directeur du NMRDC, sous le regard bienveillant du Président de la république.
Ce petit échantillon permet de constater que l'exposition s'inspire résolument de la scénographie moderne, telle qu'on peut l'expérimenter depuis peu à l'AfricaMuseum de Tervuren, que les légendes sont bilingues (français-anglais), que les pièces sont exposées avec parcimonie dans chaque thématique, que l'ambition didactique est manifeste. Le tout dans un écrin qui ne manque pas d'élégance. ■

La revue, toujours pleine d'inérêt pour la culture d'Afrique centrale, dans toutes ses manifestations, se plaît à souhaiter plein succès et longue vie au MNRDC



















”La définition du musée doit être
ancrée dans la pluralité des visions du monde
et des systèmes de pensée et
non dans une tradition scientifique occidentale unique.”

Recommandation du Conseil international des musées (ICOM), 2018.

1482

En ces temps lointains naviguer était une aventure. Les navires étaient rudimentaires, les instruments de mesure imprécis, les destinations pleines d'inconnu... De plus les rares écrits qui relatent les audacieuses expéditions ne sont pas toujours fiables. Aussi la légende ne tarda pas à auréoler les exploits. C'est ainsi qu'il n'est pas aisé de cerner la figure et la carrière de celui que l'Histoire a retenu comme le découvreur du Congo (pour l'Occident de la fin du XVe siècle s'entend).

PAR JEAN-PAUL RAMBOUX

En l'an 1482, dix ans avant que Colomb ne mette le cap sur l'Amérique, Diogo Cao, sur ordre du roi du Portugal hisse les voiles pour cingler vers l'Atlantique sud. Pour tenter, comme l'écrit Oscar Libotte, de remonter les fleuves de la côte ouest-africaine dans l'espoir – jamais réalisé – d'atteindre ainsi un lac intérieur illusoire qui devrait permettre d'accéder à un autre fleuve et, de là, au royaume fabuleux du prêtre Jean, dans les parages de l'actuelle Abyssinie. Le projet politico-religieux était de protéger ce royaume imaginaire de ses voisins musulmans, de prendre en quelque sorte l'Islam à revers.

Dans le contexte global des expéditions portugaises et espagnoles, lucratives à souhait, cette motivation religieuse apparaît plus officielle que réelle, car avant Diogo Cao, en 1469, le marchand Fernao Gomes avait acquis pour 5 ans les droits d'exploration de la côte africaine, ce qui l'avait amené à exploiter l'or de la Côte d'Or. L'ARSOM abonde, sous la plume de Mgr J. Cuvelier, de références indiquant l'envoi par des Papes successifs de missionnaires capucins pour christianiser le Bas-Congo à partir de Luanda, mais la motivation religieuse apparaît bien comme prétexte de légitimation de prise de possession de nouvelles terres. Ce souci de séduire le clergé jusqu'à ses plus hautes instances habitera plus tard l'esprit du souverain de l'État indépendant du Congo. Diogo Cao n'était pas dupe de quelque chance de trouver deux fleuves en vis-à-vis, l'un occidental, l'autre oriental, dont l'amont de chacun d'eux eût une largeur suffisante pour être navigable par un vaisseau de type caravelle ou caraque jusqu'à joindre un lac central tout aussi hypothétique. Son programme visant à jalonner de bornes monumentales (padrao) la côte occidentale africaine a donc précédé toute velléité de remonter le cours d'un fleuve, ce qu'il ne tenta de faire, selon les sources adoptées par le biographe Jean Cuvelier, que lors d'un troisième voyage, alors que le biographe René Cambier parle du deuxième voyage.

René Cambier peut se résumer comme suit : Jean II de Portugal mande Diogo Cao en 1482 ; ce dernier atteint l'em-



Témoignage gravée dans le roc à Yelala-Matadi par les explorateurs portugais conduits par Diogo Cao.



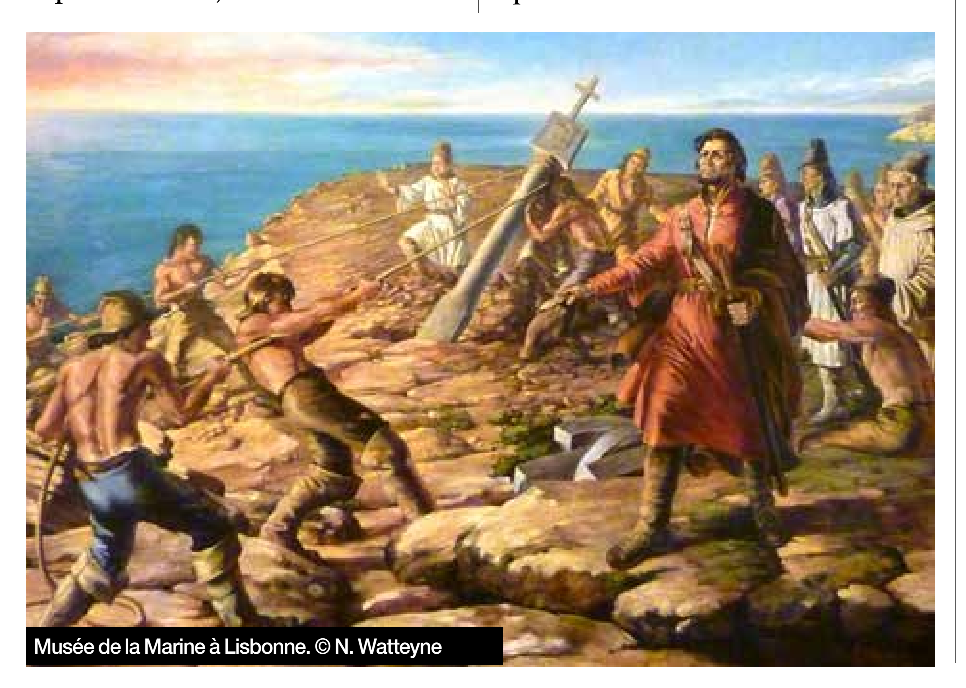
Musée de la Marine à Lisbonne. Tête de la sculpture dédiée à Diogo Cao. © N. Wattgeyne

bouchure du Congo en 1483, y plante son 1er padrao sur une languette de terre proche de la rive gauche, s'enquiert auprès des riverains de savoir qui est leur roi, choisit parmi ces riverains une délégation diplomatique pour faire parvenir une sorte de lettre de créance à ce roi (Nzinga Nkuwu) trônant à l'intérieur du pays, puis lève l'ancre tout aussitôt, pour poursuivre plus au Sud la plantation des padraos entreposés dans la cale du bateau. Il plante un 2e padrao au cap Santa Maria, latitude – 13°25'. Arrivé à ce point, il juge avoir donné à la délégation congolaise le temps de revenir sur la rive du Congo avec les gages de bienvenue de la part de Nzinga Nkuwu. Il vire alors de bord vers le Nord pour les y rejoindre. Arrivé sur place, il constate que la délégation diplomatique n'est toujours pas de retour. Dépité, Diogo Cao embarque de force des notables locaux en vue de les familiariser avec le Portugal et fait voile de retour à la métropole.

Cao se voit anobli et gratifié d'une rente substantielle par Jean II, lequel adhère sans se faire prier à une 2e mission de Cao vers la côte Ouest africaine. Cao s'empresse de ramener au Congo les otages, dont l'un est devenu virtuose de la langue portugaise et baptisé chrétien, s'assurant ainsi une ambassade de qualité. Profitant de l'occasion, il tente alors une remontée du Congo, arrêtée à Matadi où il ne date pas l'inscription, gravée sur le rocher, de son nom et ceux de ses compagnons. Comme à son accoutumée, Cao ne perd pas de temps et, toujours au cours de cette 2e mission, il file planter un 3e padrao face à une « montagne noire » par -15° 41' de latitude, puis un 4e padrao à -27° 47' au Cap Cross en 1485, où il meurt, laissant ses compagnons retourner sans lui en métropole.
Selon les sources adoptées par Jean Cuvelier, Cao aurait cinglé immédiatement vers le Sud après le débarquement de ses otages, sans se soucier du fleuve Congo à ce moment, et serait retourné bien vivant en métropole après avoir atteint le Cap Cross. Il aurait alors été investi ou se serait lui-même investi d'une 3e mission en vue de la remontée du Congo jusque Matadi. Cuvelier situe la gravure lapidaire en 1488. Diogo Cao serait ensuite retourné en métropole la même année, pour y mourir à Vila Real.

Quel était le navire porteur de Cao ?

Cedric Rogers soutient que l'appellation "caravelle" était déjà usitée, depuis que les nefs de Méditerranée et de mer du Nord furent pontées jusqu'à couvrir toute la surface en surplomb de la coque. En Méditerranée, plus calme qu'en mer du Nord, on jugea opportun d'ajouter une plate-forme à chaque extrémité de la nef, surmontée chacune d'un château, offrant ainsi une position élevée en cas de combat naval. Les nefs ainsi équipées prirent nom de caraque. A ce stade, caraques et caravelles n'avaient pas d'avant différencié de l'arrière, si ce n'est la présence de deux safrans (planches), une de chaque coté de l'arrière, pour diriger la nef. Une première différentiation perceptible avant-arrière ne concerna d'abord que le gréement : le mât centré gréé de voiles carrées fit ensuite place à un mât décentré gréé de voile latine et, dans le même temps, le château de proue fut réduit à une portion congrue. Apparut ensuite une différentiation plus spectaculaire lors de l'adoption du gouvernail dit « d'étambot », en prolongement de la quille, marquant définitivement une nette différence de profil des nefs entre la proue et la poupe. Sous la férule du Prince Henri le Navigateur, fils du roi Jean I de Portugal, caravelles et caraques se firent mettre au défi d'affronter l'océan atlantique. Les caraques haussèrent leurs bordages, carénèrent leurs hauts châteaux, nommés dorénavant gaillard d'avant et gaillard d'arrière, en prolongement du carénage du bordage, mais conservèrent un épais mât central gréé de voiles carrées. Les caravelles quant à elles jetèrent leur dévolu sur la révolution de leur gréement : fi de château de proue pour y faire place au mât porteur des voiles carrées, laissant ample place à trois autres mâts suiveurs gréés chacun d'une voile latine, clé de succès pour naviguer aussi bien par vent de face qu'à toute autre allure, le mât à voiles carrées devenant un bonus par vent arrière. De taille modeste au départ, comme les deux caravelles accompagnant la caraque de Christophe Colomb, elles s'agrandirent et s'armèrent plus tard de canons pour devenir les galions


Musée de la Marine à Lisbonne. © N. Watteyne

indétrônables. Diogo Cao dès 1482 a pu faire usage tant de caraques que de caravelles atlantiques.

Comment Cao relevait-il ses latitudes ?

Dans le sillage du marchand Fernao Gomes, vers 1472 un anonyme sut qu'il atteignit l'équateur en réalisant qu'à cet instant l'ombre d'une tige verticale ne s'écartait pas d'un fil tendu d'Est en Ouest. Mettant en panne à cet endroit pour une observation nocturne, il put observer que l'étoile polaire s'éclipsait à l'horizon. Il pouvait donc dorénavant établir ses latitudes Nord par la mesure angulaire de hauteur de l'étoile polaire sur l'horizon, ce que lui permettait l'astrolabe. Puisque cette étoile disparaissait passé l'équateur, il avait à s'enquérir d'une autre étoile qui devait poindre à l'horizon coté Sud. Ne la trouvant pas, il se rabattit sur la croix du Sud dont il mesura que son étoile basse était située au-dessus de l'horizon d'une valeur de 4,5 fois la distance angulaire séparant les étoiles haute et basse de cette même croix du Sud. Le calcul des latitudes Sud devra donc tenir compte de la hauteur angulaire du point polaire virtuel situé sous la Croix du Sud.
Et pour ce qui est des longitudes ? Il y avait d'abord lieu de faire le choix d'un méridien zéro. Madère ayant été découverte avant l'île du Cap Vert, il est tentant de spéculer que Funchal, port et capitale de Madère, eût été choisie par les Portugais pour méridien zéro médio atlantique. L'Espagne quant à elle aurait pu revendiquer l'île Hierro (Fer), la plus à l'Ouest des Canaries, laquelle sera d'ailleurs imposée bien plus tard par Louis XIII comme méridien zéro aux cartographes français. Cependant, le traité de Tordesillas de 1494 désigne explicitement l'île du Cap Vert pour méridien référant, mettant en cela d'accord Portugal et Espagne, et ce pour une bonne raison : entre Madère, Hierro et l'île du Cap Vert, cette dernière est la plus proche de l'équateur, et donc à une latitude où la valeur d'une lieue marine est la plus proche de la correspondance en degrés de longitude qu'elle aurait eue si elle avait été mesurée le long de l'équateur. Une telle disposition n'était pas superflue car, à l'époque, mesurer une longitude par mesure de temps était une gageure sur mer comme sur terre, tant que n'apparaîtra pas l'horloge à ressort, et encore, il faudra attendre en 1772 l'horloge d'une précision homologuée à 1/3 sec/jour par le bureau britannique des longitudes pour obtenir des longitudes acceptables pour des expéditions d'une durée d'un an ou plus.
Les horloges à pendule de qualité existaient bien à l'époque de Diogo Cao, mais impossible de les utiliser à bord d'un bateau en mouvement, le balancier tantôt s'arrêterait, tantôt produirait des battements erratiques. Revenons à Diogo Cao 1482, Tordesillas 1494 : en mer les heures, et donc les longitudes étaient alors mesurées en comptant. . ...des sabliers ! On aurait pu penser à une clepsydre, mais cette dernière, une fois brisée, n'aurait pu être remplacée aussi facilement que l'on change de sablier.
Portugal, Espagne et Papauté tombèrent alors d'accord pour préférer s'exprimer en lieues marines, en l'occurrence dans un premier temps à 100 lieues marines enfin à 370 lieues marines à l'Ouest de l'île du Cap Vert pour arbitrer la ligne de partage entre les possessions Portugaises et Espagnoles. Comment mesurer alors une lieue marine ? Le traité de Tordesillas avait un caractère contradictoire, il mettait aux prises deux royaumes, formellement Portugal et Castille. Ce traité devait nécessairement comporter un cahier des charges, mentionnant tant la valeur d'une lieue marine que le protocole de mesure. On ne trouve trace de ce cahier des charges ni à l'ARSOM ni sur le web. Je ne me suis pas rendu à l'Albertine, et je gage que ce cahier des charges se trouve... à Tordesillas. Pour ce qui est de la valeur de la lieue marine usitée à l'époque, je trouve sur le web des valeurs contradictoires : tantôt 1770 km pour les 370 lieues du traité, ce qui donne 4,784 km pour une lieue marine espagnole d'époque. Ailleurs, je trouve que la legua nautica espagnole en cours de 1400 à 1600 valait 5,903 km.

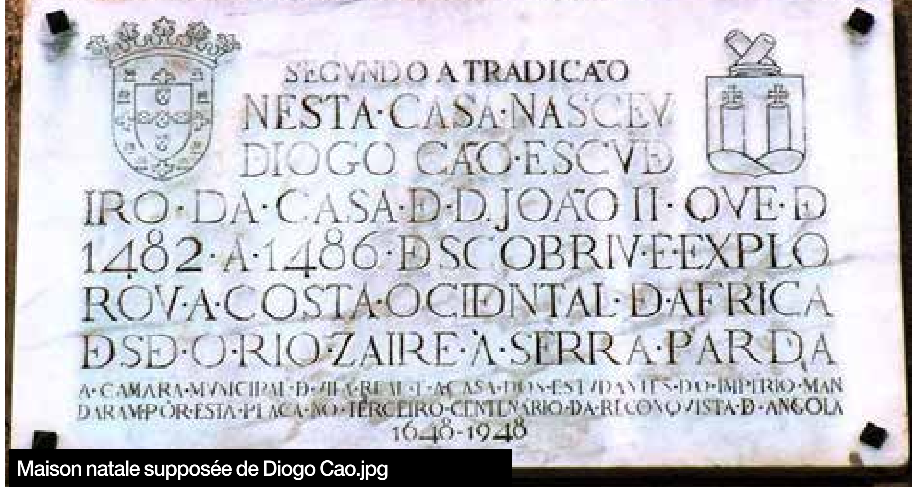

Caravelle portugaise du 16e siècle (c) F. Hessel.JPG

Par comparaison, la lieue nautique internationale actuelle vaut 1/20e de degré méridional ou équatorial d'une sphère arrondie à 40.000 km de périmètre, soit 5,555555 km. Pour ce qui est du protocole de mesurage, que le lecteur me pardonne si je ne lui livre rien d'autre que le produit de mon imagination, d'autant qu'il n'existe pas ou plus de plan de caravelle ou caraque datant de Diogo Cao.

Un bateau mesureur était chargé de bobines de cordes, chacune fixée à une bouée lestée. Deux paliers de moyeux de bobine étaient aménagés dans le château de poupe, face à deux lucarnes pratiquées au niveau du bordage, une de chaque coté du gouvernail.

Au lever d'ancre, le préposé à la bobine tribord, que j'appellerai bobinier 1, pousse du pied dans l'eau la bouée lestée à la corde qui se débobine. Un ruban coloré noué proche de la fin de la corde alerte le bobinier 1 qui entonne un chant marin pour sortir le bobinier 2 (bâbord) de son assoupissement, puis pousse un cri quand toute la corde est partie, sur quoi le bobinier 2 pousse à son tour du pied la bouée fixée à la bobine bâbord, tandis que le bobinier 1 s'en va quérir une nouvelle bobine et ainsi de suite. Pour chaque bobine déroulée, le quartier-maître accuse réception d'un cri ou d'un chant marin en même temps qu'il ajoute un trait à la craie sur une ardoise, et ainsi de suite. A la suite du bateau mesureur se trouve un bateau ramasseur. Dans ce bateau suiveur des marins sont chargés d'attraper à la gaffe l'anneau accroché aux bouées larguées par le bateau mesureur et une équipe de marins rembobine les cordes sur des mandrins vides. De temps à autre par temps calme, le bateau mesureur se met en panne, le bateau ramasseur s'arrime au bateau mesureur. Les marins du bateau mesureur transbordent les mandrins vides dans le bateau ramasseur tandis que les marins du bateau ramasseur transbordent les mandrins rembobinés dans le bateau mesureur.

Pour qu'une telle opération soit rentable, il faut qu'une bobine contienne pour une lieue de corde, et que chaque bateau, mesureur et ramasseur, contienne chacun l'un 100 bobines, l'autre 100 mandrins vides. Que peut bien contenir un mandrin dont les joues font 1 m de diamètre, le moyeu 30 cm et la largeur intérieure 1m, contenant une corde de ½ pouce d'épaisseur ? Nous avons : en largeur 80 rangs, en épaisseur 56 tas, en périmètre moyen (3.1416+0.9425)/2 = 2.04 m. Total 80x56x2.04 = 9.139 m, plus qu'il n'en faut pour avoir une lieue de corde par bobine. Si les deux bateaux s'arriment toutes les 100 bobines, il n'eût fallu que 3 arrimages de bateau pour couvrir les 300 premières lieues du traité de Tordesillas, le solde des 70 autres ayant dû être partagé entre mer et terre.



Maison natale supposée de Diogo Cao.jpg


1486-1986 Monument dédié à l'exploit de Diego Cao à Cape Cross © F. Moehler

Épilogue

Ce fut Bartolomeo Dias qui, poursuivant l'œuvre inachevée de Diogo Cao, a atteint le cap de Bonne Espérance. Si la renommée historique de Dias surclasse celle de Cao, ce dernier eut toutefois le bonheur d'être reconnu, honoré et gratifié en haut lieu de son vivant. ■

Sources

- Article d'Oscar Libotte *Histoire du Congo*, L'arrivée des Portugais au Bas-Congo, site web Urome, non-daté.

- *Biographie Coloniale Belge*, Tome II 1951, col. 134-137, René Cambier et renvoi à Mgr Jean Cuvelier.

- *Les Voiliers, 5 siècles d'aventures sur les mer*s, Cedric Rogers, 1974, traduit de l'anglais par DIFUNAT Paris.

DÉCOLONISER

Au vu du zèle que mettent les politiques, relayés par les médias, à traiter du sujet, la décolonisation est entrée avec force dans l'actualité. La problématique n'épargne aucun secteur, si bien que le citoyen attentif est en droit de se poser la question de savoir si décoloniser répond à un besoin sentimental ou à une obsession politique.

PAR ANDRE-BERNARD ERGO

La revue française LE POINT qui aurait pu s'appeler LE POTIN pour ses commérages et ses cancans est particulièrement intéressée par la réouverture du musée de Tervuren puisqu'elle a consacré il y a quelque temps un grand article sur le sujet signé par Valérie Marin La Meslée. Il faut dire que c'est un sujet à la mode puisqu'on trouve aussi :

- dans la revue MEDOR, un questionnement de Cédric Vallet : Musée de Tervuren, décolonisation impossible ?
- dans la revue ANTIPODES, les Impressions sur la nouvelle scénographie du musée africain de Tervuren, de Jean Claude Mullens,
- en carte blanche sur le journal LE SOIR, Dix idées reçues sur la colonisation belge, de l'historienne Amandine Lauro,
- et même sur le WASHINGTON POST, les états d'âmes de son correspondant à Bruxelles Michael Birnbaum : Belgium's Africa Museum reopens, as country confronts its violent colonial past.

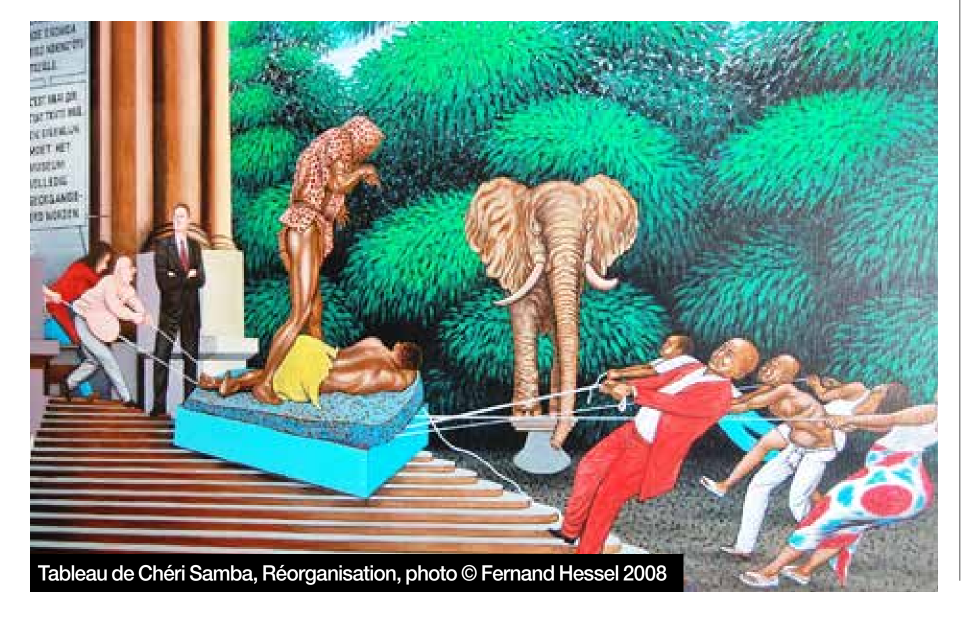
Mais arrêtons-nous au contenu de l'article de Valérie Marin La Meslée, (qui porte le nom assez rare d'un authentique héros), laquelle a interrogé six personnes sur la question : doit-on "décoloniser" l'Africa Museum ? J'apprécie le fait qu'en bonne journaliste, elle place le mot décoloniser entre guillemets pour souligner l'usage abusif du mot dans cette circonstance. Elle interroge tout d'abord Guido Gryseels le directeur actuel du musée qui lui donne, résumées, les informations suivantes :

- étant les premiers à avoir précisé l'origine de nos collections, il nous reste à informer sur la manière dont elles ont été collectées localement, vaste et gros problème ;
- décoloniser ce n'est pas uniquement raconter une autre histoire, c'est aussi engendrer d'autres partenariats qui apporteront un nouveau regard sur les collections décrites uniquement par des Blancs ;
- il y a 20 ans il n'y avait pas d'Africains dans le musée ; (Fausse assertion : en 1995 dans mon propre bureau il y avait sous contrat un brillant docteur en sciences sénégalais, un ingénieur agronome diplômé de l'ULB et, de passage deux fois par jour, un ingénieur technicien peul diplômé en promotion sociale ; et avant même, dans les années 70, des Congolais, sous contrat durant la période coloniale, terminaient leur carrière au MRAC. D'autre part, dans notre centre de recherche CIDAT-CITLO, nous avons parrainé une vingtaine de mémoires d'ingénieurs africains, régulièrement en visite au musée, avec la légitime fierté de pouvoir écrire qu'ils pratiquent tous, aujourd'hui, leur métier au service de leur pays natal).
- la société belge est très blanche ; les visas n'ont pas été donnés aux anciens colonisés, comme ce fut le cas dans d'autres pays… les Africains ne représentent que 8% du personnel du musée mais on bouge.

Le paragraphe suivant, je tiens à l'écrire textuellement comme l'a énoncé Guido Gryseels : aujourd'hui, nous considérons le système colonial immoral, nous prenons nos distances avec ce système basé sur l'occupation militaire, une gouvernance raciste et autoritaire et sur l'exploitation d'un pays. Nous assumons notre responsabilité en tant que musée puisque pendant une période de plus de 60 ans on a contribué à ce message colonial, en diffusant cette image de la supériorité des cultures occidentales sur


L'AfricaMuseum prêt à la réouverture © F. Hessel 2018

les cultures africaines. Les diasporas africaines demandent que j'assume cette responsabilité et c'est ce que je fais, depuis quelques mois, publiquement. Je laisse à Guido Gryseels la responsabilité des termes qu'il emploie ; il a l'excuse de l'ignorance, il n'a jamais connu la colonisation belge, la seule au monde qui a parlé et promu les langues vernaculaires et protégé le droit coutumier ainsi que l'organisation tribale grâce à une administration rigoureuse certes, paternaliste peut-être, mais pas raciste. Quant à l'exploitation et à la supériorité de la culture, elles ont été essentiellement le résultat d'une supériorité technique et technologique évidente et incontestable dont l'état belge a très largement fait profiter sa colonie et dont la gestion financière était totalement séparée de celle de l'état tuteur.
Et Guido Gryseels de poursuivre : ... il y a un très grand intérêt du public (belge ?) pour le continent africain qui possédera dans 20 ans 40% de la population mondiale. L'objectif du musée est de mettre ces informations au service de ce public et d'offrir aux 250.000 Africains de Belgique un "regard" sur des objets d'importance mondiale (?).
Le directeur affirmait, dans un paragraphe précédent, que peu de visas avaient été donnés aux anciens colonisés lesquels représentent 8% du personnel du musée ce qui n'est pas mal puisqu'aujourd'hui les Belges d'ascendance africaine représentent 2% de la population belge totale. Sur base de la population, les Belgolais au Congo en 1960, femmes et enfants compris, représentaient à peine 0,6% de la population totale du pays et l'ensemble des expatriés 0.93%. Si on prend la surface des deux pays comme référence, on a un rapport de 1 à 250.
On peut s'étonner que je parle de Belgolais et pas de colons ; la raison est simple, la plupart des expatriés belges étaient des contractuels allant exercer leur métier au Congo, avec l'intention de rentrer au pays au terme du contrat.
Le directeur Gryseels termine en alignant son attitude sur celle du président français Macron en ce qui regarde la restitution des œuvres d'art à leurs pays d'origine et il conclut en affirmant avoir déjà digitalisé et numérisé les archives coloniales du Rwanda dont copie avait été demandée par les autorités de ce pays.
Il n'y a rien là d'exceptionnel ni de nouveau ; au début des années 70, le Congo, le Rwanda et le Burundi avaient reçu de la part du musée de Tervuren (CIDAT-CITLO), sous forme de microfiches réalisées au musée, l'entièreté des textes publiés, relatifs à l'agriculture des trois pays, ainsi que l'analyse de ces textes ; un travail bien plus difficile à réaliser à l'époque que la numérisation de dossiers aujourd'hui. Travail qui avait intéressé la FAO pour le projet CARIS (Catherinet), la France (Aubrac et Aries) et l'IITA à Ibadan (Lawani).


Tableau de Chéri Samba, Réorganisation, photo © Fernand Hessel 2008

D'autre part, à ce sujet, B. de Halleux et moi-même étions appelés comme experts belges à la Commission AGRITR-POP de la CEE à Luxembourg et les initiatives du cadre scientifique du CI-DAT composé uniquement d'anciens d'Afrique, recevaient l'appui de la FAO (rapport de la Conférence sur l'établissement de programmes coopératifs de recherche agronomique-Zone guinéenne 23-28/08/1971, recommandation n°5, point 4). Que Guido Gryseels ignore tout cela n'est pas étonnant, il n'avait pas encore terminé le cycle secondaire des études à l'époque. Mais qu'il ignore cela, malgré les archives, comme directeur de l'Institution est interpelant.

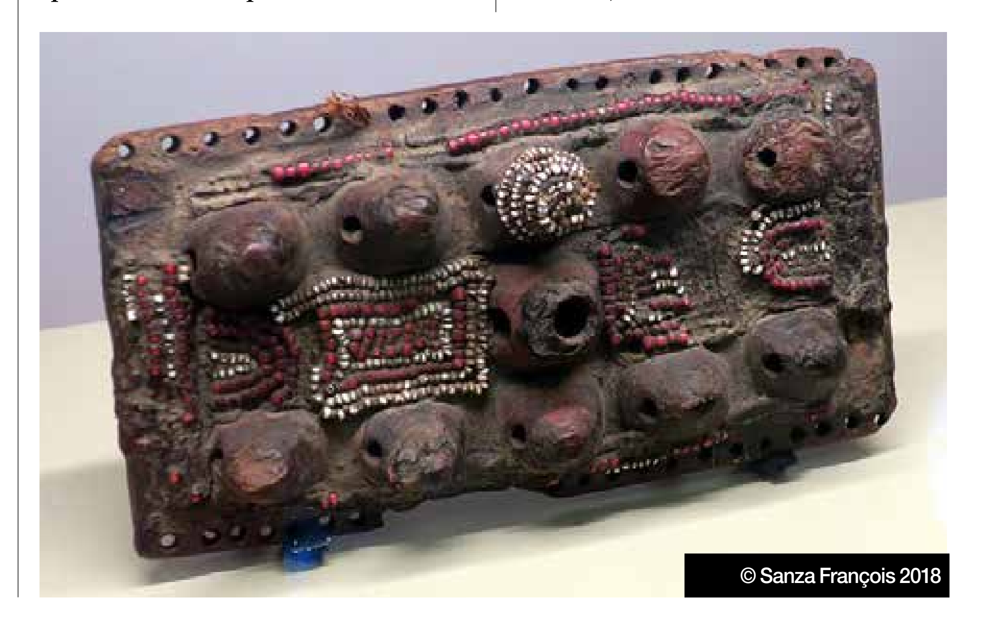
La seconde personne interrogée par Valérie Marin La Meslée est la conservatrice (et pas conservateur) Bambi Ceuppens qui souligne également le rôle important joué par l'état français dans la problématique de la restitution des objets africains aux pays d'origine. Elle mentionne également une demande d'inventaire de la part du Rwanda pour localiser en Europe (pourquoi seulement en Europe ?) les objets d'origine rwandaise.

La troisième personne interrogée également sur la restitution des "œuvres d'art anciennes" est Billy Kalonji, le président du COMRAF (Comité de concertations avec les asbl africaines) et membre du groupe des six experts africains consultés par le MRAC. Arrivé en Belgique en 1980, il mentionne trois positions évoquées, concernant la décolonisation du musée :
- Détruire le musée et ramener les objets en Afrique ;
- Vider le musée, qui même vide, parlerait encore aux Africains. Alors construire ensemble (?) un nouveau musée et y placer les objets ;
- Entrer dans le musée actuel pour y introduire les Africains, car notre histoire est commune avec la Belgique et nous avons eu plusieurs combats et gagné des victoires ensemble.
Évocations étranges dont la dernière a la faveur de Billy Kalonji.

Mais de quels combats communs parle-t-il ? De certaines amnésies de l'histoire ? Comme la proposition du Père ingénieur agronome Hyacinthe Vanderyst, juste après la première guerre mondiale, de créer au Congo un Institut agronomique, proposition disparue avec la crise économique des années trente. De la création en 1943 (vous avez bien lu), par des ingénieurs de Lubumbashi, d'une première candidature universitaire (dix ans avant Lovanium), arrêtée brutalement pour des rivalités citadines, pour des frustrations religieuses et politiques. Les Belgolais qui n'avaient aucun pouvoir au Congo faisaient des propositions ou prenaient des initiatives. Ils savaient, depuis longtemps (Panda Farnana et surtout Louise Cecilia Fleming) qu'il suffisait de deux générations pour que la société congolaise rejoigne le monde moderne, pour autant qu'on puisse éradiquer certains comportements qui étaient la norme à l'arrivée des expatriés en 1880. Il suffisait d'encadrer et de former les jeunes et d'occuper activement les adultes.
Je ne crois pas que Billy Kalonji pense à ces combats-là. Ce qu'il veut pour le groupe des 6, c'est investir le musée pour l'asservir à leurs idées ; c'est ce que j'ai cru comprendre dans les rapports privés de leurs réunions dont j'étais parfois informé. Il se réjouit des discussions en France et de l'impatience des jeunes associations de la diaspora. Pour ma part, je prends note du fait qu'actuellement des Belges d'origine africaine rejoignent ou prennent contact avec les associations de Belgolais pour partager ensemble des souvenirs qui sont communs et prendre part à des discussions revisitant l'histoire commune belgo-congolaise.

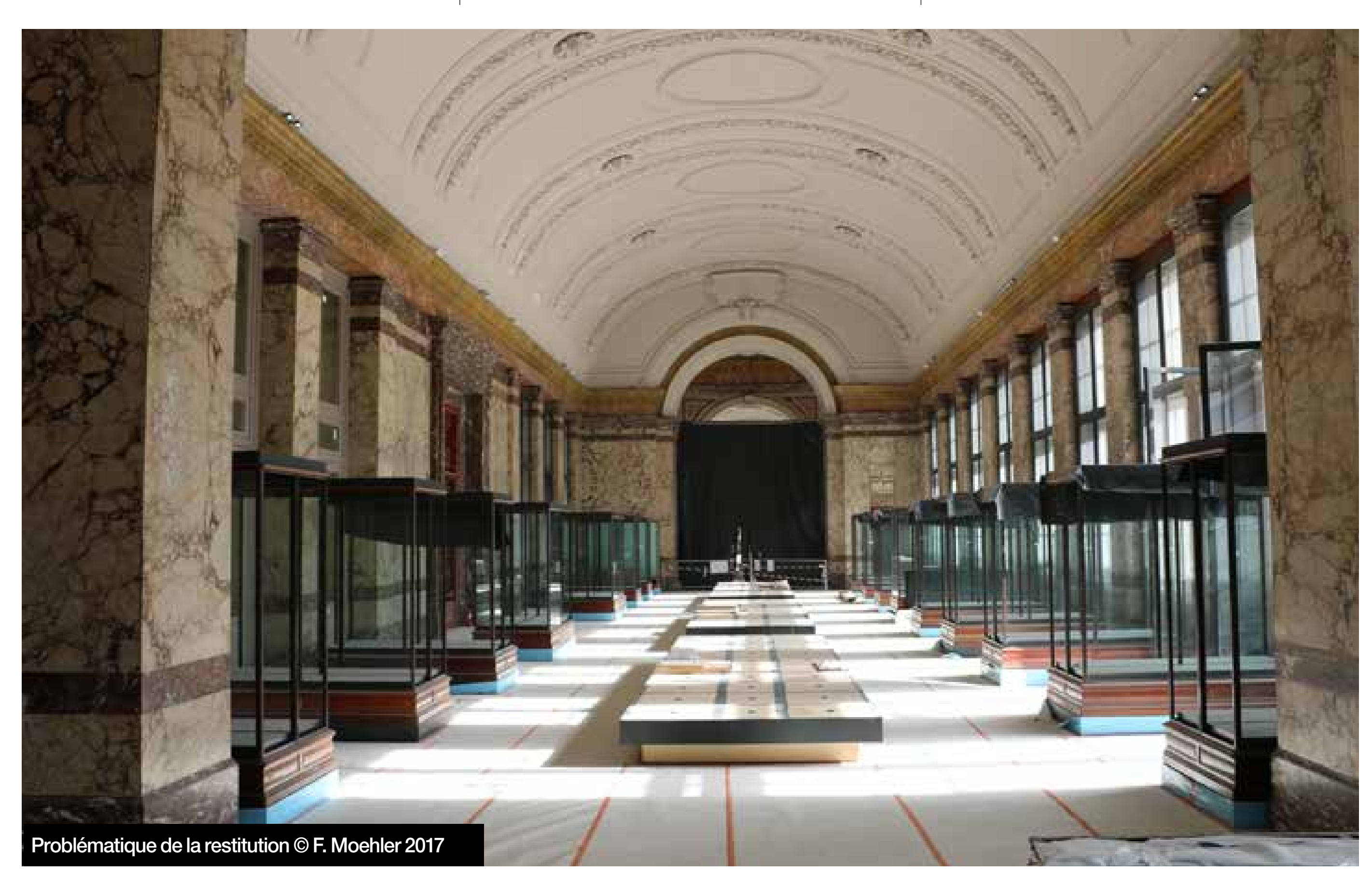
La quatrième personne interrogée par la journaliste est un autre membre du groupe des six, Mireille-Tsheusi Robert, diplômée en psycho, de l'université de Louvain, présidente de l'asbl Bamko-Cran, écrivaine sur le racisme, chargée d'études à BePAX (Ex-Caritas Catholica), laquelle affirme que le problème actuel c'est (je cite textuellement) : "... que le Congo a toujours représenté la fierté nationale belge et, pour le régime royal, le musée est un symbole fort, vitrine de la fierté belge. Le critiquer, c'est critiquer le Roi. Par le chocolat ou les diamants, de tout temps, le Congo a contribué à la grandeur nationale de la Belgique".
Des arguments de potache ! Je pourrais lui aligner une centaine d'appréciations de non belges, universitaires, écrivains, journalistes sur la gestion sociale, financière, économique, industrielle ou agronomique de la colonie, juste avant l'indépendance, pour expliquer les raisons de la fierté des Belges. Le musée n'a rien à voir là-dedans. Ce n'était qu'un conservatoire d'objets devenus des œuvres d'art grâce à leur bonne conservation, à leur présentation et à l'appréciation d'artistes, de savants et de millions de visiteurs. Elle évoque ensuite comme argument et reproche au musée la mort de Congolais dans les zoos humains. Pourrais-je lui poser une question : en 1959, 47 Congolais ont été tués au cours d'une manifestation à Léopoldville. Pourrait-elle me donner le nom d'un seul, me dire comment et où ces héros de l'indépendance ont été inhumés ? Où les Congolais peuvent-ils se recueillir sur leurs tombes ?
Les 7 congolais morts durant l'exposition de Tervuren ont une sépulture décente dans un lieu sacré ; pour tromper l'oubli, leur nom est écrit sur une pierre tombale qui est fleurie chaque année. Le musée et ses collections ethnographiques, c'est un peu la même chose, un mausolée, des vitrines tombeaux, des objets identifiés culturellement au-delà de la période coloniale, intemporels.
Mireille Tsheusi-Robert préfère choisir une partie de la seconde proposition mentionnée par Billy Kalonji, un nouveau musée répondant à des thématiques plus récentes. Elle constate que les experts de la diaspora, invités, n'ont pas été entendus, alors que les Belgolais, qu'elle ignore, n'ont même pas été consultés. Quant à la restitution, elle est surtout intéressée de voir si les pièces ont été volées ou pas et envisage leur restitution.
Il y a dans le mot restitution, la certitude d'une acquisition illicite et l'évocation d'un propriétaire individuel ou collectif légal. L'état congolais et un quelconque musée kinois ou autre ne peuvent pas être les propriétaires puisqu'ils n'existaient pas. Si le vol est prouvé, seules les ethnies peuvent prétendre à une propriété morale et être les bénéficiaires de la restitution. Mais dans le cas d'un vol établi, le voleur doit être poursuivi, c'est-à-dire le donateur à l'état belge. Bonjour les dégâts ! On comprendra la raison de cette parenthèse plus loin.

Le cinquième personnage interrogé, Julien Truddaïu, est un chargé de projet de l'ONG CEC, coopération par l'éducation et la culture, un créateur d'événement, co-auteur du livre *"NOTRE*


© Sanza François 2018

CONGO, déconstruire la propagande coloniale". Quel est l'intérêt de déconstruire quelque chose qui n'existe plus, sinon pour en faire un exercice d'école mettant en évidence l'argumentation et les techniques de toutes les propagandes, même celles des anticolonialistes. Il constate dans le changement du musée le début d'une "réflexion décoloniale" (?). L'état subsidie certaines ONG pour s'apercevoir de cela !
Quant à la restitution, il se réjouit des propos du ministre de la coopération qui a dit que la Belgique devait s'engager dans un processus de négociation ; une manière élégante, intelligente et ... politique de caresser l'animal dans le sens du poil.

Le dernier personnage consulté est l'inévitable historien congolais Elikia M'Bokolo, apôtre et chantre de la diaspora africaine, qui est présent partout où on peut "croquer" du Belge. On ne peut pas percer la pensée du personnage sur un seul écrit, il faut en lire et en analyser plusieurs. Dans la réponse à la journaliste, il prend un exemple pour justifier l'affirmation qu'il fait sur la prise de conscience du musée en ce qui regarde la critique évidente des nouveaux cartels explicatifs soulignant les prises de guerre du célèbre major Storms et l'assassinat du chef de village Lusinga.
Étonnant pour un brillant historien de "se planter" de la sorte. En 1884, Storms est un lieutenant adjoint d'état- major ce qui n'en fait pas un major (grade mal connu dans l'armée française !), Il est responsable de la quatrième mission envoyée aux grands lacs par l'AIA et garant de ce fait des contrats d'allégeance signés par les trois premières missions avec certains chefs locaux. Ces contrats d'allégeance garantissent, entre autres, aux populations signataires la protection des biens et des personnes, éventuellement par la force. C'est ce qu'a subi le chef Lusinga en faisant la "guerre" à certaines populations signataires. Si Lusinga avait été également un chef signataire, Storms aurait diligenté une palabre de conciliation.
Généralement, les prises de guerre, dont on fait référence sur les labels, font l'objet d'un inventaire comme, par exemple, à la bataille de Redjaf.
Et voilà que l'historien porte des jugements politiques maintenant : ... il est très difficile de décoloniser un musée colonial qui comporte des traces très profondes ... des relations difficiles qui perdurent entre la Belgique et le Congo. Dans d'autres écrits, il ferait suivre la restitution par des compensations (financières ?) imposées à l'état belge pour avoir gardé un siècle ces trésors volés de l'art congolais.
Le type parfait de l'intellectuel africain formaté par la France pour sa politique France-Afrique.
Quelle différence avec les propos du Professeur Docteur Albert Tshibangu-Wa-Mulumba, lequel rend hommage à la colonisation belge : ... grâce à tes tremplins, je peux, désormais, de moi-même, m'ouvrir à l'infini. En une seule phrase, tout y est dit. ■


Problématique de la restitution © F. Moehler 2017

CHE GUEVARA 1.2

Qu'est venu faire au Congo Ernesto Guevara, du 24 avril au 22 novembre 1965 ? La question continue à tarauder l'esprit de quiconque s'intéresse au pays, en ces années où celui-ci tente d'émerger comme Etat, face à une rébellion qui tient sous sa botte la moitié de son territoire.

PAR WILLY MARCUS *

Esquisse biographique d'Ernesto Guevara, dit le Che

Le Che (littéralement ami ou pote) est né en Argentine en 1928. Ses ancêtres sont irlandais et ses parents sont des bourgeois aisés. Devenu médecin en 1950 à Buenos Aires (malgré des études inachevées, diront certains), il parcourt l'Amérique latine où la misère des populations l'interpelle. Celle-ci l'affectera d'une façon indélébile pour le restant de ses jours.
Très tôt, il acquiert et se forge ensuite le très populaire profil d'un rebelle romantique et mythique. Ce profil perdure encore de nos jours, plus de 50 ans après sa mort.
En 1954, il a alors 26 ans, il assiste au coup d'état (ouvertement orchestré par la CIA) qui renverse le pouvoir au Guatemala. Sa participation précise aux convulsions politiques du moment ne nous est pas connue mais on sait que par ses prises de positions, le docteur Guevara doit quitter le pays. On le retrouve exilé au Mexique en 1955. Il y rencontre un avocat cubain de 29 ans, exilé comme lui, du nom de Fidel Castro. Il devient son bras droit dans la création d'une "Force Révolutionnaire" composée d'opposants au régime dictatorial de Batista qui sévit à La Havane. Cette "Force" composée de 82 guérilleros va débarquer, fin 1956, à bord d'un petit navire (conservé dans un musée) à Cuba. Trois jours après le débarquement, Castro et le Che seront parmi les 11 survivants de la "Force".
Ils ne devront ensuite leur salut immédiat qu'à leur fuite dans les forêts montagneuses de la Sierra Maestra. De là, après plus de 2 années, avec seulement quelques centaines de guérilleros recrutés au fil du temps, Castro et Guevara sortiront en héros vainqueurs. Ils auront eu raison des milliers de soldats de l'armée de Batista qui va finalement imploser. Ce dernier quitte Cuba en janvier 1959. Castro prend le pouvoir.


Portrait iconique du Che

Naturalisé Cubain, à 31 ans, le "Che" devient successivement Directeur de la Banque Nationale de Cuba, Ministre de l'Industrie puis Ministre de l'Economie. Il assumera ces fonctions de 1959 à son départ de Cuba, pour se consacrer à d'autres combats "qui exigent les notes saccadées des mitraillettes, de nouveaux cris de guerre et la victoire". Une rumeur persistante soutiendra qu'il commençait, en réalité, à faire trop d'ombre à Castro. Pas impossible.
C'est ainsi qu'on le retrouve, la même année, dans l'est du Congo dans la région de Fizi-Baraka, pour y organiser un maquis destiné à y soutenir les opposants au régime congolais du moment.
Il n'y restera finalement que 7 mois. Il quittera 2 jours avant le coup d'état de Mobutu (24 novembre 1965). Par la suite, il qualifiera son expérience congolaise "d'année perdue".
En novembre 1966, E. Guevara est en Bolivie où, avec seulement une poignée de guérilleros, cubains pour la plupart, il va mener une guérilla pendant 11 mois. En octobre 1967, avec 37 de ses compagnons d'armes, il tombe dans une embuscade fatale. Fait prisonnier, il sera ensuite exécuté. Sur ordre de la CIA, prétendent les Cubains et leurs alliés.
C'est fort possible, la CIA ayant contribué à sa capture.
La dépouille du Che ne sera "officiellement" retrouvée en Bolivie qu'en 1997, 30 ans après sa mort. Elle sera transportée à Santa Clara (Cuba) où sera érigé en 1998 un impressionnant mausolée, puis un musée. Le Che y repose avec 26 autres guérilleros de son groupe. Une place reste prévue dans ce mausolée pour les dépouilles des 11 guérilleros tués avec lui. Mais on les rechercherait toujours. De ses deux mariages, E. Guevara a eu cinq enfants dont les quatre encore en vie habiteraient toujours à La Havane (2 sont/étaient médecins comme leur père, 2 sont/étaient avocats comme Castro). Si le Che avait vécu plus longtemps, il aurait connu au moins 12 petits-enfants qui ont, depuis, assuré une très importante descendance à la famille Guevara à Cuba.

Toile de fond congolaise

C'est en tant que Ministre de l'Industrie que E. Guevara va visiter, à partir de 1963, plusieurs pays africains dont l'Algérie, le Mali, le Dahomey d'alors (Benin), le Congo-Brazzaville, l'Egypte, le Ghana. Dans tous les pays visités, le Che prendra essentiellement contact avec des mouvements anticoloniaux et anti-impérialistes, qui lui demanderont une aide financière et la possibilité d'entraîner des troupes dissidentes à Cuba ou non. E. Guevara s'étonnera de ce que ses interlocuteurs soient principalement des demandeurs passifs semblant peu enclins et/ou décidés à agir. De passage en Tanzanie, il y rencontre un certain Laurent-Désiré Kabila dont le discours lui fait alors une "très bonne impression". Ils cultivent les mêmes idées, comme quoi "le problème du Congo n'est pas un problème africain, mais un problème mondial". Par la suite, le Che écrira que Kabila n'est pas un chef révolutionnaire valable sur qui on peut compter. Il "aime trop les femmes et le whisky".
Kabila est né à Manono (Katanga) ou à Moba (autre source), autour des années 1945. Il est Muluba. Les Baluba sont plus connus comme guerriers que comme artisans.
En 1960, à l'Indépendance, il se présente déjà comme "Colonel des Jeunesses Lumumbistes". En 1963, il rejoint la rébellion du sinistre "Général" Pierre Mulele.
En 1965, Kabila fonde le Parti Révolutionnaire du Peuple. Il luttera ensuite, à la tête des "Forces Armées Populaires" (FAP) contre Mobutu qu'il finira, comme on le sait, par remplacer, trois décennies plus tard.
Pour la solution du "problème colonial africain", E. Guevara promet une aide de Cuba sur le territoire congolais, mais Kabila craint que venant d'un pays "qui n'a pas l'appui de l'ONU", cette aide/assistance locale ne provoque, contre les "Forces Révolutionnaires Congolaises", une réaction massive et décisive de la part des USA et des "autres pays à leur solde". Kabila restera toujours accroché à cette analyse et cela expliquerait le fait, selon E. Guevara, qu'il n'acceptera une aide cubaine effective au Congo que du bout des lèvres et sans fournir au Che un soutien ou une coopération qui aurait pu être beaucoup plus efficace. On va le vérifier.
En juillet 1964, Moïse Tshombe (Katangais) devient Premier Ministre d'un Congo embrasé dans sa partie orientale. Le N-E du Katanga est menacé par des forces lumumbistes menées, entre autres, par Laurent-Désiré Kabila et Masengo dont on reparlera vers la fin du séjour du Che au Congo. Soumialot et Olenga dévastent alors respectivement le Kivu et le Maniema. L'action quasiment simultanée de la colonne motorisée dite de l'Ommegang et des Para-Commandos belges, permettra de libérer Stanleyville (novembre 1964). Mais la région ne sera pas pacifiée pour autant. A l'Assemblée Générale de l'ONU de décembre 1964, E. Guevara dénonce l'impérialisme et le néo-colonialisme présents en Afrique. Pour lui, le Congo en est la parfaite illustration et il annonce la totale solidarité du peuple cubain avec les Congolais. Dans un entretien avec le Président tanzanien Nyerere, le Che obtient que toute l'aide que Cuba enverra dans l'est du Congo pourra transiter par la Tanzanie. Ce sera donc par là et en franchissant ensuite le lac Tanganyika à partir de Kigoma que les volontaires cubains vont débarquer au Congo. Mais à aucun moment, dans ses contacts africains, le Che ne laissera imaginer qu'il pourrait venir en personne aider la "Révolution" en Afrique.

Intervention cubaine au Congo en 1965

- Février
Près de 500 militaires cubains sélectionnés initialement et ayant une expérience du combat (Sierra Maestra, Baie des Cochons) fourniront finalement les 113 combattants retenus qui partiront au Congo sous le commandement du major (noir) Dreke. Dans la sélection, les candidats à la peau la plus foncée possible seront fort prisés.

- Mars
F. Castro dégomme Dreke et désigne un autre chef de détachement en la personne du Che.

- Avril
La photo du Che est connue de tous. Pour les besoins du voyage vers le Congo (via Gander, Prague, Milan, Le Caire, Nairobi et Dar Es Salam), on transforme son look. La photo qui pend en grand format au Musée de Santa Clara nous le montre rasé, en parfaite tenue bourgeoise, avec cravate. Il porte de grosses lunettes et il a des prothèses dans la bouche qui épaississent ses lèvres et qui modifient son profil tout en changeant sa voix. Son passeport sera établi au nom de Ramon Benitès. Le 1er avril, avec 3 camarades, il quitte La Havane. Personne, pas même l'ambassadeur cubain en Tanzanie (à Dar Es Salam) ne saura que le Che est parmi ces quatre visiteurs, qu'il sera prié de loger dans un endroit discret et retiré où ils seront rejoints ultérieurement par une trentaine de "ressortissants" cubains. Ils logeront donc quelques jours dans une petite ferme louée par l'Ambassade et, sur ordre, l'ambassadeur devra ensuite perdre leurs traces. Le trop peu de temps qui sépare les premiers préparatifs de l'intervention cubaine au Congo (dans le courant de février) et les premières arrivées sur place (au début du mois d'avril), laissent présager une précipitation et une impréparation opérationnelle qui vont, très tôt, créer de sérieux problèmes de toutes sortes à E. Guevara. Aucun Cubain de son groupe ne parle le swahili. Le Che sera un des rares Cubains du groupe pouvant s'exprimer et comprendre imparfaitement le français. Le secret de l'opération exigera, évidemment, qu'on se passe de traducteurs qu'on comptait cepen-

dant pouvoir recruter localement. Mais le Che n'en trouvera pas de fiables. Aucun Cubain n'est familier avec l'environnement forestier où il va falloir opérer et qui n'a rien à voir avec le séjour dans la Sierra Maestra (1956-1959) où Castro et Guevara ont survécu. Le climat du Kivu et de l'est du Katanga est fort humide en altitude et (très) froid la nuit pour des troupes habituées à un climat cubain. Rappelons que le Che était asthmatique. Il dit en avoir souffert. Il aurait d'ailleurs, dit-on été dispensé (dans quel pays ?) de service militaire pour cette raison.

A Cuba, la faune n'est pas dangereuse. Il n'y a pas de serpents venimeux et la malaria n'y sévit pas. Au Congo, cette dernière et les maladies intestinales vont faire des ravages. L'approvisionnement en nourriture sera aussi difficile.

Ce qui va surtout manquer aux Cubains, ce sera la connaissance/compréhension de la mentalité des Africains en général et de la mentalité du Congolais en particulier. En arrivant au Congo, le Che s'attend à trouver des combattants révolutionnaires convaincus par un leitmotiv du genre "el socialismo o la muerte", dont il ne faudra que peaufiner l'entraînement physique et militaire. Il sera fort déçu en constatant leur peu de motivation pour la Révolution, leur faible ardeur au combat, leur bas niveau d'entraînement. Mais il déplorera surtout un manque de discipline généralisé qui complique tout.

Sur le plan matériel et de l'armement nécessaires à des opérations dignes de ce nom, et pour n'éveiller aucun soupçon, le Che devra attendre des mois avant de recevoir des radios. Pour les embuscades, on devra initialement utiliser des mines (chinoises ?) dont on n'aura même pas fourni les mécanismes de mise à feu. Le matériel médical fera défaut et les réserves de médicaments du docteur Guevara seront vite épuisées. Et pratiquement jamais remplacées. En résumé, sur le plan de la logistique, le Che et ses hommes connaîtront de nombreux manques d'un peu de tout et principalement des ruptures de stocks paralysantes qui vont impacter la réussite des opérations envisagées.

La trentaine de premiers Cubains sur les 120 attendus au total, arrive en début du mois d'avril en Tanzanie à destination de Kigoma au bord du lac Tanganyika. Pour les besoins de la mission, les premiers Cubains auront pour noms de guerre un numéro en swahili. Le major Dreke sera Moja (n°1) alors que Castro l'a remplacé au départ ! Le Che sera Tatu (n°3 en swahili). Je n'ai pas trouvé qui est Mbili (n°2). On n'ira cependant pas au-delà de Kumi (n°10). Par la suite, on utilisera des noms ou des sobriquets, en swahili, ou non.

Le premier contingent de Cubains qui arrive en Tanzanie, a voyagé par petits groupes de 3 à 4 en ayant emprunté, depuis La Havane, des itinéraires de voyage et de mise en place différents. Ils se font généralement passer pour des chanteurs, des danseurs ou des



Che Guevara en 1965 dans le maquis congolais.

musiciens cubains.
En arrivant avec le “Che” à Kigoma ils ont, entre Dar Es Salam et Kigoma, couvert 1.700 km à bord de jeeps louées pour des safaris “différents”. Le point de contact de ce premier détachement à Kigoma est un certain Congolais nommé Chamaleso (un membre “important” du “Gouvernement Révolutionnaire Congolais”) qui, contrairement à ce qu'espérait E. Guevara, n'a rien préparé pour la traversée du lac à partir de Kigoma et qui ignore que le “Che” figure parmi l'avant-garde cubaine. A ce stade, Kabila ignore donc toujours, lui aussi, la présence du “Che” parmi les premiers arrivés Cubains. Les Autorités tanzaniennes sont dans le même cas. Pour traverser le lac Tanganyika, d'une largeur moyenne de 50 km à hauteur de Kigoma, le “Che” (via Chamaleso) a beaucoup de peine pour trouver des bateaux à moteur et pour compléter, toujours discrètement, l'armement de ses hommes.
Il achètera difficilement quelques fusils belges (FAL) et des munitions. Il trouvera finalement 3 pirogues à moteur, mais il quittera Kigoma avec 36 heures de retard sur son planning prévu.
La zone prévue pour les opérations cubaines se situera dans les monts Mitumba (hauteur moyenne 1.500 m) à l'ouest de la rive ouest du lac Tanganyika et à la latitude de l'agglomération tanzanienne de Kigoma. En cours de traversée, une tempête fait presque couler tout ou partie de l'avant-garde du “Premier Corps Expéditionnaire International Cubain” mais les 3 pirogues arrivent, en fin de nuit, à bon port. Nous sommes le 24 avril.
Dans ses mémoires, déjà à ce stade, le “Che” commence à dénoncer amèrement le manque de préparation et les nombreuses improvisations chaotiques qui impactent fâcheusement le commencement de sa mission au Congo.
A son arrivée sur le sol congolais, plus particulièrement dans ce qu'on appellera le maquis Fizi-Baraka de Kabila, Chamaleso le conduit à “l'Etat-Major Général (EMG) du Front Nord” qui est “établi” dans une grande hutte isolée. L'accueil des Congolais y est glacial, mais comme il y a des Blancs parmi les arrivants, ils croient que la “Révolution” vient d'engager des mercenaires “comme en face” (au Congo). Ils deviennent ensuite affables.



Ce n'est qu'alors que le “Che” révèle à Chamaleso sa véritable identité. Son interlocuteur évoque avec émotion le “scandale international” que cette présence au Congo va déclencher. Mais il promet de se taire et repart, le jour même à Dar Es Salam pour uniquement, dit-il, informer Kabila à qui E. Guevara demande d'ailleurs des ordres relatifs aux opérations qu'il envisage de mener dans la région.
Il semble que le “Che” a essayé de contacter Kabila avant son départ de Kigoma, mais en vain car Kabila assistait à une conférence au Caire et il s'y est ensuite fait opérer d'un kyste. Pas moyen de le joindre. En attendant mieux, le “Che” et ses hommes s'installent temporairement aux alentours de l'EMG.
En fin de compte, E. Guevara ne verra pas Kabila avant le 7 juillet, soit près de 2 mois après son arrivée au Congo. Il en déduira, on peut le comprendre, que Kabila n'est pas pressé de soutenir ou de profiter de l'appui des Cubains au Congo. ■

A suivre
(2.2 De mai à novembre 1965)

Sources
En vacances à Cuba, j'ai essayé de savoir ce que le “Che” était précisément allé faire en 1965 dans l'est du Congo. La lecture d'une traduction de ses carnets de route parue, en anglais en 1999, sous le titre de “*Mon année perdue au Congo*”, m'a servi de base pour écrire le présent article. La visite du mausolée où reposent les restes du “Che” et celle du musée attenant, à Santa Clara (Cuba), ainsi que quelques entretiens et contacts estimés fiables sur place m'ont permis de compléter.

(*) Willy Marcus est né à Manono (Katanga) en 1944. Il réside à Elisabethville/Lubumbashi jusqu'à l'indépendance du Congo belge en 1960. Dans la foulée, il entre à l'Armée Belge en qualité de soldat VC. Il participe aux opérations à Kolwezi (Red Bean -1978). Il sert à Kigali (Rwanda) comme coopérant technique militaire (CTM) de 1987 à 1990. Après sa mise à la retraite comme militaire, il dirige l'Ambassade de Belgique au Congo-Brazzaville de 2001 à 2004. Il s'acquitte ensuite de nombreuses missions en Afrique centrale dans le cadre et au profit de l'UE.

UNE CONTRIBUTION MAJEURE *

Deuxième culture vivrière après la banane plantain et cultivée sur environ 95.000 ha, la pomme de terre a contribué à la reconstruction économique du Rwanda. Des variétés améliorées issues d'un programme CIP/Belgique sont développées mais un système efficace de production de semences est encore à construire pour accroître les rendements.

PAR ANDRE DEVAUX **

Petit pays enclavé d'environ 26.000 km², le Rwanda fait partie des hautes terres africaines tropicales, d'une grande diversité et d'une grande beauté, avec ses volcans, ses forêts luxuriantes et ses lacs. Sa topographie montagneuse, allant de 950 m à 4.507 m lui a valu d'être qualifié de "pays des mille collines". Malgré leur situation au sud de l'équateur, ces collines offrent un climat idéal pour la culture de la pomme de terre. Depuis qu'elle a été introduite dans le pays par les soldats allemands et les missionnaires belges au début du XXe siècle, la pomme de terre est devenue un élément essentiel du régime alimentaire rwandais. Aujourd'hui, l'ibirayi – dérivé de l'urburayi ("celui qui provient d'Europe") – est la deuxième culture de base du pays après la banane plantain. Le Rwanda est l'un des principaux producteurs de la région subsaharienne, bien qu'il soit l'un des plus petits pays du continent africain. La consommation de pommes de terre des quelque 12 millions d'habitants y est la plus élevée de ce continent avec environ 100 kg par personne et par an.

Coopération du CIP/Belgique

Au début des années 1980, la coopération belge a financé un projet mené par le Centre international de la pomme de terre (CIP) afin d'aider l'Institut rwandais des sciences agronomiques du Rwanda (ISAR) à élaborer son programme national d'amélioration de la pomme de terre (PNAP). Cette culture couvrait alors environ 45.000 ha et produisait 300.000 tonnes par an. Comme aujourd'hui, la pomme de terre était principalement cultivée entre 1.800 et 2.600 m, dans les provinces du nord et de l'ouest, avec deux saisons de croissance principales par an. Des familles de petits agriculteurs dans des exploitations d'en moyenne un hectare les plaçaient en mélange avec du maïs, des haricots, du sorgho et des pois. Environ 40 % de la production était vendue sur le marché local comme principale source de revenus de la famille (Ndagijimana et al., 1984). La pomme de terre était invariablement consommée fraîche et pelée.
Seuls les restaurants urbains et les hôtels servaient des frites, aucun produit à base de pomme de terre n'était fabriqué localement. Le rendement moyen était d'environ 7 t/ha avec à cette époque un appui technique limité. Le mildiou (phytophtora infestans) était le principal facteur limitant la production. La plupart des agriculteurs n'utilisaient pas de fongicides en raison du manque de ressources et de l'accès limité à l'eau courante.
Ils cultivaient généralement 3 à 6 variétés par saison, afin de réduire les risques de maladies. Ils étaient de ce fait intéressés d'avoir accès à de nouvelles variétés résistantes au mildiou.

Amélioration variétale

Le programme de la pomme de terre a



Sélection de variétés avec Martin Bicamumpaka



La variété Kinigi au Rwanda en 2018

été basé dans le district de Ruhengeri, à présent appelé Musanze. Il comptait 4 à 6 scientifiques de l'ISAR, sous la direction de Pierre Tegera et Martin Bicamumpaka, avec les conseils de scientifiques du CIP : Peter Vander Zaag, Anton Haverkort et moi-même. Les priorités du programme étaient la sélection de variétés améliorées à haut rendement résistantes au mildiou et la mise au point d'un système de production de pommes de terre de semence. Le système de production de semences, basé sur la sélection positive et négative, a été mis en place dans une ferme de 45 ha située dans la commune de Kinigi et sur un site de 120 ha près de Gishwati. Le PNAP produisait environ 250 tonnes de semences par an, distribuées à des projets de multiplication comme le "Service des Semences Sélectionnées" pour une diffusion ultérieure dans les zones rurales mais n'atteignait qu'une petite partie des producteurs de pommes de terre du pays (seulement 5 à 10% des plants utilisés provenaient d'une distribution formelle (Ndagijimana et al., 1984). La plupart des agriculteurs achetaient leurs semences sur les marchés et souvent conservaient leurs semences d'une saison à l'autre. Après le mildiou, le deuxième facteur limitant de la production était le flétrissement bactérien (Ralstonia solanacearum), qui réduisait fortement le nombre de multiplications de semences à la ferme, surtout dans le sud du pays. Au début des années 1980, une vingtaine de variétés de pommes de terre étaient cultivées au Rwanda, principalement d'anciennes variétés introduites d'Europe et d'Ouganda, mais sensibles au mildiou. L'ISAR avait cependant introduit trois variétés en 1972 : Condea, Montsama et Sangema.

Trois clones à succès

Le programme PNAP a mis au point pour sa part un programme de sélection de variétés à partir de clones reçus du programme d'amélioration génétique CIP et de matériel issu du programme de pomme de terre de Belgique. Le PNAP a ainsi introduit les variétés Gahinga, Gasoré, Kinigi et Nseko en 1982 et les variétés Cruza 148 et Petrero en 1985. La plupart de ces variétés provenaient donc du CIP, mais la variété Gasoré était un clone introduit de Belgique dont la précocité permettait de le cultiver pendant deux saisons consécutives. Largement cultivée au Rwanda, elle est même revenue pour la culture bio en Belgique. Le matériel génétique introduit à la station de recherche de Ruhengeri a été testé pour son adaptation, son rendement et la résistance au mildiou, et puis, les clones sélectionnés ont été testés en champs d'agriculteurs afin d'évaluer leur adaptation aux systèmes de production locaux et leur acceptabilité. Parmi les six variétés sélectionnées, trois ont été largement adoptées : Gahinga, Cruza 148 et Kinigi. La Cruza 148 a été sélectionnée à l'origine pour sa résistance au mildiou, mais les agriculteurs l'ont privilégiée pour sa tolérance au flétrissement bactérien, qui constituait une contrainte majeure dans le sud du Rwanda. Cruza 148 était également tolérante à la sécheresse. Même si elle présentait une traînée bleue en sa partie interne, elle était très appréciée des agriculteurs du Rwanda et aussi du Burundi où les scientifiques faisaient de la formation. Bien que le projet CIP au Rwanda ait pris fin dans les années 1980, plusieurs des variétés du projet continuent d'être cultivées dans la région. Malheureusement, beaucoup des contributions du projet se sont perdues lorsque le Rwanda a sombré dans la guerre civile en 1990, qui a abouti au génocide de 1994, et que plus de 40% de la population rwandaise a été tuée ou a fui le pays.

Devenu le "pays aux mille douleurs" (Braeckman 2014), il a fallu des années au Rwanda pour se remettre de cette violence et se reconstruire, et la pomme de terre a certainement contribué à cette reprise. Bien que touché par cette crise, le secteur de la pomme de terre s'est développé à nouveau à la fin du XXe siècle.

Une priorité aujourd'hui

Malgré la tragédie de 1994, le pays a atteint une situation politique stable à la fin des années 1990 et a amorcé une période de croissance économique, avec une réduction du taux de pauvreté et une plus grande espérance de vie. En 2000, le gouvernement a lancé un programme économique ambitieux appelé "Rwanda Vision 2020" et le pays est maintenant considéré comme un modèle de développement en Afrique subsaharienne (Huggins 2014). Depuis 2010, le secteur des services représente la plus grande


M. Bicamumpaka et un agriculteur qui testait les nouvelles variétés


Formation sur le terrain : échange entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs

partie de l'économie rwandaise, mais l'agriculture joue toujours un rôle central, représentant 33 % du PIB et employant au moins les deux tiers de la population. Le gouvernement continue d'investir dans le secteur pour faire face à l'impact de la croissance démographique sur la demande alimentaire. La pomme de terre est l'une des six cultures prioritaires de son programme d'intensification des cultures. La production est en augmentation et représente, au niveau des ménages, 57 % du revenu brut moyen par an, ce qui représente environ 731 USD (Ferrari et al. 2017).
Des statistiques récentes montrent que 95.000 ha de pommes de terre ont été cultivés en 2017 avec une production de 846.184 tonnes. Les rendements moyens restent faibles, parfois inférieurs à 10 tonnes/ha ou d'environ 12 t/ha dans les principaux districts de production. Ces bas rendements sont un défi et une priorité en Afrique subsaharienne (Harahagazwe et al. 2018). La diffusion réduite de plants de pommes de terre de qualité reste l'une des principales raisons des faibles rendements. L'achat hors ferme représente 57 % de l'approvisionnement en semences et la majorité de ces semences est achetée à d'autres agriculteurs et sur les marchés locaux. Peu d'agriculteurs (3 %) utilisent des semences certifiées, la majorité d'entre eux n'étant pas au courant de leur existence ou n'ayant pas les moyens de les acheter. Il est donc essentiel de connecter le système semencier formel soutenu par le Rwanda Agricultural Board (RAB) qui produit des semences certifiées aux acteurs qui multiplient les catégories de semences les plus basses comme le secteur privé et aux services de vulgarisation qui peuvent alimenter le système informel de distribution de semences (Ferrari et al. 2017).
Une étude récente dans sept pays d'Afrique orientale a montré que les variétés prédominantes cultivées provenaient du matériel génétique associé au CIP (Harahagazwe, 2018). Des variétés telles que Kinigi, Cruza 148 et Gahinga sont toujours très populaires au Rwanda, au Burundi et en Ouganda. Outre la difficulté d'accès au système de semences officiel, les petits agriculteurs hésitent à les remplacer par de nouvelles variétés moins rustiques qui nécessitent des pratiques agricoles plus coûteuses (par exemple, les engrais). Kinigi, notamment, reste la variété de pomme de terre la plus populaire au Rwanda (Nkurunziza, 2017). "Elle est appréciée aussi bien par les agriculteurs pour sa tolérance au mildiou et à la sécheresse, permettant des rendements supérieurs, que par les compagnies de transformation. Un kilo de Kinigi peut se vendre à 300 FRW, tandis que d'autres variétés se négocient 180 FRW par kilo, car les consommateurs ne les apprécient pas autant" indique un opérateur.
Cette domination sera peut-être remise en question car au début 2019, cinq nouvelles variétés, issues d'un partenariat entre CIP et RAB, ont été présentées à la station de recherche du RAB à Musanze pour leur introduction. Ces candidates allient des qualités répondant tant aux besoins des agriculteurs que de l'industrie des chips qui est en pleine croissance dans le pays. Elles présentent aussi des caractéristiques nouvelles comme la tolérance à la chaleur. Pensant au futur, alors que la population de l'Afrique continue de croître et que le changement climatique intensifie les défis, il sera vital d'accélérer le développement de variétés résilientes adaptées aux conditions locales, tolérantes aux maladies et répondant aux besoins du marché. Leur diffusion dépendra de l'efficacité des systèmes de production de semences vers un grand nombre d'agriculteurs, pour contribuer au bien-être des populations du Rwanda et des pays environnants. ■

* L'article original a été publié dans Potato Planet, sous la référence que voici : Devaux A., (2019) La Pomme de terre au Rwanda, une contribution majeure. Potato Planet, 077 (juil./août). https://bit.ly/2mCxQ3y

** Docteur en sciences de l'agriculture à l'Université de Louvain, l'auteur André Devaux a accumulé plus de 35 ans d'expérience dans les pays du Sud, principalement avec le Centre International de la pomme de terre (CIP). Ayant participé au développement du programme d'amélioration de la pomme de terre du Rwanda dans les années 1980, il mène ici une réflexion concernant la situation du secteur et du pays grâce aux progrès importants accomplis depuis. *"Ayant contribué au développement de la variété Kinigi au Rwanda, c'est avec satisfaction que 30 ans plus tard, j'ai pu me rendre compte qu'elle a contribué à la sécurité alimentaire et au développement du secteur pomme de terre du Rwanda et des pays environnants."*
Selon la société productrice de chips Winnaz basée au Rwanda et en Ouganda, Kinigi est la variété qui convient le mieux à la transformation car ses tubercules produisent des chips plus croustillantes et de meilleur goût que d'autres variétés. Ils contiennent moins d'eau, ce qui réduit la quantité d'huile contenue dans les chips.


Rwanda : Nyiransabimana Claudine qui a participé au programme de selection variétale


La Ministre de l'agriculture du Rwanda, Dr Gérardine Mukeshimana, teste les variétés introduites en 2019.

STANLEYVILLE 1964

La petite histoire vécue dans la chair par quelques-uns éclaire la grande Histoire mieux que le plus gros des livres.

PAR MICHELE TIMMERMANS-ZOLL (12/8/1940 – 3/6/2019)

Avant que nous ne soyons emmenés à l'hôtel des Chutes, nous vivions déjà des situations très pénibles. Perquisitions, les rebelles entraient, sans prévenir, à six ou sept, enfants soldats compris. Brutaux, effrayants, cherchant armes, nourriture, créant souvent des paniques que nous ne montrions pas. Ils renversaient tout, vidaient le frigo. Un enfant soldat bien souvent le même, je le reconnaissais, armait son arme, pointant le canon sur la tempe de mes bébés de huit mois. Il me regardait en riant. Je savais que je devais rester impassible, surtout ne pas bouger. Peu de choses auraient pu faire partir le coup. Après quelques minutes, il retirait son arme, remettait la sécurité et partait d'un énorme rire. Comment expliquer cette peur, il n'y a pas de mots. C'est arrivé à plusieurs reprises. Ces rebelles tiraient sur les Africains dans la rue pour je ne sais quelle raison. Les Africains devaient circuler avec une branche et crier "maie, maie", sans cela, ils étaient abattus. Il y avait trois cadavres devant chez nous, le magasin Peneff. C'était horrible, et le climat étant ce qu'il était, l'odeur était insupportable. En écrivant j'ai l'impression de la sentir encore.

La nuit ça tirait de tous côtés, nous nous réfugions dans le seul couloir de l'appartement. Nous étions cinq adultes et quatre enfants. Pas de lumière, mais la peur toujours cette peur !

Dans le fond de ce couloir, il y avait une petite salle de bain, avec une petite fenêtre. Malgré cela, nous avions vraiment très peur d'y aller pour les toilettes. Pour la nourriture, c'était la débrouille. Nous avions un boy qui nous ramenait de petites quantités de ce qu'il pouvait trouver. Quand l'atmosphère paraissait un peu plus calme, nos hommes partaient à vélo (tous les véhicules avaient été réquisitionnés) chercher à manger. Tout ce qu'on trouvait était bon.

M. Hardy était avec nous. Il était arrivé avec le dernier avion et devait prendre la route avec une voiture qui se trouvait chez nous. Tout avait été convenu avec



mes parents à Bujumbura. M. Hardy vivait à Buja avec son épouse et son fils de 10 ans, Daniel. Il a donc vécu comme nous ces événements durant quatre mois. Malheureusement, comme Marco, il est décédé.

Par la suite, ils sont venus nous chercher avec deux véhicules. Il fallait faire très vite. Contrôle de papiers... Je n'ai eu le temps que de prendre deux biberons, deux langes et un bébé sur chaque hanche. Marco, lui, prenait nos papiers. Pas le temps de réfléchir, ni de se poser de questions.

Arrivés à l'hôtel des Chutes, il y avait beaucoup de monde, nous étions au fond, ensemble, assis à une table. Là, nous avons vu que les rebelles enlevaient le voile des religieuses avec violence. Patrick Nothomb est intervenu, ils l'ont battu. Ma fille s'est mise à crier, ils ont hurlé de la faire taire, avec menaces. Faire taire un bébé ! J'avais, à ce moment-là, un bon Dieu pour moi, la petite s'est tue. Après un certain temps, je ne sais plus combien, ils ont décidé que les hommes partiraient. Des camions sont arrivés, ils ont fait monter les hommes et sont partis. Ils nous ont fait monter à l'étage. Nous avons réalisé que tout pouvait nous arriver. Nous avons pris une chambre, la première à côté de l'escalier. Il y avait Mady Peneff, ses deux petites filles, une autre personne, je ne sais plus qui, mes deux bébés et moi. Il n'y avait pas de place pour tous sur un lit de deux personnes. J'ai aménagé, dans un coin, un petit enclos pour mes bébés, y ai mis une couverture de zamu (sentinelle). J'ai pris une autre couverture de zamu pour moi. Je dormais par terre, à côté de mes bébés, toute habillée, avec mes chaussures et mes lunettes.
A côté de moi, une bouteille vide, au cas où je devrais me défendre ! Ce n'était qu'illusion, je n'aurais jamais su me défendre ni défendre mes bébés. Heureusement, cela ne m'est pas arrivé.

Toutefois, la nuit ils rentraient et nous braquaient avec des torches en pleine figure. Nous entendions crier des femmes dans des chambres à côté. Nous savions ce qui se passait. Nous ne pouvions rien faire. Le matin, nous allions les aider comme nous le pouvions.
J'étais tétanisée. Je ne lâchais jamais mes bébés et en tenait un sur chaque hanche en permanence. Il y avait une terrasse tout le long, sur laquelle donnait chaque chambre. Cela nous permettait quand même de sortir de notre trou.

Nous avions aussi une toute petite terrasse qui donnait sur l'extérieur. Une nuit, tard, j'entends doucement frapper à cette porte, j'ouvre, c'était mon boy, effrayé mais avec une boîte de lait en poudre et quelques langes. Je l'aurais bien embrassé. Il m'a repris les langes sales. Il a fait cela chaque fois qu'il en a eu l'occasion, il m'apportait ce qu'il trouvait. Encore aujourd'hui j'y pense souvent et combien je le remercie.
Les Grecs et les Portugais nous apportaient à manger, la plupart du temps il n'y avait pas assez pour tous. Comme une bête, je guettais et j'étais dans les premières pour avoir quelque chose pour mes enfants et moi. Ce n'est pas très honorable, mais je ne pensais qu'à nous, je me sentais traquée. Besoin de manger pour vivre. Avec le lait en poudre je mélangeais de l'eau du robinet, brune, que je faisais passer dans de l'ouate. Je pensais éviter ainsi que ne passent les crasses. J'y mélangeais une sardine. J'agrandissais un peu le trou des tétines. Mon fils avalait, il avait faim. Ma fille refusait. Je l'ai donc forcée à la cuillère, car je voulais à tout prix qu'elle mange. Un jour, on nous a apporté des boîtes de poulet entier, datant de la guerre de Corée. Elles étaient gonflées, personne n'osait y toucher. Je suis arrivée à ouvrir une boîte. Une odeur épouvantable ! J'ai versé le tout dans une gamelle ; c'était de la gélatine. Mes enfants et moi avons mangé... On m'appelait “poubelle”, mais mon instinct me dictait cela. Je devais conserver un minimum de forces pour mes enfants.

Les hommes sont venus une fois, surveillés mais vivants, pas moyen de parler, mais, de part et d'autre, un peu rassurés.

Puis a commencé la guerre des nerfs. Les rebelles nous disaient que le lendemain, ils abattraient 9 de nos maris au Monument Lumumba. Effectivement, on entendait les neuf coups. Je ne bronchais pas, ils nous regardaient. Malheureusement, certaines ont craqué, elles ont été battues. J'étais au Congo depuis des années, à Stan depuis 55, je savais qu'en aucun cas, je ne devais montrer mes sentiments. Je parlais le Swahili, mes enfants, mapassa (jumeaux en swahili), étaient nés à Stan. Les premiers Européens depuis l'indépendance. Je suis persuadée que tout cela a fait qu'on ne nous a pas touchés.
Mais ce n'est qu'après qu'on analyse la question.
Quatre mois, avec la faim, la soif, le manque de sommeil, et cette peur panique! Une ambiance de violence, de brutalité. On n'est plus soi-même, on ne réfléchit plus, on agit avec instinct, on peut même, soi-même, être agressif pour le bien de ses enfants. Ca m'est arrivé avec une personne qui me demandait de l'aider, mais j'aurais dû laisser mes petits, j'ai dit non. C'est très dur cette vie, ça n'a plus rien d'humain.

Le 22 novembre nous avons été transférés au Victoria, nous y avons retrouvé nos maris. Nous étions rassurées et contentes. Mais rien ne changeait ; au contraire. Les rebelles étaient surexcités, drogués. Nous n'étions vraiment pas



tranquilles. Toujours cette atmosphère de terreur !
Le 24, nous sommes réveillés par le bruit des avions, je regarde par la fenêtre ... ce sont les paras ! Je me dis "c'est fini, c'est la mort ou on en sort". J'attrape à toute vitesse deux biberons de lait, je prends un comprimé, qui se trouvait là, du Pertranquil, un calmant, je prépare mes bébés. Nous sommes tous paniqués. Les rebelles montent dans les étages, nus, avec juste quelques branches autour de la taille, machettes et armes à la main. Ils sont fous furieux, hurlent, donnent des coups au passage et exigent que les hommes descendent.

Je vois donc par la fenêtre, tous les hommes regroupés partir dans la rue. Je m'aperçois qu'une femme suit à quelques mètres. Sans réfléchir plus, je me dis qu'on va, nous, passer un mauvais quart d'heure. Je prends mes bébés, je descends et je suis les hommes aussi. Mon mari se retourne et me voit arriver de loin. Il ralentit, j'accélère et on se rejoint. Arrivés au bout de la rue, ils nous font arrêter, discutent bruyamment, toujours dans un état de totale colère.

Un sourd-muet que nous connaissons est là ... une vraie terreur ! L'un d'entre eux donne l'ordre de tirer, à bout portant, tout le monde se couche. J'ai à côté de moi mon mari, un des bébés, l'autre est à mes pieds. Celui qui est à côté de moi hurle et essaye de partir à quatre pattes, je le tiens de toutes mes forces pour qu'il ne sorte pas de la mêlée et ne devienne une cible.

Les coups de feu partent dans tous les sens. Je suis touchée, je me rends immédiatement compte que c'est grave, je ne sais presque pas respirer, j'ai du sang partout, je dis à mon mari de bien garder les enfants. Il panique vraiment, se redresse légèrement, crie d'arrêter mais est touché. Une balle dans la tête, il meurt sur le coup. Je m'en rends immédiatement compte. Je suis affolée, j'essaie d'empêcher le sang de sortir du petit trou qu'il a à la tempe, je crie mais rien ne sort, je ne sais pas respirer. Les coups de feu se calment, les gens hurlent, ceux qui peuvent s'enfuient, mais sont immédiatement abattus, car il reste des rebelles cachés dans la verdure. Les paras arrivent, quelqu'un me prend dans les bras, je regarde et me rends compte que c'est le Colonel Laurent. Je le connais très bien, nos yeux se croisent, il n'en revient pas.

Il me met dans la maison qui est là, à côté, défonce la porte avec son pied, m'installe par terre, me dit quelques mots gentils et repart. Après cela un trou ! Je me retrouve par la suite à la sortie de la petite galerie de Larousse Congo. J'ai près de moi l'aumônier militaire. Il me donne les derniers sacrements, je suis calme, je ne sais pas où sont mes enfants ni s'ils sont vivants, mais je ne parviens pas à réagir, je ne pense plus qu'à eux. Un trou.

Je me retrouve dans un pick-up avec un autre blessé et quelqu'un qui n'a rien, il nous accompagne vers l'aéroport, je me rends compte qu'on nous tire dessus de tous côtés. On arrive à l'aéroport, je vois ma belle-sœur, Paule, blessée au bras, mais debout, je lui dis que Marco est mort, elle me rassure, mais je m'énerve et lui affirme qu'il est mort, que je ne sais rien des enfants. Un trou.

Je me retrouve dans un avion, par terre, beaucoup de bruit, des bancs tout le long. Mme Domasig est là, elle me dit que les enfants sont là, qu'ils n'ont rien. J'entends une fois encore qu'on tire sur l'avion. Un trou. Je me retrouve dans une ambulance, le sang me sort par la bouche et le nez. Un trou. Je suis dans une chambre d'hôpital avec, à mes côtés, ma belle-sœur, Mady, et mon beau-frère, Michel. Je suis couchée sur le ventre, je respire difficilement. On me soigne localement c'est tout.
Arrive la RTB pour interviewer Mady et Michel. Personne ne s'occupe de moi. Un trou. Me voici dans une chambre, seule. Le médecin m'annonce qu'ils vont me mettre un drain, sous anesthésie locale. Je m'en souviendrai longtemps, mais c'est ma seule chance pour le moment. Je souffre beaucoup, le drain en verre et moi sur le dos !
On m'annonce que ma mère est là, que je dois à tout prix rester calme, que tout va bien. Il faut dire que mes parents sont restés sans aucunes nouvelles depuis quatre mois, plus peut-être. Que mon père devenait fou d'inquiétude. Ils ont reçu un premier télégramme du Ministre P-H Spaak, leur annonçant que mon mari et moi avions été tués, et que les enfants avaient disparu ! Puis, un nouveau télégramme disant que j'étais à l'hôpital Danois à Kinshasa, mais entre la vie et la mort.

Ma mère a fait sans tarder le nécessaire pour obtenir un visa et mettre les enfants sur son passeport. A Bujumbura, tout le monde savait ce qui se passait, ma mère a donc été fort aidée et a pu partir très vite.
Je viens de retrouver un article datant de l'époque, il s'agit d'un extrait de la chronique journalière d'un commerçant belge à Stanleyville :
"Madame Marco Peneff fut transportée par après, quasiment inconsciente, et elle ne fit aucun mouvement. On aurait dit qu'elle était morte, mais je savais que non car elle avait dit peu de temps avant à Michel Peneff : Dis à Poncelet de me mettre une couverture, j'ai si froid. C'est une des familles les plus éprouvées."

Je viens de recevoir une lettre de Daniel Hardy que j'ai retrouvé il y a peu. Il m'envoie également une photocopie de la lettre que sa maman a reçue de l'Ambassade de Belgique de Léopoldville, en décembre 1964. Souvenir dont je ne me souviens plus mais qui m'émeut beaucoup. Je cite : 'C'est grâce au témoignage du R.P. Vereertbrugghen, curé de la Cathédrale de Stanleyville, qui connaissait très bien la famille Peneff chez qui logeait votre époux, que celui-ci put être identifié avec certitude.' D'après les déclarations faites par Madame Marc Peneff-Zoll, hos-

pitalisée à Léopoldville, au curé-doyen de Stanleyville qui lui rendait visite, c'est Monsieur Marc Peneff qui aurait gravé le nom Hardy sur la montre de votre mari'.
Ma mère est donc arrivée dans ma chambre, détendue, souriante, comme si elle m'avait quittée la veille. Quel courage, quelle force, je l'en remercie encore, bien qu'elle ne soit plus là. Je regrette de ne pas lui avoir assez dit combien elle m'a soutenue et aidée. Je ne lui ai pas assez dit combien je l'aimais et l'admirais. Les histoires du passé étaient peu de choses à côté de ce qu'elle a fait pour les enfants et moi, ainsi que le reste de ma famille. J'y inclus tout le monde.

Elle m'a donc prise en charge directement, moralement en particulier, en me disant que les enfants étaient bien. En fait, les enfants étaient dans deux familles différentes, et le problème était de les retrouver. Ils étaient bébés, personne ne savait qui ils étaient. L'Ambassade de Belgique et l'acharnement de ma mère ont fait qu'on a assez vite retrouvé le premier, pour le second, ça a été plus difficile.

Tout cela je l'ai su bien après. Ma mère restait avec moi la journée, puis me quittait pour justement s'occuper du reste. Une nuit j'avais très soif. Dans les chambres, il n'y avait pas de sonnettes, les gens criaient pour appeler et dire leur douleur. C'était très dur d'entendre cela. Finalement un infirmier africain m'apporte à boire. Je bois sans me rendre compte de rien, en fait il m'avait donné de l'eau de Cologne ! Maintenant je comprends, le travail, le stress de ces gens. Une erreur est possible. Sur le moment, je lui en ai beaucoup voulu.

Ma mère a décidé ensuite de rester la nuit aussi, elle dormait dans un fauteuil. Après plusieurs jours, voyant que je tenais le coup, les médecins ont pris le risque de me faire rentrer en Belgique avec un avion sanitaire pour grands blessés. Nous étions donc à plusieurs sur des civières avec un accompagnateur, en l'occurrence, pour moi ma mère. Les enfants étaient avec nous.
Nous sommes arrivés à Bruxelles le 6 décembre 64, il faisait noir. Tout était parfaitement organisé. Les ambulances étaient là. Je me suis retrouvée dans une ambulance dans laquelle m'attendait ma marraine. Dans l'avion on m'avait dit que j'allais à l'Hôpital Saint-Pierre. L'ambulancier m'amène à Brugmann... je refuse de descendre, je veux aller à Saint-Pierre. Tout le monde s'affaire et finalement nous voilà partis pour Saint-Pierre, où, en effet, je retrouve ma mère, mon père, mon oncle et ma marraine qui m'accompagnait. Il a fallu que tous me laissent, car je devais être soignée sans délai, radios et autres.

J'ai eu beaucoup de chance que le Pr Dumont se soit occupé de moi. Il s'est battu pour que l'on ne m'enlève pas le poumon, il jugeait qu'il fallait attendre. On m'a enlevé le drain derrière pour m'en mettre un plus fin et par-devant. Nettement mieux et plus confortable. On m'a branchée à un poumon artificiel durant quelques jours.
Et – oh miracle ! –, mon poumon a doucement repris. Après cela, il fallait enlever la balle, et avant ça, la trouver. Ca n'a pas été facile de la repérer. Finalement elle était en-dessous du bras. Anesthésie locale aussi, je pesais 32 kg ! En définitive, trois côtes éclatées, balle dans la plèvre, mais j'en suis sortie.

Mes deux petits bouts étaient, eux, dans le Home Reine Fabiola à La Hulpe. En quarantaine au début, germe de la paratyphoïde, dysenterie, malnutrition. Mon fils, une balle lui a effleuré la tête, on voyait l'os, mais c'est tout ! Ils sont restés là durant environ quatre mois. Mes parents m'ont conduite chaque jour à La Hulpe, car même si je souffrais énormément du dos, je voulais voir mes enfants.
Par la suite, il a fallu tout reconstruire, peu à peu, avec beaucoup de chagrin, de cauchemars. Mes enfants m'ont donné le courage et la force qu'il fallait. Mais tout reconstruire n'est pas facile ! Heureusement maman s'occupe de tout. Nous sommes rentrés sans le moindre papier. On était en 1964, le Congo était indépendant. Nous habitions Ixelles, maman a couru partout, il fallait prouver que j'étais mariée, que les enfants avaient un père légitime, et même, dans un premier temps, prouver le décès de Marco. Ceci a vite été solutionné, mais pour nous, une vraie galère. Finalement après des mois, il a été décidé que je devais fournir des attestations faites sur l'honneur, de personnes connues. J'ai encore plusieurs de ces attestations. Et en fin de compte les enfants ont été enregistrés à la commune d'Ixelles. C'est pourquoi, depuis, lorsqu'ils ont besoin d'un acte de naissance, c'est à Ixelles qu'ils le reçoivent même s'ils n'y sont pas nés.

Maman a travaillé six mois pour nous, pour que nous ayons tous nos droits, rien n'a été négligé ni oublié. Merci maman, encore merci pour nous trois ! Tous, nous avions une “marraine” pour nous aider à nous réintégrer. Pour moi, c'était Mme Detiège, Direction de la Croix Rouge. Cette dame m'a beaucoup aidée, surtout quand j'ai recommencé à travailler. J'ai aussi eu beaucoup d'aide de la Pharmacie Mertens. Ils ont organisé des collectes de toutes sortes.

En 1965, j'étais en convalescence. Un jour je décide d'aller seule au cinéma, qui se trouvait avenue Louise, pour voir le film de Lelouch *Un homme et une femme*. Je suis restée “scotchée” à mon siège en regardant ce film et en écoutant cette magnifique musique. Pour la première fois, je me suis posé des questions sur mon avenir. C'était tellement fort que je suis restée dans la salle pour le revoir une deuxième fois. Chaque fois que j'entends la musique, ou que l'occasion se présente de revoir le film, je ne le manque pas et je repense à “moi” ce jour-là. ■

L'AVIATION LÉGÈRE

Après la seconde guerre mondiale, le Quartier Général de la Force Publique (FP) a tendance à sous-estimer l'importance de l'aviation légère, malgré les services rendus en Ethiopie en 1941 par les avions de tourisme réquisitionnés.
Les deux biplans Stampe-Vertongen 4bis, rescapés des six appareils d'écolage récupérés en Algérie en 1944, ne sont pas remplacés après leur mise à la retraite.
Les monomoteurs légers réquisitionnés en 1940, dont le De Havilland Léopard Moth, sont retournés dans le secteur civil. En 1954, l'Avimil se compose uniquement de bimoteurs DH Dove et d'un quadrimoteur DH Heron

PAR JEAN-PIERRE SONCK

L'utilité des avions légers n'échappe pas aux jeunes officiers de la FP, armée de terre du Congo Belge. Ils ne sont pas aviateurs, mais expriment un avis unanime dans le Bulletin Militaire de la FP. Ils défendent l'emploi de monomoteurs légers en cas de troubles intérieurs, notamment dans le cas d'une révolte comme celle des Mau Mau au Kenya. Le lieutenant Dierickx propose la création d'une escadrille d'aviation légère, dont les appareils seraient répartis entre les bataillons d'infanterie. Les pilotes seraient recrutés parmi les officiers de la FP et seraient principalement employés pour des missions de liaisons et d'observation aérienne. Dans le même ordre d'idée que le lieutenant Dierickx, le lieutenant Deschepper plaide pour la renaissance d'une aviation légère de la force terrestre. Il recommande deux avions légers par bataillon d'infanterie, soit deux appareils pour chacun des trois Groupements de la Force Publique. Il propose des solutions originales et suggère notamment la formation de pilotes par l'aviation légère de la force terrestre métropolitaine à l'occasion d'une période de congés en Belgique. La réaction du major aviateur Colin, commandant l'Aviation militaire de la FP à l'époque, est assez critique. Il répond dans le Bulletin Militaire suivant qu'un monomoteur léger peut rendre des services sur un théâtre d'opérations donné, mais il juge que son emploi au Congo Belge est limité. Le survol des forêts de la cuvette centrale et des montagnes de l'est du pays lui paraît exclu pour des raisons de sécurité. Il soulève également le problème de la maintenance de ces appareils au niveau des bataillons et les difficultés des liaisons radio air-terre. Néanmoins, il trouve très intéressante l'idée de développer l'esprit de l'air parmi les officiers de la force terrestre et suggère de constituer une réserve de pilotes et d'officiers de liaison de la Force Publique. Ils obtiendraient leur brevet élémentaire de pilotage dans les aéroclubs de la colonie. Le lieutenant Deschepper reprend la plume sur ce sujet en février 1956 et évoque l'expérience acquise par les Britanniques au Kenya avec la Police Reserve Air Wing. Ce Wing, constitué d'appareils de tourisme, est composé de pilotes européens mobilisés sur place. Sa mission principale est d'assurer un relais radio entre la base d'opérations et les patrouilles engagées dans la lutte contre les révoltés Mau Mau. Les pilotes de la Police Reserve Air Wing effectuent également des reconnaissances aériennes pour repérer les rassemblements de rebelles ou leurs campements. Le lieutenant Deschepper conteste le manque de


Piper Cub de l'aviation légère au Ruanda (photo Claeys via Sonck)

sécurité des monomoteurs et évoque l'atterrissage forcé d'un Piper Tripacer égaré et à court d'essence au dessus de la forêt du Maniéma. Le pilote a réussi à se poser sans dégât matériel au centre d'un village indigène alors que dans des circonstances analogues, l'atterrissage d'urgence fin 1953 du bimoteur Dove de l'Institut Géographique dans une localité indigène au sud d'Opala s'était soldé par la perte totale de l'appareil. Un biplan de type Tiger Moth s'était également posé sans dommage pour ses occupants dans une rue de Kaminaville en 1956. L'essentiel de l'article de cet officier est repris dans deux quotidiens de Léopoldville et soulève un intérêt considérable. Le Bulletin Militaire de la FP publie ensuite un article du capitaine Kervyn de Meerendre sur le sujet d'une aviation légère. Cet officier propose l'emploi d'hélicoptères étant donné les conditions difficiles de terrain en Afrique Centrale. Ayant suivi les cours de pilotage et les cours tactique d'aviation légère de la Force Terrestre durant son congé en Belgique, Kervyn de Meerendre obtient son brevet de pilotage sur bimoteur. En 1956, il demande sa mutation pour l'Aviation militaire (Avi FP ou Avimil). Elle est acceptée par le major aviateur Volont. Il vole sur bimoteur De Havilland Dove. Pendant ce temps, sa proposition d'employer des hélicoptères fait son chemin à l'Etat-major. L'aviation de la Force Publique est peu employée par le commandement au cours des manœuvres Kimanza qui s'achèvent le 17 juillet 1956. Le capitaine Brouns, officier technique de l'Avimil, en fait la remarque dans un article qui paraît dans un Bulletin Militaire FP. Il rappelle notamment le rôle primordial joué par l'aviation dans les opérations de contre-guérilla et il signale que les appareils de tourisme des aéroclubs congolais pourraient éventuellement rendre des services à la force terrestre dans l'accomplissement de missions de liaison. L'officier technique de l'Avimil souhaite la standardisation du matériel d'écolage et de tourisme à l'exemple de l'aéroclub de Stanleyville qui s'est équipé de monomoteurs Auster anglais. Ils sont vendus par la firme Duncan-Smith, importateur dans la colonie de ces aéroplanes anglais à ailes hautes surnommés “the eyes of the army”. Durant la guerre, le major Duncan-Smith était agent de l'Intelligence Service à Stanleyville et il s'est établi au Congo comme importateur de voitures, de camions et d'avions légers Auster. Les nombreuses interventions en faveur d'une aviation légère finissent par donner des résultats et le Quartier Général de la FP prend une décision importante. En février 1956, le capitaine Deschepper est désigné comme officier de renseignements de la garnison de Bukavu. Il est autorisé à suivre des cours de pilotage à l'aéroclub de Kamembe aux frais de la FP. Cet officier reçoit également l'autorisation d'entretenir son aptitude au pilotage avec l'appareil de l'aéroclub pour effectuer certains déplacements de service. En octobre 1958, le capitaine Deschepper est désigné par le Quartier Général de la Force Publique pour suivre un stage dans le Kenya Police Air Wing. A l'issue de ce stage, il transmet un rapport complet au Quartier Général. Le 8 décembre suivant, le Général Janssens, commandant en chef de la FP, lui annonce qu'il a pris connaissance de son rapport avec grand intérêt et lui fait savoir qu'une escadrille légère de douze appareils sera créée en cas de mobilisation. Elle comprendra trois sections de trois avions qui seront mises à la disposition de chaque groupement de la FP. Un appareil supplémentaire sera affecté à la brigade indépendante de Thysville et deux appareils constitueront la réserve. Peu après son retour au Congo, le capitaine Deschepper décrit dans un article du Bulletin Militaire l'organisation du Kenya Police Air Wing engagé dans la lutte contre les Mau Mau. L'attitude du Quartier Général de la FP change radicalement lors des émeutes qui éclatent à Léopoldville le 4 janvier 1959.

Le besoin d'une aviation légère se fait sentir avec acuité lors des opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre public (MROP). Il faut mobiliser les bimoteurs Dove DH104 de l'Avimil pour effectuer des missions d'observation journalières. Ils sont appuyés par un hélicoptère Sycamore venu de Baka et par un Sikorsky S-55 de la Sabena. La FP ramène l'ordre dans les cités indigènes de Léopoldville, mais le 14 janvier, des incidents violents éclatent à Matadi où un magasin et les bureaux du centre extra-coutumier sont pillés par les émeutiers. Le procureur du Roi et un officier de liaison FP se rendent sur place en bimoteur de l'Avimil et le plan “troubles” est mis en vigueur, tandis que les troupes de la garnison sont mises en état d'alerte. Au cours des jours suivants, des Congolais en situation irrégulière, expulsés de Léopoldville, organisent des désordres dans diverses localités du district des Cataractes. L'aviation militaire collabore efficacement aux opérations de rétablissement de l'ordre. En avril 1959, le Quartier Général de la FP loue un Piper Cub de 65 cv et un Supercruiser de 100 cv à l'aéroclub de Ndolo. Ces deux appareils de tourisme à ailes hautes effectuent des vols de surveillance pour renseigner les forces de l'ordre. Ils sont équipés d'un poste de radio PRC 10 pour les besoins de leurs missions. Les commandants Dierickx, Deschepper, Delcourt et Rahier, officiers de l'Etat major, sont chargés de prendre l'air à tour de rôle aux commandes de ces monoplans lorsque



Piper FP, photo 2017

des désordres sont signalés ou qu'un attroupement menace la tranquillité publique. Le commandant Dierickx possède le brevet de pilote de l'aviation force terrestre métropolitaine, tandis que les autres officiers ont obtenu leur brevet de pilotage dans un aéroclub congolais. Par la lettre 20/9023 du 23 mars 1959, le gouverneur général décide que les troupes de la FP en service territorial s'appelleront désormais gendarmerie. A Léopoldville, un centre de coordination des opérations est prévu lorsque le maintien de l'ordre déborde du cadre militaire. Il se compose du 1er bourgmestre, du commissaire de police en chef, du commandant du corps de volontaires européens (CVE) et d'un représentant de la Sûreté. Le commandant de place peut mettre à la disposition du 1er bourgmestre une compagnie de fusiliers, des patrouilles radio, des hélicoptères et des avions légers d'observation. Le 10 avril 1959, un Piper Cub de l'aéroclub de Ndolo piloté par le commandant Deschepper fait une démonstration au camp Léopold II devant le ministre de la Défense Nationale Arthur Gilson et les autorités civiles et militaires dont le général Janssens, le colonel Maertens, chef du 2e groupement de la FP, un délégué de la Sûreté et le vice-gouverneur général Lafontaine. Lors d'un passage à basse altitude, le commandant Deschepper enlève un message suspendu entre deux perches. Le 4 juin suivant, les compagnies de gendarmerie nouvellement formées sont présentées aux autorités au camp Léopold et une démonstration de maintien et de rétablissement de l'ordre public (MROP) se déroule devant l'assistance. Le commandant Kervyn de Meerendre, muté à l'Avimil en 1956, effectue un stage en Algérie en 1958. Il vole notamment sur Alouette II. Il fréquente ensuite des écoles de pilotage d'hélicoptère en France. Breveté moniteur, il entame l'année suivante une formation de quatre mois avec l'adjt-chef Michotte sur Sikorsky à Stead dans le Nevada (Etats Unis), car le programme d'achat de ce type d'appareil est en cours. En septembre 1959, l'Avimil réceptionne deux hélicoptères Sikorsky du type H-19 à moteur Wright de 800 cv. Ils sont codés S-41 et S-42 et confiés au commandant Kervyn de Meerendre, nommé à la tête du flight hélicoptère. Les pilotes revenus des Etats-Unis en prennent les commandes pour un vol d'essai. Le 28 septembre suivant, un des appareils effectue un vol de démonstration et participe à un exercice de maintien et de rétablissement de l'ordre public (MROP). Cet exercice se déroule au camp Léopold II avec des unités de gendarmerie et de la prévôté militaire de la place. Les habitants de la capitale peuvent observer les évolutions des hélicoptères, outils indispensables du MROP avec les avions légers. A la même époque, la note du général Janssens EM/G3 n° 237 est diffusée, entre autres destinataires, au colonel Vandewalle, administrateur en chef de la Sûreté coloniale. Elle concerne l'emploi d'avions légers pour le MROP dans les agglomérations et propose de recruter des volontaires dans les aéroclubs de Stanleyville, Elisabethville et Luluabourg, notamment des pilotes civils qui seraient au service des commandants de Place lors des matchs, meetings, manifestations populaires, troubles, etc. Le Sikorsky S-41 est équipé d'un treuil et prouve son utilité le 4 octobre 1959 lorsque la barque de deux pêcheurs tombe en panne de moteur sur le fleuve Congo. L'embarcation est emportée vers les rapides et un appel d'urgence est adressé à l'Avimil. Trente minutes plus tard, le commandant Kervyn de Meerendre survole les rapides et repère l'embarcation, retenue par son ancre. Il fixe son hélicoptère à vingt mètres au-dessus des pêcheurs pour permettre à l'adjudant Van Geet de manœuvrer le treuil. Les deux rescapés sont remontés et déposés au club nautique de Léopoldville. La FP réceptionne trois Piper Cub L18 de 90 cv de couleur jaune livrés en caisses en avril 1959. Ils sont remontés par les mécanos et codés P-61, P-62 et P-63. Ils sont destinés au flight d'avions légers de l'armée de terre confié au commandant Delcourt. Le Slt Mans, ancien moniteur à l'aéroclub de Léopoldville avant son engagement à l'Avimil, est chargé de l'instruction en vol des officiers de l'armée de terre. Ils en prennent les commandes à tour de rôle pour effectuer des vols de surveillance au-dessus des communes indigènes de la capitale. Une épreuve pratique se déroule à Ndjili pour l'obtention du brevet d'avion léger de la FP et les commandants Delcourt, Deschepper, Dierickx et Rahier re-


Sikorsky Avimil FP avec treuil (Photo JJ Mans, 2018)

çoivent l'insigne créé à cette occasion. Ce sont les mêmes ailes que celles de l'aviation légère de la force terrestre métropolitaine, avec au centre une grenade sur fond rouge rappelant leur mission d'appui aérien à la gendarmerie FP. Les Piper Cub sont des appareils légers qui se posent sur une distance très courte. La plupart des routes congolaises se prêtent facilement à leur atterrissage. Ils peuvent opérer sans difficulté à partir de bandes d'envol, dites strip, dont la longueur varie suivant la charge, le temps et l'altitude. L'Avimil Force Publique s'installe au nouvel aéroport de Ndjili et réceptionne trois Alouette II (A-51/A-52/A-53) destinées au flight hélicoptère. En novembre 1959, le commandant Kervyn de Meerendre donne des cours de pilotage sur hélicoptère Sikorsky aux sous-lieutenants Busschots et Mans et à l'adjudant Boutet. Pendant ce temps, le Cdt Deschepper est envoyé à Kigali et opère avec le Piper Supercruiser de l'aéroclub de Kamembe-Bukavu du 10 au 19 novembre pour les besoins du maintien de l'ordre lors du conflit Hutu-Tutsi. Lors de sa première mission d'observation, il enregistre un important succès en repérant une bande de quatre cents incendiaires hutu qui est signalée aux gendarmes de la FP. Pour chacune de ces missions, il est accompagné d'un observateur et exécute, outre les vols de reconnaissance ou d'observation, des lancements de tracts censés ramener le calme dans les collines entre Tutsi et Hutu. Il effectue également des largages de messages et de courrier et assure le relais radio entre les pelotons de la FP en patrouille et le PC de Kigali dirigeant les opérations. Après son départ, sa mission est reprise par un réserviste de la FP, breveté pilote à la Force Aérienne Belge. La situation se dégrade dans le Bas Congo et du 13 au 22 janvier 1960, Jean-Jacques Mans et Roger Busschots reçoivent du commandant Kervyn de Meerendre la mission de participer à la recherche d'armes volées dans le camp militaire de Matadi. Cette opération entre dans le cadre du MROP et s'effectue avec une section de soldats congolais de la FP. Ils sont déposés par hélicoptère dans les villages des alentours et pratiquent des fouilles chez les villageois suspects. Les deux Sikorsky 18HD de la Sabena à moteurs Pratt et Whitney, utilisés pour le compte du service de l'hygiène, sont cédés à l'Avimil en mars 1960, mais, bien que codés S-43 et S-44, ils conservent leur immatriculation et les couleurs de la compagnie aérienne. Lors d'une de ces interventions d'épandage de DDT le 4 avril 1960, l'appareil S-43 se crashe à Inga à cause d'une surcharge et de la température élevée. Le Slt Mans et l'adjt-chef Michotte sont légèrement blessés. L'équipage du Sikorsky S-44 embarque le Cdt Hirsch pour aller à leur secours. L'épave est ramenée à Ndjili et sert de stock de pièces de rechange. Ce n'est pas le seul accident de cette période troublée, car un Piper Cub loué à l'aérocub du Katanga et piloté par un réserviste sans formation au vol opérationnel, accroche une branche d'arbre à Elisabethville, alors qu'il effectue une ressource après avoir piqué sur un groupe d'émeutiers. Cet accident coûte la vie au pilote et l'observateur est gravement brûlé. De janvier à mai 1960, l'hélicoptère S-42 piloté par Jean-Jacques Mans, assisté par le mécanicien Julien, est basé à Luluabourg pour les besoins du colonel Matterne, nommé commissaire extraordinaire lors du conflit baluba-lulua. Le 24 mai, il rejoint Kindu où l'état d'exception a également été déclaré. Il y participe à des nombreuses missions de pacification, déposant à l'occasion le lieutenant-colonel Six dans des villages isolés en pleine forêt du Maniéma. L'équipage Mans-Julien est remplacé ensuite par l'équipage Busschots et Wilgaut. Le commissaire extraordinaire Six dispose également du bimoteur DH Dove D-19 avec comme équipage le pilote Charlier, assisté du mécanicien Beltable et du radio Manil. Cet appareil est basé à Kindu pour effectuer des vols de liaison et d'observation. Lors des événements de l'indépendance en juillet 1960, une révolte éclate dans les camps militaires et l'armée congolaise est africanisée. Le personnel congolais de l'Avimil se joint à la mutinerie et les aviateurs européens sont abandonnés à leur sort. Le commandant Hirsch, ancien de la South African Air Force, commande l'Avimil en l'absence du major Volont. A partir du 10 juillet, il assure les missions aériennes demandées par le major Bouzin, of-


Du personnel de l'Aviation légère récupère le matériel Avimil (photo Dubois via Sonck)

ficier-aviateur S2/S3 au QG des Forces Belges d'Afrique (ex-Cométro) avec les appareils basés à Ndjili. Le commandant Kervyn de Meerendre perd la vie le 16 juillet au cours d'une mission à Lukala avec l'Alouette A-51. Son passager André Ryckmans est également tué. Dans la crainte d'une réquisition de ses appareils par l'ONU, le commandant Hirsch demande des instructions au major Bouzin. Il reçoit l'ordre d'évacuer les avions basés à Ndjili vers les bases de Kamina et de Kitona. Le 23 juillet, les aviateurs de l'Avimil se réfugient sur la base de Kamina avec une partie des appareils dont trois hélicoptères. Le flight d'avions légers est dissout et ses appareils Piper Cub sont repris par les Forces métropolitaines au Ruanda.
Le 23 août 1960, l'Avimil passe au service de Moïse Tshombe et devient l'Avikat (aviation Katangaise). ■

En guise de réflexion

LA VERTU DE BIENVEILLANCE

En notre siècle où certains mots se dévaluent et perdent leur sens fondamental, où d'autres deviennent à ce point envahissants qu'ils finissent par rendre suspects ceux qui depuis des siècles fondent notre humanisme, la vigilance reste de rigueur, car les mots qu'on utilise façonnent et déterminent notre personnalité.
La bienveillance par exemple, imperceptiblement d'abord puis massivement, a fini par céder la place au politiquement correct.
Didier Van Cauwelaert, dans son livre La bienveillance comme arme absolue (Ed. de l'Observatoire), nous livre quelques clés pour une meilleure perception du concept, et par répercussion sur la valeur qu'il incarne. Le retour aux fondements de notre humanisme est la seule voie de sortie du cercle infernal de la dictature de la mode et de retour à la liberté de penser et de juger et de faire le bien, partant d'échapper à la radicalisation de la vie moderne, avec ses fausses informations, ses poussées de haine, son culte du moi d'abord, son discours sectaire, son humanitarisme de façade.
L'humanité serait-elle à ce point fourvoyée qu'elle doive justifier la bienveillance, considérée comme de la faiblesse, plus proche de l'abdication que de l'engagement. Or la bienveillance est source de bonheur pour l'individu et promesse de paix pour la société. Les relations entre les anciens colonisateurs et colonisés n'échappent pas à l'impératif de bienveillance, comme arme absolue de la réconciliation, aussi extrêmes que soient les positions de certains dans les deux camps. La bienveillance exclut le paternalisme comme elle condamne la haine. L'histoire est ce qu'on en a fait, en bien et en mal, et non ce qu'on voudrait qu'elle fût.
"*Parce que si vous ressassez le mal qu'on vous a fait, si vous voulez vous venger, vous continuez à installer l'ennemi en vous, et c'est lui qui gagne. Il vous amène même chimiquement à fabriquer des toxines.*", écrit Didier Van Cauwelaert.
L'humour, l'autodérision, l'empathie, la curiosité de comprendre le fonctionnement du malveillant, qui sont autant de manifestations de bienveillance, permettent de modifier son rapport aux autres.
La bienveillance selon l'auteur est aussi vieille que la vie sur Terre, chez toutes les espèces, et a été de tout temps ferment de progrès.
L'empathie, c'est essayer de comprendre comment fonctionne l'autre, comment s'explique son éventuelle malveillance. La gratitude c'est ce que l'on reçoit de l'autre, même si par moments la patience est de mise.
Tant qu'à faire, puisque la radicalisation est à la mode, radicalisons la bienveillance. Et notre dialogue intercommunautaire gagnera en vérité; et notre analyse de l'histoire coloniale s'en trouvera plus apaisée. (fh)

"Il est urgent de radicaliser la bienveillance, c'est-à-dire de la pratiquer sans peur, sans honte et sans modération."

Inspiré de La bienveillance comme arme absolue - © RTBF -16.12.2019



Vie des associations



Calendrier des activités en 2019

Pour toute insertion ou correction, téléphoner au 0496 20 25 70 ou écrire à fernandhessel@skynet.be

Associations *	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
AFRIKAGETUIGENISSEN : g.bosteels@skynet.be												
AMI-FP-VRIEND Limburg – Hasselt	Pour les activités : voir KKVL ci-dessous											
APKDL (Amicale des Pensionnés des réseaux ferroviaires Katanga-Dilolo-Léopoldville) : 04 253 06 47	27 W		2 A			1 B		31 W		10 W	30 H	
ARAAOM (Assoc. royale des anciens d'Afrique et d'outre-mer de Liège) : 0486 74 19 46	27 W 29 M	24 P	24 AB	28 L	18 P		6 E		5 P	5P		8 D
ASAOM (Amicale Spadoise des Anciens d'Outre-Mer de Spa) : 0496 20 25 70	7 M 27 AB			28 L		23 E				6 L		
BOMATRACIENS (Les Bomatraciens et les amis du Bas-Fleuve) 02 772 02 11 - mukanda@skynet.be											24 B	
CONGORUDI (Association royaledes anciens du Congo belge et du Ruanda-Urundi) : 02 511 27 50				11 G							10 B	
CRAA (Cercle royal africain des Ardennes de Vielsalm) : 080 21 40 86		6 M	16 AW		15 M		6 E					7 D
CRAOCA - KKOOA (Cercle royal des anciens officiers des campagnes d'Afrique) : 0494 60 25 65				25 AW					19 E			
CRAOM – KRAOK (Cercle royal africain d'outre-mer) fondé en 1889 - www.craom.be	22 C	19 XB	13 C 26 C	26 C	21 C	22 P		6 L	17 C	8 C		
CRNAA (Cercle royal namurois des Anciens d'Afrique) : 061 260 069				27 AB								
CCTM (Cercle de la Coopération technique militaire)												
FRABELCO (Fraternité belgo-congolaise - België-Congo Verbroerderd) m.faeles@live.fr				26 AW								
KKVL (Koninkelijke koloniale vereniging van Limburg) : 011 22 16 09			9 AB			15 E				5 B		
MAN (Musée africain de Namur) 081 23 13 83 - info@museeafricain.be										6 IX		
MDC&RB (Mémoires du Congo, du Rwanda et du Burundi. Pour les coordonnées, voir pages intérieures)	18 O	1 O 15 O 12 K	8 O 22 O 12 K 28 AB	5 O 23 AW	10 O 24 O 14 K	7 O 21 O 11 K		25 J 30 O	13 O 17 O	11 O 25 O 8 K	8 O 12 K 22 O	6 O 10 K 20 O
MOHIKAAN (DE) (Vriendenkring West-Vlaanderen) 059 26 61 67 - bobliv@skynet.be						1 P 29 B						
NIAMBO : 0475 323 742 - https://sites.google.com/site/niambogroupe/agenda-2					2 P	16 PQ		4 JQ		5 PW	14 P	
N'DUKUS na Congo : 02 346 03 31 - 02 251 18 47 - 02 652 58 33				11 G		22 Q					10 B	
OMMEGANG (asbl ABVCO www.Compagnons-Ommegang.com) 02 759 98 95				16 M 24 AW	8 E	22V	13 E 16 M 21 E		19 E	22 M	11 E 15 E 25 J	10 M
OS AMIGOS DO REINO DO CONGO E O SEU GRANDE RIO ZAIRE (Retrouvailles luso-congolaises au Portugal)						8 JW						
REÜNIE CONGO-ZAÏREVRIENDEN : Sint-Denijs-Westrem 09 220 69 93								24 J				
RCLAGL (Royal cercle luxembourgeois de l'Afrique des grands lacs)								12 P		24 P		15 W
SIMBA (Société d'initiatives montoises des Belges d'Afrique : 0475 42 25 29)			16 AL								16 B	
UNAWAL (Union en Afrique des Wallons et Bruxellois francophones (depuis 1977) – Président Guy Martin)	12 G						24 B					
URCB (Union Royale des Congolais de Belgique)	7 EW		8 E	7 E	8 E	30 E	21 E				11 E 15 E 22 X 23 E	1 T
URFRACOL (Union Royale des Fraternelles Coloniales)				25 AW					19 E			
URBA-KBAU Union Royale Belgo-Africaine Koninklijke Belgisch Afrikaanse Unie (ex-UROME) Pour les coordonnées, voir pages intérieures	8 M					17 MA				18 M	8 A 20 M	
VÎS PALETOTS (Association du personnel d'Afrique de l'UMHK) 02 354 83 31				13 AW						19 W		
VVFP & AMI-FP-VRIEND West-Vlaanderen : 059 800 681 ou 0497 726 088	2 G	3 AF	6 U	3 W	8 W	5 F	3 V 21 E	4 E	4 F	2 EF	6 L 11 E 15 E	4 T

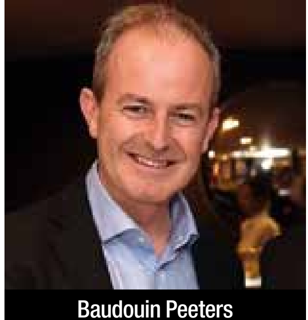
CODES : **A** = assemblée générale. **B** = moambe. **C** = déjeuner-conférence. **D** = bonana. **E** = journée du souvenir ou de l'amitié/hommage/commémoration, Te Deum/défilé. **F** = gastronomie. **G** = vœux, réception, cocktail /apéro. **H** = fête de la rentrée, fête patronale. **I** = invitation. **J** = rencontre annuelle. **K** = projections. **L** = déjeuner de saison (printemps/automne). **M** = Conseil d'administration. **N** = fête anniversaire. **O** = forum. **P** = activité culturelle/historique. **Q** = excursion ludique, promenade. **R** = Office religieux. **S** = activité sportive. **T** = fête des enfants. **U** = réception. **V** = barbecue. **W** = gala, banquet/déjeuner/lunch. **X** = conférence-expo. **Y** = jubilé. **Z** = biennale.







L'Urome a vécu, vive L'URBA !


Baudouin Peeters

Chers amis,

Dans la foulée de ma nomination comme administrateur-délégué de l'UROME le 17 juin 2019, nous avons mis en place un groupe de travail "révision des statuts" et notre première "Université d'été" pour réfléchir et repenser l'avenir de l'UROME. Je voudrais remercier tous ceux et celles qui se sont impliqués dans ce travail de fond qui nous permettra d'insuffler un nouvel élan à notre fédération pour les années à venir.

Les conclusions de l'Université d'été et de la commission de révision des statuts ont été présentées au Conseil d'administration qui les a validées. Il restait l'ultime étape : le vote de l'assemblée générale extraordinaire du 8 novembre. Cette dernière, valablement constituée et représentant 80% des membres, les a approuvées à l'unanimité.

Ainsi, les buts de l'association ont été étendus et revus (voir encadré) et le nom a été modifié en URBA - KBAU : Union Royale Belgo Africaine - Koninklijke Belgisch Afrikaanse Unie.
Elle a conclu ce bel exercice de démocratie interne par le renouvellement de son conseil d'administration (voir ci-contre). Le nouveau conseil (60% de nouveaux membres), s'est de suite mis au travail pour définir le plan d'action 2020 : ouverture à de nouvelles associations, dîner de gala de l'URBA regroupant tous nos membres, nouveau logo et site web,...
Riche et fier de notre passé, confiant en l'avenir, l'URBA est à présent sur les rails pour remplir sa mission, au service de ses membres.

Baudouin Peeters

Mission de l'URBA

Le buts de l'URBA tels que définis dans l'art. 4 de ses statuts révisés :
1. Promouvoir le souvenir collectif de l'oeuvre accomplie par les Belges au Congo, au Rwanda et au Burundi depuis les origines à ce jour
2. Sauvegarder et vivifier les liens privilégiés entre la Belgique et le Congo, le Rwanda et le Burundi
3. Coordonner et promouvoir les intérêts collectifs de ses membres
4. Rassembler les Belges, les Congolais, les Rwandais & les Burundais qui désirent coopérer pour créer des relations dynamiques positives entre ces pays
5. Contribuer au rapprochement des peuples de ces quatre pays par une action efficace contre toutes les formes de désinformation à leur égard et par la promotion de la rédaction collective d'une histoire factuelle et scientifique de leurs relations
6. Explorer, étudier et proposer des stratégies de coopération mutuellement profitables pour leurs populations.

Siège de l'association
rue de Stassart-Straat, 20-22,
1050 Bruxelles-Brussel
www.urome.be
Contact : Baudouin Peeters
baudouin@dynamedia.be

Président :
Renier Nijskens
Administrateur-Délégué :
Baudouin Peeters

Conseil d'Administration :
Renier Nijskens, Baudouin Peeters, Guido Bosteels, Luc Dens, Fernand Hessel, Philippe Jacquij, Afata Litombo, Jean-Paul Rousseau, Paul Vannès

Conditions d'adhésion :
(1) agrément de l'AG
(2) Cotisation annuelle minimum : 50 €

Compte bancaire
Cotisations et soutiens : BE54 2100 5412 0897

Pages URBA
Rédacteurs : Baudouin Peeters et Fernand Hessel

Contact
info@urba-kbau.be
www.urba-kbau.be

Membres de l'URBA

1 ABC-Kinshasa
2 ABIA
3 AFRIKAGETUIGENISSEN
4 AMI-FP-VRIEND
5 AP/KDL
6 ARAAOM
7 ASAOM
8 BOMATRACIENS
9 CCTM
10 CONGORUDI
11 CRAA
12 CRAOM
13 CRAOCA
14 CRNAA
15 FBC
16 MAN
17 MDC
18 N'DUKUS
19 NIAMBO
20 SIMBA
21 URCB
22 URFRACOL
23 VIS PALETOTS

Vie de l'association

Nouvelles inspirantes

Partenariat entre ORES et l'alliance des Virunga

Ils sont venus spécialement en Belgique pour se former... Trois techniciens congolais du Parc des Virunga participent actuellement à un stage de formation sur le site électrique d'ORES à Aye (Marche-en-Famenne).
C'est le troisième volet d'un partenariat entre l'Alliance Virunga, dirigée par le Belge Emmanuel de Mérode, et la société ORES... (Voir illustration ci-dessous).
Concrètement, durant deux mois, ces techniciens vont apprendre à gérer l'exploitation et la maintenance d'un réseau électrique, résoudre des incidents, réparer les défaillances, manœuvrer des systèmes de dépannages ou de sécurité...Tout un savoir-faire technique de haute tenue. Car aux alentours du Parc des Virunga, à l'Est de la République démocratique du Congo, 250 kilomètres de lignes électriques ont été installés. Des infrastructures sur la base du modèle wallon qui sont sorties de terre ces trois dernières années.
Ce partenariat entre l'Alliance Virunga et ORES est né de la volonté d'améliorer les conditions de vie des habitants proches du Parc, dans le but de contrer la prolifération des milices armées.
C'est ainsi, qu'il y a quelques années, Emmanuel de Mérode a entamé le développement d'une industrie locale, notamment via la construction d'un réseau de distribution d'électricité et d'unités de production d'énergie hydraulique pour l'alimenter. A ce jour, deux centrales hydroélectriques sont opérationnelles, huit autres verront le jour dans un avenir proche. Un travail qui porte ses fruits. En trois ans, 6.000 foyers ont eu accès à l'électricité. Et avec l'arrivée d'un tel réseau, certains villages se sont transformés. Aujourd'hui, un peu plus de 500 entreprises sont connectées au réseau. 80% de ces entreprises n'existaient pas avant que l'électricité n'arrive, et donc il y a un développement économique qui se voit et qui se sent. Car le problème dans ces zones, est que le taux de chômage parmi les jeunes est de plus de 70%. Cela amène de la violence, de l'insécurité. La création de groupes armés est le malheur de cette région. Et c'est intégralement lié au chômage.

Membres d'honneur

Nous avons le plaisir d'annoncer que notre AG, en sa session du 8 novembre 2019, a entériné notre proposition de nommer Madame l'Ambassadeur honoraire Justine M'Poyo Kasa-Vubu comme membre d'honneur.
Par la même occasion, nous avons nommé au titre d'administrateur honoraire et membres d'honneur nos anciens président et administrateurs délégués André de Maere, dré Schorochoff et Robert Devriese. Qu'ils soient vivement remerciés pour leur excellent travail tout au long de ces années !

Agenda trimestriel

Activités internes
10/09 : CEP
14/09 : Université d'été
03/10 : CEP
18/10 : CA
06/11 : CEP
08/11 : AGE
20/11 : CA
Activités externes
15/01/2020 : Voeux de Nouvel An
5-8/03/2020 : Foire du livre

Le trimestre en images


Université d'été. L'administarteur délégué définit les tâches © Fernand Hessel


Les trois techniciens congolais en stage à ORES à Aye © Bruno Bosilo


Université d'été. Un des bureaux en plein débat © Fernand Hessel


Université d'été. La photo de famille © De Preter

Échos des Mardis

Les grandes vacances ont eu comme chaque année un effet de ralentissement sur les Mardis et sur le Forum, mais il y a suffisamment de matière pour remplir les colonnes, le sujet étant par définition inépuisable.

PAR FERNAND HESSEL

Journée du 8 octobre 2019

Matinée exceptionnelle que celle du 8 octobre où MDC&RB recevait premièrement le Pr Dr Pierre-Luc Plasman, auteur d'un livre qui a fait date Léopold II, potentat congolais, sous-titré L'action royale face à la violence coloniale (Racine 2017), qui fit le point sur les archives relatives à la gouvernance congolaise du monarque. La conférence créa cependant dans l'esprit de certains auditeurs un malaise quand l'historien affirma que le bilan de l'EIC frôlait les cinq millions de morts par violence.

La seconde partie de la matinée fut plus réjouissante bien qu'elle renoua avec une période tragique de l'histoire du Congo, fraîchement éclos du cocon colonial. Deux témoins, le Frère mariste Edgard Iserentant et Eric Iduma, un jeune élève et son éducateur, sont venus témoigner d'une aventure hors du commun qu'ils vécurent le 24 novembre 1964, au nez et à la barbe des Simba qui tenaient Stanleyville dans leurs rets. Bel exemple d'exfiltration de missionnaires par une de leurs ouailles. Épisode peu connu des historiens qui continuent à interroger les tragiques journées de novembre 1964, mais qui ne tombent pas toujours sur une pépite de la fraternité humaine.

Le CRAOM et MDC&RB eurent vent sur le tard de l'acte héroïque d'un certain Eric Iduma au bénéfice des Frères maristes de Stanleyville. Thierry Claeys Bouuaert, membre des deux cercles se démena pour mander à Tervuren le jeune héros de 1964, habitant le Canada mais entretenant, comme tout Congolais bien né, des liens étroits avec sa mère patrie. Une page spéciale est consacrée à l'événement hors du commun, où le jeune interne des Frères Maristes est enfin mis à l'honneur (pp.50 et 51), avec près de 50 ans de retard.

La moambe qui suivit vint resserrer les liens entre les anciens du terrain, restés forts bien au-delà des associations.

L'après-midi, délaissée par le plus grand nombre, fut consacrée à la poursuite de la série de films relatifs à l'esclavage, lourds d'informations sur un épisode peu glorieux de la civilisation occidentale. ■


Table des conférenciers


Présentation du Dr Plasman par Paul Vannès


Grosse affluence à la Moambe


Vue de l'auditoire abondamment rempli

L'auditoire vu de dos

Échos du forum

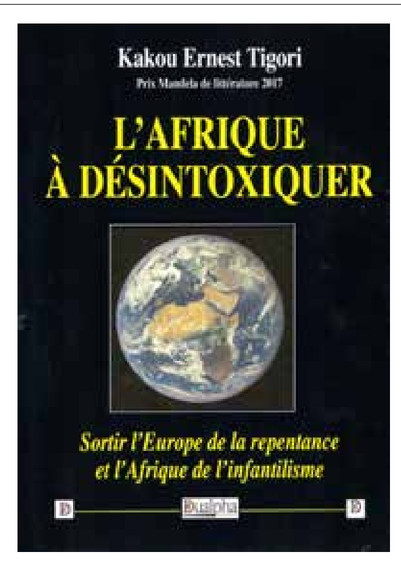
274 (13.09.19) Compte-rendu manquant

Session consacrée essentiellement à la revue des activités de MDC&RB : la revue, la photothèque, Facebook, le site WEB, la vidéothèque, la bibliothèque... Parmi les sujets d'actualité, il est intéressant de noter la création à Loverval d'une bibliothèque propre à l'association, l'enrichissement de la partie néerlandophone du site WEB. Le reste du temps va à l'événement.
En photo ci-contre, le prof. Etambala, qui devient membre conseiller du Comité de rédaction de la revue, en sigle COMRED.



275 (27.09.19)

Conduite par Thierry Claeys Bouuaert, la session se caractérisa par un aimable échange entre les 16 participants, dont Michèle Coppois, petite-fille de René Van de Ghinste, Commissaire Général au Congo Belge et fondateur de Bukavu, qui raconte une anecdote succulente sur sa grand-mère : en expédition avec son mari, René Van de Ghinste, et sur le point d'accoucher, sa mère se fit accompagner sur les flancs du volcan Nyamulagira d'un troupeau de chèvres pour être sûre de disposer de lait au moment voulu.
Intéressante visite de la biographie politique de Léon Engulu qui fut un acteur de première force dans la gestation de l'Indépendance. Et s'inscrit dans la nouvelle approche de la colonisation du Congo (Ekwa, Tigori...), qui ces derniers temps gagne des adeptes, synthétisée en cette phrase remarquable : "ce n'est pas à vous de vous excuser, mais à nous de ne pas avoir su gérer l'héritage." Est mise ensuite sur le tapis la difficile question de l'enseignement de l'histoire coloniale dans nos écoles, maintenant que la nouvelle ministre de l'éducation a décidé de le réhabiliter, ce qui on s'en doute peut comporter quelque piège. Le débat s'accompagne de diverses propositions.



276 (11.10.19)

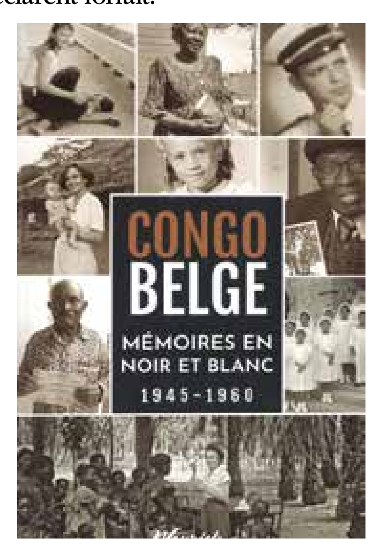
La rédaction du compte-rendu pose quelque problème les derniers temps : disponibilité des rapporteurs, querelle entre verbatim et rapport de synthèse…Marc Georges qui, sauf empêchement, dirige le Forum cherche la formule idéale pour l'exercice qui est important pour la mémoire du Forum. Il va vers la solution marquée au coin du bon sens de la synthèse du rapport qui ne dépasse pas les deux pages, en rejetant en annexe les documents illustratifs et les commentaires explicites sur un sujet donné, rédigé par l'intervenant lui-même.
La session de ce jour s'est focalisée sur la mise à l'honneur d'Eric Iduma, à qui MDC en partenariat avec le CRAOM a offert, à titre de reconnaissance, un voyage en Belgique, pour qu'il vienne narrer par le menu son geste salvateur de 1964 à Stanleyville au bénéfice du Frère Iserentant et ses confrères pris dans l'étau des rebelles (voir article spécial consacré à ce haut-fait dans la présent numéro, pages 50 et 51). Eric Iduma étant présent, à la tête d'une forte délégation, l'occasion fut idéale pour poser toutes les questions sur le déroulement de la manœuvre salvatrice du jeune élève interne et de manière plus générale sur les événements, qui amenèrent les paras belges à s'emparer de la ville pour libérer les otages (voir aussi le poignant témoignage de Michèle Timmermans, pages 35 à 38). Le sujet est régulièrement débattu en Forum, d'autant que Michel Faeles, témoin oculaire de ce qui est régulièrement décrit comme la plus grands prise d'otages du XXe siècle, a publié ces derniers temps deux livres sur la question, centrés pour l'un sur les statistiques des victimes et pour l'autre sur son propre vécu de ces jours particulièrement sombres de la jeune République du Congo, dont en l'espace de quelques mois plus de la moitié du territoire était tombée aux mains des rebelles. L'attention des membres, venus en grand nombre, était particulièrement grande.
Un autre débat a plutôt agité la session, celui relatif au nombre de cinq millions de morts par violence cité par le Pr Plasman lors de sa confé-

rence. Pour le plus grand nombre, ce nombre est excessif. ■



277 (25.10.19)

Marc Georges dirige le Forum, sur base d'un ordre du jour strict, ce qui permet à chacun de mesurer son intervention et permet surtout de rédiger un compte-rendu apte à éviter tout délayage et toute digression qui n'apporte rien aux archives de la session. La question de la rédaction du compte-rendu n'est pas pour autant réglée, surtout que les rédactrices habituelles, Nadine Evrard et Nadine Watteyne, déclarent forfait.



Après approbation du compte-rendu de la session 276 (remis le matin même), la présentation de l'invitée M. Maniquet, et le passage en revue des activités courantes des différentes équipes, Emily Beauvent fait une intéressante digression sur l'éclosion de son intérêt pour la civilisation swahilie, thème qui ne l'a plus quittée jusqu'à y consacrer une série d'articles dans la revue. Son expérience arrive à point nommé en notre époque où l'intérêt pour les cultures du monde ne fait que croître. Et dans cet éveil aux autres, l'Afrique subsaharienne est en première ligne.

Un intéressant débat est amorcé, loin d'être épuisé, sur la pensée décoloniale. Il est certain que ce n'est pas que cette pensée qui tourmente le plus les Congolais d'aujourd'hui, plus occupés à chercher de la nourriture, des médicaments… à échapper aux massacres dans l'un ou l'autre coin du pays. Cela dit, l'intelligentsia congolaise et par extension celle de la Diaspora congolaise de Belgique et d'ailleurs, n'échappera pas à son devoir d'approfondir son histoire, celle de ses ancêtres, mais aussi celle de la colonisation, celles des dictatures sous le joug desquelles beaucoup de peuples noirs croupissent encore. André Filée, avec son habituel réalisme, insiste une fois de plus sur la nécessité pour MDC&RB de s'en tenir à son mandat qui est de creuser l'histoire des Belges au Congo, d'avant et d'après l'Indépendance. Voir dans cette perspective le livre collectif Congo Belge Mémoires en noir et blanc, 1945-1960, qui vient de paraître chez Weyrich (voir couverture ci-contre).

Rappelons que Mobutu à l'époque de sa campagne pour l'authenticité plaidait déjà à coups de placards et de meetings pour la décolonisation mentale. C'est assez dire que décoloniser les esprits est un travail de longue haleine.

La préparation, bien qu'encore timide, de la prochaine fête annuelle de MDC&RB, à Loverval ou ailleurs, agite déjà les esprits. Appel est fait à la créativité de chacun. Il en va de même pour la fête qu'il y a lieu d'organiser pour la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance du Congo. ■

278 (08.11.19)

Il faut saluer l'avènement d'un compte-rendu réduit à l'essentiel, en trois pages, signé Marc Georges et Thierry Claeys Bouuaert. Pour quiconque veut exploiter ces écrits, c'est un progrès indéniable. Espérons que cette nouvelle approche met un terme à plusieurs mois de tâtonnements. Les nouveaux rédacteurs ont pour nom F. Moehler, M. Georges et M. Weber. A cela s'ajoute que dorénavant le compte-rendu succinct et le fichier audio seront archivés sur une page réservée aux membres du Forum à créer sur le site WEB par les bons soins de N. Watteyne.

Se pose le problème des frais inhérents à la revue. Les cercles partenaires payants grèvent le déficit, malgré le fait qu'ils prennent en charge le coût du graphisme et de l'expédition. Les questions le plus évidentes se posent. Y a-t-il eu appel d'offre pour l'imprimerie, pour le graphisme ? Le nombre de pages n'est-il pas excessif ? Faut-il des comptes en équilibre pour un magazine qui fait la renommée de l'association et dont bon nombre de membres se satisfont ? Le Forum se déclare incompétent pour trancher la question. Il préconise toutefois une recherche intensive de sponsors et propose que le COMRED fasse une étude approfondie des coûts. Thierry Claeys Bouuaert est en piste pour de nouveaux sponsors, et la chasse semble payante. On y reviendra.

Il faut savoir que deux sujets importants attendent la prochaine réunion du conseil d'administration (programmée le 6 décembre 2019) : la refonte du circuit de production de la revue et l'adaptation de l'organigramme de l'association aux nécessités des temps nouveaux.

Dans son désir d'optimiser les temps de Forum, la direction enquête auprès des membres pour savoir si la formule nouvelle, conduite par Marc Georges et Thierry Claeys Bouuaert, bénéficie bien de l'aval des débatteurs attitrés. Louable préoccupation qui au bilan s'avère positive. ■

Eric Iduma Gitoni à l'honneur

Le Forum ne manqua pas d'inviter Eric Iduma Gitoni au débat bimensuel du vendredi 11 octobre 2019. La délégation nord-américaine, comprenant le héros du jour, sa femme Mathilde Nsunda-Blu, tous deux de l'Ontario, et un ami, le Dr Seth Abelson dit Dieudonné, de Seattle, tous engagés dans des œuvres humanitaires au Congo, se prêta de bonne grâce au questionnement.

PAR FERNAND HESSEL

En sus des réponses qu'il fit aux diverses questions sur son parcours et celui de sa délégation, Eric reprécisa la stratégie payante qu'il inventa dans la fougue de son adolescence, qui valut aux missionnaires d'avoir la vie sauve. Le mieux est encore de reprendre textuellement la relation qu'il en fit d'abord sur l'excellent site www.stanleyville.kisangani.be, piloté par Jean-Luc Ernst. Témoignage, resté vivace dans son esprit depuis le fameux 24 novembre 1964, qui mérite tous les applaudissements, que les auditeurs de l'auditoire comme du Forum ne ménagèrent pas.

«Après l'occupation de la ville de Kisangani qu'ils contrôlaient désormais, ces rebelles mulele mai-mai avaient également pris en otage des missionnaires blancs, qu'ils ont transférés de leur couvent à notre internat sous la surveillance d'autres rebelles. Comme nos dortoirs étaient occupés par ces missionnaires otages placés là par les rebelles, les frères étaient obligés de nous relocaliser, moi et mes deux collègues d'école, au couvent des Frères Maristes. N'étant pas considérés comme des otages, mes collègues et moi étions autorisés à entrer et sortir du dortoir où se trouvaient les missionnaires otages pour leur apporter de la nourriture.
La tournure des événements a eu lieu le 24 novembre 1964 lorsque très tôt le matin, nous avons assisté à une scène semblable à ce qu'on voit dans des films policiers. Des avions de chasse n'ont cessé de survoler notre école ISMA. Cette scène a causé la panique chez les rebelles qui, se doutant que quelque chose était en train de se préparer, décidèrent de prendre la fuite en laissant derrière eux les otages.
Entre-temps, lorsque les avions de chasse ont arrêté de survoler notre école, j'ai compris malgré mon jeune âge, qu'une situation dangereuse était en train de se préparer. Ainsi, grâce à l'éveil développé à travers la lecture de plusieurs livres d'aventures de Bob Morane écrits par l'auteur belge Henri Vernes, j'ai immédiatement imaginé une mise en scène dont la finalité consistait à sauver les missionnaires en les cachant dans les toilettes avant de les faire fuir. Je me suis alors résolu d'expliquer à Kabamba qui était plus âgé que moi, cette idée de mise en scène qui trottait dans ma tête.
Et puisque je n'avais que 15 ans, et en ayant à l'esprit que les missionnaires l'écouteraient plus que moi, j'ai demandé à Kabamba de partager cette idée aux missionnaires pour pouvoir les convaincre. Kabamba qui ne voulait pas endosser cette responsabilité, m'a demandé d'expliquer moi-même mon idée aux missionnaires. Devant le danger que j'entrevoyais, j'ai pris mon courage à deux mains, et j'ai demandé aux missionnaires d'aller se cacher dans les deux extrémités du bâtiment où il y avait les salles de bain et toilettes. J'avais aussi pris soin de leur expliquer que nous allions ouvrir quelques larges fenêtres et bouger les meubles à côté de ces fenêtres pour donner l'impression qu'ils se seraient évadés par là. Et à ma grande surprise, les missionnaires qui m'écoutaient attentivement, ont accepté de faire ce que je leur avais suggéré, et sont allés se cacher.
Quelques temps après, les rebelles sont revenus en très grand nombre pour les tuer. Ils disaient en Swahili: Biko wapi tubahuwe (Où sont-ils pour qu'on les tue). Avec sang-froid, je me suis empressé de leur répondre que les missionnaires s'étaient sauvés par les fenêtres qui étaient largement ouvertes, et que les militaires belges étaient dans les parages.
Les rebelles mulele mai-mai, qui ont cru à ma mise en scène pour avoir effectivement constaté que les fenêtres étaient largement ouvertes, les chaises à côté des fenêtres, donnant l'impression qu'elles avaient servi aux missionnaires à monter dessus pour sortir par les fenêtres, l'eau renversée sur le pavement, etc., ont pris la poudre d'escampette. De loin, on entendait des coups de feu qui retentissaient. Trente minutes plus tard, les paras-commandos belges et les gendarmes katangais sont arrivés. Il n'y avait plus de rebelles simba mai mai, pas de mort, tout était calme. Ils ont embarqué tous les missionnaires dans les camions, et ont aussi pris mon ami Digosso Charles (le métis). Kabamba et moi sommes restés là.
Un jeune para-commando belge qui était sûrement touché et attristé par le comportement des autres paras-commandos belges qui n'ont embarqué que Digosso en nous laissant derrière,

nous dira qu'il avait étudié chez les Frères Maristes à Arlon en Belgique, et qu'il reviendrait nous chercher. Tel que promis, ils sont revenus deux jours plus tard pour nous chercher. Je me suis ainsi retrouvé à l'aéroport de Kisangani et le lendemain, j'étais évacué à Kinshasa. »

Récit des plus sympathique qui tranche avec les atrocités commises ce jour-là à Stanleyville. Et Eric mérite certainement toute la reconnaissance des amis du Congo. Le CRAOM et MDC-RB ont été bien inspirés de le mander pour qu'il raconte son aventure. En sus de la séance académique du Mardi 8 octobre et du Forum du 11 octobre, dont Thierry Claeys Bouuaert fut le principal artisan, sa délégation eut droit à quelques visites guidées dans la capitale sur proposition de l'un et l'autre admirateur. Ainsi, comme en témoignent les photos ci-après, elle visita quelques hauts-lieux bruxellois avant de regagner le Canada, après une escapade de trois semaines au Congo et retrouver la famille et le 'fleuve majesté'. Espérons qu'il ne faudra pas attendre cinquante ans de plus pour la revoir. ■


Eric à Ndjili en 1964, au débarquement de l'avion qui l'a évacué de Stanleyville


Le sauveur et le sauvé, Eric & le Frère Iserentant



12.10.19 Au Musée de l'Armée au Cinquantenaire – Abelson, Guéret, Iduma, Depreter, Nsunda


Eric devant le fameux ketje bruxellois


19.11.19 Délégation et amis à l'AfricaMuseum.jpg


18.11.19 Devant le palais royal lors du tour bruxellois


Eric et Thierry, tout sourire, sur le fleuve Congo

© Photos : T. Claeys Bouuaert, E. Iduma, F. Guéret, F. Moehler,



Afrikagetuigenissen

NIEUWSBRIEF

Zetel : Jan van Ruusbroeclaan 15, 3080 Tervuren

N° 23

Kolonisatie en missionering

Van op de schoolbanken werd ons aangeleerd dat de Belgische koloniale ontwikkeling op drie pijlers rustte : een administratieve structuur van overheidswege, de inbreng van het bedrijfsleven en... de evangelisatie.

DOOR GUIDO BOSTEELS

De eerste twee factoren staan heden natuurlijk volop in de (negatieve) schijnwerpers, maar vindt u niet dat het derde element zich thans in een toch wel opvallende staat van discretie bevindt ? “Missiezondag”, “Vlaanderen zendt zijn zonen uit”, “De besten onzer zonen”, de film “Tokende”, enz., al die items die ooit op alle lippen lagen zijn vandaag op de achtergrond geraakt.

We moeten er natuurlijk geen tekening bij maken : kolonisatie is een heet hangijzer geworden, dat nog moeilijk tot een bezadigde discussie en zinnige conclusies aanleiding kan geven, onder meer omdat veel te weinig mensen rekening houden met de evolutie van de tijdsgeest, een tijdsgeest die ook de Katholieke Kerk niet onberoerd heeft gelaten (denken we maar aan het Vaticaans Concilie).

Uit een artikel in het tijdschrift Kerk & Leven vernemen we dat Professor Idesbald Goddeeris (KULeuven), die zeker geen bewonderaar was van het toenmalige Belgisch koloniaal beleid, erkent dat de missionering op hem een positieve indruk heeft nagelaten : de missionarissen beperkten hun taak niet tot het strikt religieuze domein, het bekeringswerk, maar ze waren ook hulpverleners, ondernemers en fondsenwervers. Ze hebben samenlevingen grondig veranderd.

Cruciale vraag : hadden de missionarissen dan ook dezelfde agenda als Leopold II ?



Première cathédrale du Congo (fabriquée en acier à Charleroi en 1886 sur commande des Pères Scheutistes, embarquée à Anvers le 21/9/1889, érigée à Boma, réduite de 25 à 12 mètres de longueur pour permettre la construction de la nouvelle et actuelle cathédrale). © Fernand Hessel, 2009

Nee, antwoordt professor Zana Etambala, maar zij rekenden wel op elkaar. Het is op aanzet van de genoemde vorst dat diverse religieuze orden hun aandacht op de beschaving van de “heidense” volkeren zijn gaan vestigen. Missiecongregaties werden overigens door de koloniale politiek op allerlei gebieden geholpen en hun onderwijs en medische bijstand werden door de overheid ondersteund.

Moet het verhaal van de christelijke missionering in Afrika en elders gelezen worden in het licht van de wijze waarop ons koloniaal verleden de dag van vandaag bekeken wordt ? “De missie van vroeger bestaat al lang niet meer”, antwoordt Zana Etambala. Het is duidelijk dat het begrip Missie vandaag anders wordt ingevuld dan in de 19de eeuw. Deze auteur verheft de stem : Kun je het de missionarissen kwalijk nemen dat zij spraken en handelden als mensen uit hun tijd ? Als historici mogen we kritisch zijn, maar niet tot in het belachelijke. Vergeten wij hun enorme verdienste niet bij de ontwikkeling van een hoogstaande intellectuele en morele elite.

Van belachelijke reacties gesproken : had het zin in Wilrijk een “verklarend” bordje te gaan plaatsen bij het standbeeld van Pater De Deken ? Zana Etambala geeft ons duidelijk antwoord : “Pater De Deken was een uitzonderlijk man en helden zijn van alle tijden. Laten we beter de hele geschiedenis rustig bestuderen”.Vergeten wij trouwens ook niet dat reeds in de koloniale tijd bijzonder renoverende ideeën het licht hebben gezien, met name door de revolutionaire franciscaan Placied Tempels, die bij middel van zijn wereldvermaarde Bantoefilosofie gepoogd heeft een merkwaardige toenadering tussen de westerse denkwijzen en het Afrikaanse wereldbeeld in de hand te werken.

Nog een laatste vraag : Is de geschiedenis van ons missionair verleden reeds voldoende in beeld gebracht ? Idesbald Goddeeris antwoordt kordaat dat zulke geschiedenis stiefmoederlijk behandeld werd. Het is nog wachten op een totaalbeeld. En zoals we van deze auteur mochten verwachten, meent hij dat op dit stuk de stem van het Zuiden moet doorklinken. ■

URCB 100

L'Union royale des Congolais de Belgique est la seule association fondée par des Congolais sur le sol belge au temps où le Congo était encore sous administration belge. Les statuts originels datent du 2 janvier 1919. L'union est devenue royale en 1955. Depuis l'Indépendance, il est fort à parier que de nombreuses associations ont vu le jour en Belgique, au cœur de la diaspora congolaise. Comme Justine M'poyo-Kasa-Vubu en est devenue la présidente, la revue ne manquera pas de revenir sur le sujet, d'une importance évidente pour notre politique d'intégration de la diaspora plutôt mal comprise et de consolidation des liens qui existent depuis des décennies entre nos deux communautés.

PAR FERNAND HESSEL

L'an 2019 marque le centième anniversaire de la fondation de l'URCB, intervenue au sortir de la Grande Guerre, à laquelle quelques dizaines de Congolais avaient pris part, répondant généreusement à l'Appel du Roi Albert. L'association a connu des sorts divers, mais elle a toujours gardé pignon sur rue. Son programme de 2019 par exemple compte une dizaine de manifestations, à la colonne du Congrès comme à la cathédrale Saint-Michel et Gudule et a fortiori au Centre culturel de Ganshoren, qui est un peu son quartier général actuel.
Les Congolais et leurs amis de passage en Belgique n'ont pas manqué de rendre visite à l'URCB, tels Kasa-Vubu, Bomboko, Kamitatu, Lumumba, le Mwami de l'Urundi et Léopold Sédar Senghor, André Ryckmans. Le livre d'or en porte la trace.
L'URCB est dirigée depuis quelques années (voir la page y consacrée dans le n° 44 pp. 47 et 48) par la vaillante Cécile Ilunga, présente dans un grand nombre d'organisations et de manifestations inter-associatives (URBA, MDC&RB, Ami-FP-Vriend…). Sa force est d'allier diplomatie et intégration, dans un louable esprit de pacification.
MDC&RB ne manqua pas de participer aux festivités de l'année double-ment jubilaire. Et il faut saluer d'entrée de jeu le geste de la FRABELCO qui intervint triplement en mettant la main à la poche, en offrant un bocal contenant 75 pin's (vendus généralement 5€ pièce) à vendre par l'URCB pour son propre bénéfice et en participant aux diverses festivités. La présidente ne manqua pas de remercier publiquement André de Maere d'Aertrycke et André Deville pour le double don, Daniel Depreter pour les nombreuses heures qu'il consacra bénévolement à capter les manifestations et la revue de MDC&RB pour ouvrir ses pages aux fins de mieux faire connaître l'URCB dans les milieux qui ont l'intérêt pour l'Afrique centrale en commun. Ajoutons que la commune de Ganshoren ouvre régulièrement ses portes aux initiatives de l'Union, comme en ces fêtes organisées dans le cadre du jubilé. Le fait que Pierre Kompany, enfant du Congo, est bourgmestre de Ganshoren n'est pas étranger à ces privilèges, surtout que Cécile Ilunga a l'art d'ouvrir les cœurs.
Pour ne parler que des deux temps forts du jubilé, à savoir l'exposition de l'artiste Barly Baruti, organisée au Centre culturel de Ganshoren et le gala de clôture au Hall des sports de Ganshoren, les délégations belges furent de la partie, même si la participation des associations sœurs aurait pu être encore plus soutenue. Cette dernière remarque vaut également pour les délégations de la communauté congolaise. Si l'on ne fut pas plus nombreux en ces 22 et 23 novembre 2019, ce ne fut en aucune manière imputable à l'organisation. Les deux journées furent parfaitement orchestrées. Il était manifeste que l'URCB pouvait compter sur de nombreux bénévoles. Un animateur de grand talent, en la personne de Barly Baruti, se dépensa particulièrement pour la réussite des rencontres, le 22 pour dynamiser l'exposition consacrée à ses œuvres et le 23 pour chauffer la salle.
Dire que les Africains forment des peuples affectifs n'est pas une affirmation surfaite, tant ils possèdent le don de la convivialité. C'est un atout précieux pour la réussite d'une intégration harmonieuse. Ceux qui en douteraient encore sont invités à sortir de leur cocon occidental. Vivre ensemble commence par répondre aux invitations, et la fraternisation s'ensuivra. Et l'invitation ne s'adresse pas seulement aux anciens du Congo mais à tous les Belges, ouverts aux cultures du Monde.
A la page suivante un petit pêle-mêle haut en couleurs de l'Expo Baruti et du Gala URCB. ■



EXPO Sur fond de drapeau congolais

EXPO Extrait du Livre d'or de l'URCB

Affiche de l'EXPO et du GALA

EXPO Pêle-mêle des oeuvres signées Barly Baruti

EXPO Tableaux qui ne manquent pas d'humour

EXPO La présidente et l'artiste

GALA Les animateurs de la journée

EXPO Tableau haut en couleurs de Baruti

EXPO L'artiste et le bourgmestre de Ganshoren

EXPO Les temps des discours, avec forte présence belge

EXPO Françoise Guéret offrant le bocal de pin's au nom de la Frabelco.

GALA L'orchestre anime depuis le podium, symboliquement pavoisé

GALA La présidente congratulant les invités

GALA Les bouquets de fleurs pour clôturer la fête

Photos : Cécile Ilunga, Barly Baruti, Françoise Guéret, Fernand Hessel.

Journée de l'amitié

Le CIREFASOL (Citoyens et Réfugiés des Fagnes Solidaires – www.facebook.com/cirefasol), en partenariat avec le Centre culturel de Spa dont l'ASAOM a l'honneur d'être membre, a eu la bonne idée d'inviter Mme Françoise Tulkens en personne, ancienne vice-présidente à la Cour européenne des Droits de l'homme. On n'est jamais aussi bien servi qu'à la source. Ce fut un grand moment pour la communauté spadoise et jalaytoise. L'ASAOM a participé bien sûr à la conférence, d'autant que notre administrateur, le Dr Paul Cartier, qui signe l'article, est membre de Ciréfasol et que nos terres par ailleurs sont traversées par la Route des Droits de l'homme. (fh)

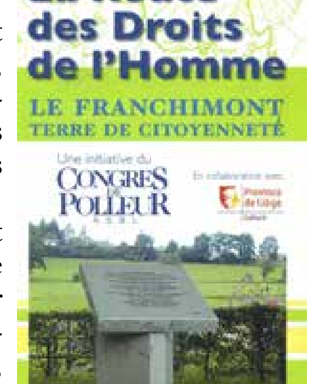
Great Spas of Europe
Spa Candidate au Patrimoine Mondial UNESCO

PAR PAUL CARTIER

Genève, novembre 1950. Les Etats membres du Conseil de l'Europe établissent un traité international, la Convention européenne des Droits de l'homme, faisant suite à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme promulguée deux ans plus tôt par l'Assemblée générale des Nations unies.
Spa, septembre 2019, plusieurs d'entre nous se retrouvaient pour écouter Maître Françoise Tulkens, compatriote renommée pour son expertise et son engagement en faveur des Droits humains, conviction dont elle fit preuve tout au long de sa brillante carrière, notamment comme professeure à l'Université de Louvain et, durant 14 ans, juge puis vice-présidente de la Cour européenne des Droits de l'Homme.
La Baronne Tulkens, oratrice sympathique et didactique, a tenu en haleine la salle comble du théâtre spadois par un exposé clair sur l'histoire de la Déclaration universelle soulignant "le génie des rédacteurs" de l'époque, dont le juriste français René Cassin, Prix Nobel de la paix reposant au Panthéon. Ils donnèrent naissance à un mouvement pour le respect et le développement des droits humains universels. Universels, car en 1948 aucun Etat ne s'était opposé à la Déclaration, certains s'abstenant comme l'Afrique du Sud défendant son système d'apartheid ou encore l'Arabie saoudite contestant l'égalité homme-femme.



Affiche Conférence de Françoise Tulkens



Carte de la Route des droits de l'homme en Franchimont.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme n'a qu'une valeur déclarative. Par contre la Convention européenne, elle, sera le premier instrument juridique concrétisant et rendant contraignants certains des droits énoncés dans la Déclaration onusienne. Ainsi en 1959 était instituée à Strasbourg la Cour européenne des Droits de l'Homme qui contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les 47 pays membres du Conseil de l'Europe, chaque citoyen ou chaque Etat pouvant introduire une requête concernant des violations de ces droits.
Loin d'un exposé théorique, la présentation et le débat qui y fit suite fut émaillée de nombreux exemples concrets collectés au cours de l'exceptionnelle expérience de l'oratrice. Ainsi seront évoqués, entre autres, les traitements inhumains ou dégradants dont sont victimes des prisonniers, le droit au réexamen de la peine quelle que soit la gravité d'une condamnation, les droits sociaux, économiques et culturels de migrants dont la violation se constate quotidiennement.
Pour Mme Tulkens, la liberté d'expression est un droit des plus important tout en restant

limitée pour des propos racistes, haineux ou incitant à la violence. Chacun peut se prévaloir d'exprimer ses opinions, ce n'est que comme cela que le dialogue peut s'instaurer au sein de la diversité de nos sociétés, c'est le fondement de la démocratie.
Loin de s'immobiliser sur des textes gravés dans le marbre, Mme Tulkens prône leur adaptation et leur interprétation (dans le sens positif) à l'évolution du monde, citant ainsi son expérience comme présidente du tribunal Monsanto pour développer la responsabilité des entreprises vis-à-vis des Droits humains, son expertise dans le droit à l'environnement sain, mais aussi, plus près de nous, en encourageant une éventuelle plainte pour atteinte aux droits économiques de la part d'un client âgé bien démuni face à la généralisation de l'informatisation des services de sa banque.
Mme Tulkens s'insurge aussi contre la pauvreté de plus en plus prégnante actuellement et qu'elle considère comme "une insulte aux Droits humains".
Mme Tulkens est bien consciente des risques de régression dans le domaine des Droits humains que nous observons chaque jour. Des politiciens exacerbant les frustrations et les peurs de notre société, usant de la facile excuse du "contexte actuel", contestant le rôle et l'indépendance du système judiciaire dans notre démocratie, portent une lourde responsabilité dans cette dégradation. Cela ne rend que plus nécessaire que tout un chacun s'implique en se référant au "génie" des initiateurs de la Déclaration, et donc de la Convention européenne, qui ont donné naissance au "magnifique idéal commun" non seulement de respect mais aussi de développement des Droits humains. Pour les "Mémoires du Congo et du Rwanda-Burundi", la conférence ne peut que stimuler la réflexion sur l'histoire, notre histoire, à la lumière des engagements courageux pris par notre pays depuis plus de soixante ans. Dans ce sens, puisse cette revue se faire la championne de l'Article 10 de la Déclaration universelle : "Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière". ■


La Baronne Françoise Tulkens


Madame Tulkens face au public plein d'attention


11.09.19 Les auditeurs prennent place au théâtre de Spa


La plate-forme de Ciréfasol

Photos © Ciréfasol

Rendez-vous d'automne

Comme à l'accoutumée à la même époque, les cercles de Liège et de Spa se sont retrouvés, le 6 octobre 2019, à la même grande table dans leur restaurant favori. A fortiori quand il s'agit de gibier, le patron étant membre de la confrérie des chasseurs.

PAR FERNAND HESSEL

Cette année la délégation liégeoise était plus clairsemée que les autres années. La veille, l'ARAAOM avait programmé sa première visite à l'AfricaMuseum, sur initiative personnelle. Le voyage groupé tel qu'imaginé initialement pour les cercles du sud-est (ARAAOM, CRAA, RCLAGL et ASAOM) dut être abandonné faute d'atteindre le quota minimum pour aligner un bus. Le président du cercle hôte ne manqua pas d'interroger la présidente de Liège, Odette François-Evrard, sur le ressenti de sa délégation au contact du musée rénové, surtout que l'appréciation diverge largement dans le milieu des anciens d'Afrique centrale. La présidente résuma en deux mots: la scénographie est une réussite, l'accès est grandement facilité, mais hélas Léopold II avec son unique buste de travers est méchamment dénigré. Il est un fait que les rénovateurs se sont laissé tenter par les sirènes de l'anticolonialisme ambiant, au point d'occulter tout ce que la colonisation a apporté de positif à l'émergence des pays colonisés.

L'invitée d'honneur n'était autre que Justine Kasa-Vubu, la propre fille du premier président du Congo Joseph Kasa-Vubu. Elle était accompagnée de son mari Elie M'Poyo. Le couple, assailli de questions comme on imagine, l'histoire étant la préoccupation première de notre mouvement, répondit de bonne grâce aux interrogations des convives. On comprend mieux pourquoi Justine Kasa-Vubu a été choisie comme présidente de la Diaspora congolaise en Belgique, et même dans le reste du monde. En y réfléchissant force est de conclure que la diaspora, souvent décriée dans nos milieux pour sa dureté envers la passé colonial de la Belgique, est plus organisée qu'on a coutume de le dire. Il est évident qu'avec des dames comme Justine Kasa-Vubu, au passé politique plus qu'important et auteure de plusieurs livres (fille de président, députée, ambassadeur), le dialogue avec la diaspora, tant souhaité par Mémoires du Congo, doit se trouver facilité.

La présidente accepta volontiers de venir dialoguer avec les membres de l'ARAAOM et de l'ASAOM, a fortiori avec ceux qui ont des racines congolaises ou qui ont servi dans son pays, afin d'affiner sa conception en matière d'intégration des deux communautés. Et elle est visiblement aidée dans ce combat par son mari. Le fait que le couple a sa résidence à Bruxelles la place au cœur du débat, en ces temps où l'apport de la Belgique au développement du Congo, toutes périodes confondues, est régulièrement mis en cause.
L'occasion était belle d'interroger Justine Kasa-Vubu sur ses propres convictions politiques, au sens noble du terme. Sa réponse avait de quoi surprendre les esprits les plus chagrins quand il est question de juger l'histoire de la colonisation:


Nos invités d'honneur à l'apéro, déjà très sollicités


Adresse de Mme Justine M'Poyo Kasa-Vubu

Photos : Fernand Hessel.

sans mettre en veilleuse l'esprit critique et sans flatterie aucune, elle n'hésita pas à dire sa satisfaction et sa reconnaissance pour ce que les Belges ont réalisé au Congo, tout en ajoutant que le passé est devenu objet d'histoire et que ce qui importe aujourd'hui c'est l'avenir du Congo. Pour sa part elle estime qu'il est temps que les Belges reviennent au Congo pour poursuivre l'œuvre entamée par leurs ancêtres.
Affirmation on ne peut plus claire que les Belges, aidés par les Congolais de la Diaspora, doivent se défaire de tout passéisme.
Moment de grâce pour l'ASAOM, qui se trouve ainsi confortée dans l'option qu'elle a prise: cultiver le passé, promouvoir l'avenir.

Il y eut une seconde raison de fêter le rapprochement entre les communautés afro-belge et belge, la présentation officielle aux membres de l'association de sa nouvelle administratrice, en la personne de Marie-Rose Utamuliza, une spadoise bon teint qui s'investit, avec son mari Emile Beuken, dans l'association Entraides, Terre-Mer, ayant pour objectif la bonne intégration des étrangers dans la communauté spadoise. Rompu à la problématique de l'intégration, le couple saura être de bon conseil dans la politique d'intégration à mener par l'ASAOM. Les applaudissements fournirent la preuve qu'elle était la bienvenue au sein du conseil d'administration de l'ASAOM.
L'ASAOM entre ainsi dans le petit groupe de cercles qui comptent un Africain, et mieux encore une Africaine, dans leur conseil d'administration. Cela semble pourtant une évidence entre communautés qui se déclarent amies.

José Jacob fut le quatrième convive à prendre la parole pour attirer l'attention sur la Route des Droits de l'homme qui traverse l'ancien marquisat de Franchimont (voir l'image de la carte dans l'article précédent et voir aussi l'article consacré à sa raison d'être dans le n°43) et la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen pour le Franchimont de Dethier. Contrairement aux apparences, nous étions toujours au cœur du sujet, à savoir le droit de l'homme et du citoyen, même si depuis la Révolution française la notion de citoyen a pris un sens plus universel. La partie académique de la journée fut ainsi clôturée, faute d'orateurs. Mais au bilan les leçons furent bien comprises, et la rencontre acquiert une dimension qui dépasse de loin le contenu des assiettes et des verres, comme il se doit chez des passionnés de l'Afrique.
Justine Kasa-Vubu, Odette François-Evrard, Marie-Rose Utamuliza et José Jacob auront réussi à éclairer la résistible édification du Vivre ensemble, à laquelle l'ASAOM se doit d'apporter sa pierre, modestement, résolument, courageusement.

Vint enfin le temps de la restauration. La satisfaction des convives fut unanime. Il est toujours bon d'avoir un chasseur-restaurateur dans ses membres d'honneur !


La nouvelle administratice, tout sourire, et son mari


Les deux ambassadeurs honoraires en conversation


Membres des deux délégations faisant bonne chère


Justine Kasa-Vubu

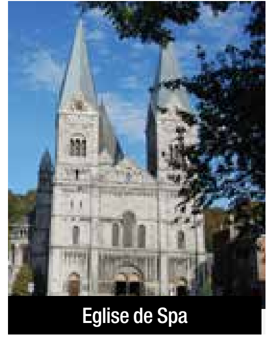
Spa en deuil

L'ASAOM se devait de participer aux funérailles de Joseph Houssa (1930-2019), bourgmestre de Spa (1983 – 2018) jusqu'au bout de ses forces, retraité de fraîche date au terme de sept mandats consécutifs, ancien du Congo (1952-1964). Pour l'ASAOM il fut surtout président d'honneur et joyeux compagnon chaque fois que son agenda lui permettait de participer aux activités de l'amicale. Ni Spa, ni l'ASAOM ne peuvent l'oublier.

PAR FERNAND HESSEL

On le savait morose depuis qu'il avait pris sa retraite, on le disait malade, mais quand tout à coup la nouvelle tomba : « Le bourgmestre est mort ! », la tristesse redoubla d'intensité. Et le temps de l'hommage commença, jusque sur le parvis de l'église où la foule applaudit spontanément au passage du cercueil. L'hommage vint de toutes parts sous forme de couronnes et de bouquets qui s'accumulèrent autour du cercueil dans la salle de l'hôtel de ville, libérée la veille de l'enterrement pour permettre à la famille de recevoir les condoléances des citadins. Le silence qui régnait dans la salle était lourd de tristesse et de reconnaissance. Puis le lendemain, 23 octobre 2019, vint l'heure du dernier parcours spadois. De l'hôtel de ville à l'église paroissiale, brève étape d'une longue vie, entièrement vouée au service des siens et de ses concitoyens. ■


Hôtel de ville de Spa


Eglise de Spa


22.10.19 Utime hommage à l'Hôtel de ville de Spa


23.10.19 Famille, officiels, amis pleins de recueillement dans l'église de Spa


23.10.19 Utime salut dans le choeur de l'église de Spa


23.10.319 La foule applaudit au passage du cercueil


23.10.19 Le cercueil quitte l'église pour les terres salmiennes où le défunt reposera

Auberge du Carrefour

Comme chaque année le CRAA a fêté sa Bonana dans son restaurant de prédilection, sis au rond-point de la Baraque de Fraiture. Cette année plus encore que les autres ce fut non seulement le carrefour de la bonne chère mais aussi celui des bonnes idées.

PAR FERNAND HESSEL

L'ambiance qui régnait à l'auberge ce 7 décembre 2019 était exceptionnelle. La sélection de photos en page suivante en témoigne. D'abord nous y avons dépassé les quarante convives, venus de divers horizons, ce qui fournit une preuve certaine de la vitalité du CRAA. Et, surtout, nous partagions la fête avec une invitée de marque, Justine M'Poyo Kasa-Vubu, la propre fille de Joseph Kasa-Vubu, le premier Président de la République démocratique du Congo, accompagnée de son mari Elie M'Poyo. Tous les amis du Congo se souviennent avec quelque émotion du sage Kasa-Vubu, démis de ses fonctions en 1965 sous la désapprobation générale. Justine, restée une amie des Belges et qui habite présentement Bruxelles, fut la première à prendre la parole, après le mot de bienvenue de la part du président.

Comme au dernier déjeuner d'automne de l'ASAOM & ARAAOM à Tiège, ses paroles étaient d'or. Elles tiennent en deux mots : reconnaissance pour ce que la Belgique a fait pour le Congo, sur le terrain et dans les enceintes internationales, et appel à ne pas rester en si bon chemin. Le Congo d'aujourd'hui a besoin de la Belgique.

Ces paroles d'or sont en plus servies avec talent, acquis dans les grandes écoles que l'oratrice a fréquentées, et renforcé par ses années de parlement, de gouvernement et de diplomatie. Le couple M'Poyo-Kasa-Vubu profita de son passage parmi nous pour formuler une double requête : un appui financier pour l'envoi de fournitures dans le cadre d'un projet au bénéfice de populations dans le besoin au Congo, plusieurs containers étant bloqués entre Bruxelles et Anvers, faute de moyens de payement ; une attention pour son dernier livre (vendu sur place à 10€) *Et si Kennedy était mort pour l'Afrique ?*, hypothèse qui ne manque pas d'intérêt quand on sait que le Congo était déjà alors au cœur de la géopolitique.

Michel Faeles, le président d'honneur de la Frabelco (Fraternité belgo-congolaise) prit à son tour la parole pour présenter son dernier livre : *Congo 1964-1967, Une tragédie oubliée, La révolte des Simbas*, 2018. L'ouvrage est mis en vente à 10€, mais il est surtout distribué gratuitement à quiconque s'engage à le remettre aux personnalités qui peuvent en tirer profit pour que pareil malheur ne s'abatte plus jamais sur le Congo.

Les invités de marque ne furent pas les seuls convives de souche congolaise. Le curé de Vielsalm, membre à part entière du CRAA, fit également une entrée remarquée. Il ne sollicita pas pour autant la parole, car il s'est déjà exprimé abondamment lors de la journée du Souvenir (voir Nyota n°179 in MDC n°51).
D'autres invités de marque, habitués de la maison, ne manquèrent pas de communiquer les meilleures salutations des membres de l'association qu'ils président. Il s'agit d'Odette François-Evrard pour l'ARAAOM de Liège, Jean-Paul Rousseau pour le CRNAA de Namur et Fernand Hessel pour l'ASAOM de Spa. Et la fête fut mise à profit pour présenter le dernier arrivé dans la famille du CRAA qui porte le nombre de membres à 41.
Bref, notre président Bonmariage eut fort à faire pour congratuler tout le monde. Heureusement il est toujours secondé par son vice-président et animateur en titre, l'irremplaçable Guy Jacques de Dixmude. Celui-ci a l'art de mettre à profit les rencontres du CRAA pour rappeler qu'il est de notre devoir de garder vivant le souvenir de ceux qui nous ont précédés sous les tropiques pour apporter leur contribution au développement. ■

Le président Freddy Bonmariage congratule les convives

L'invitée d'honneur, Justine M'Poyo-Kasa-Vubu, fille du premier président de la RDC, s'adresse à un public fort attentif

Justine Kasa-Vubu pendant son exposé

Le silence témoigne de la grande attention

Gros-plan sur l'oratrice

L'attention est grande pour les paroles qui sont dites sur les liens entre Congolais et Belges

Odette François-Evrard, présidente de l'ARAAOM de Liège s'appête à parler

Rose Parmentier, la veuve de l'ancien chef de mission de la Coopération belge à Kinshasa s'est levée pour applaudir

Le vice-président et animateur du CRAA, Guy Jacques de Dixmude

Toutes les tablées sont pleines d'attention

Le tout nouveau membre se fait applaudir

Freddy Bonmariage parle de son passé à Kangu au Bas-Congo

Les convives sont toute ouïe pour l'oratrice

A l'avant-plan, le président du CRNAA-Namur, Jean-Paul Rousseau

A l'avant-plan , Bente Hollund et son mari, qui fait le lien entre ceux de Bukavu dans les années septante



Michel Faeles, président de la Frabelco-Bruxelles, a la parole





Michel Faeles justifie le livre qu'il est venu présenter



L'équipe de l'auberge se fait applaudir

Photos F. Boulanger et Fernand Hessel

WERETH EN ARDENNE

Il a semblé opportun à la rédaction de raviver, en ce 75e anniversaire de la Bataille des Ardennes, un épisode peu connu de la contribution des Afro-Américains à la défense de la liberté dans le monde.

PAR FERNAND HESSEL

Sans doute le lecteur se demandera-t-il pourquoi le Nyota rouvre(*) ses colonnes à Wereth, modeste village de la commune d'Amblève (Amel), au nord-est de St-Vith, au sud de la province de Liège.

Il y a pourtant deux raisons à cela. D'abord la revue a pour ambition de coller à l'actualité ardennaise qui entretient un rapport avec l'Afrique et la commémoration de la Bataille des Ardennes en est une ; ensuite Wereth appartient dorénavant à l'Histoire Nord-Sud, depuis l'inauguration, le 22 septembre 2012, d'un mémorial, en l'honneur des soldats noirs tombés à Wereth et par extension sur l'ensemble du champ de bataille de la seconde guerre mondiale. Certes le symbole de Wereth, avec sa poignée de morts, apparaît comme tout à fait modeste au regard de la Bataille des Ardennes, qui faucha des milliers de vies, mais ce qu'il importe de souligner ici, c'est la reconnaissance posthume, c'est la longueur du délai entre la fin de la guerre et l'inauguration du monument, c'est par-dessus tout le changement d'état d'esprit à l'égard des Noirs, ceux qui ont donné leur vie pour nous dans des guerres qu'ils n'ont pas déclenchées, comme ceux qui continuent à se battre pour leur liberté et leur insertion harmonieuse dans le monde.

Les Noirs étaient 260.000 en Europe durant la deuxième guerre mondiale, principalement en charge des tâches d'appui et opérant exclusivement sous les ordres d'officiers blancs. Pour ce qui est de l'armée américaine, c'est en 1941 seulement qu'ils furent autorisés pour la première fois à combattre les armes à la main.

Onze de ceux-là, appartenant au 333e FAB (GI'S noirs) périrent sans gloire à Wereth, en début de la nuit du 17 décembre 1944, sur le sol belge. Prise sous le feu de l'artillerie allemande, leur unité avait reçu l'ordre de se replier, tout en laissant deux batteries en place, dont celle des services. Affamés et transis de froid, onze GI's trouvèrent refuge dans la ferme Langer, sise à Wereth. Il était quinze heures.

Les Langer, heureusement partisans des alliés, mirent aussitôt le couvert. Une heure plus tard, quatre SS firent irruption dans la ferme, sans doute avisés par quelque collaborateur (une femme, paraît-il, mais qui n'a pu être identifiée ou que l'on n'a pas voulu identifier), amenèrent les pauvres bougres dans un chemin de traverse en les forçant à marcher devant leur véhicule, soi-disant pour se prémunir contre le froid, puis les exécutèrent durant la nuit avec une telle sauvagerie qu'on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'y mêla quelque haine raciale (membres coupés, traces de







mutilations…). La guerre ne laissant aucun répit, les corps furent abandonnés et la neige les recouvrit d'un indigne linceul, si bien qu'on ne les retrouva qu'au début de février 1945. Après rapide enquête et quelques photos, atroces, l'armée américaine préférera ignorer l'épisode, refusera de plaider le crime de guerre et classera le dossier sans suite. Sept des onze furent enterrés dans le grand cimetière américain d'Henri-Chapelle et les quatre autres furent rapatriés à la demande de la famille. Le fils des Langer (Herman, fils de Matthias qui avait eu le courage d'héberger les soldats), alors âgé de 15 ans, qui assista à l'arrestation des onze soldats et qui sans doute dans la nuit qui suivit perçut les coups de fusil de leurs bourreaux, ne put chasser de sa mémoire, ni l'atrocité des faits, ni le manque de reconnaissance. En 1994 il fit planter une croix en pierre à l'endroit précis où se déroula le massacre et y fit graver les onze noms. Cette croix aujourd'hui, avec le concours d'une poignée d'Américains et de Belges, dont évidemment les Langer, qui depuis 2004 ont lutté sans relâche pour la reconnaissance de cet acte héroïque, est devenue un mémorial. L'admiration s'impose pour pareille volonté de sauver de l'oubli le sacrifice suprême de ces onze Afro-Américains, dans un chemin creux de l'Ardenne belge, et à travers eux de tous les Noirs qui ont combattu pour la liberté des Blancs. Cette liberté qui Dieu merci est devenue aussi la leur aujourd'hui.

Signe des temps, les commémorations multiples qui ont marqué le 75e anniversaire de la bataille des Ardennes ont eu un louable effet sur la RTBF qui n'a pas hésité à ouvrir son journal parlé à l'évocation du massacre de Wereth, avec force images. Ils ont été une petite centaine, villageois et officiels, à se rendre au mémorial de Wereth, drapeaux au vent, pour dire leur reconnaissance aux onze Afro-Américains, parmi lesquels peut-être certains venus d'Afrique centrale, et à travers ceux-ci à tous les Noirs africains qui ont contribué à la victoire de la liberté sur la dictature.

Ce qui n'était pas de mise dans les premières décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, parce que le contexte ne s'y prêtait pas, est devenu réalité aujourd'hui. Force est de reconnaître que le 'politiquement correct' que l'on invoque souvent avec ironie a aussi ses bons côtés. A fortiori quand il tente de réparer une injustice. Mais problème, il est difficile de fonder une éthique durable vu le caractère changeant de la pensée politique. ■

(*) Article paru pour l'essentiel dans le NYOTA 152 réservé aux seuls membres du CRAA, couplé avec l'édition 124 de la revue Mémoires du Congo n°24 de décembre 2012.





Un attaché militaire belge en Afrique du Sud pendant la présidence de Nelson Mandela

Le cercle luxembourgeois complète, l'une image après l'autre, la galerie de portraits de ses membres et amis, qui se sont illustrés en Afrique.

PAR ROLAND KIRSCH

Robert Laloux est né à Charleroi le 2 février 1947 dans une famille nombreuse, mais c'est à Bruxelles qu'il accomplit ses études secondaires à l'Institut Saint-Jean de La Salle à Saint Gilles. Très sportif, Robert se destine à une carrière militaire, contrairement aux envies de son père, pourtant policier. Robert sert ainsi pendant 25 ans dans les unités para-commando, en Allemagne et en Belgique. C'est lui qui commande l'escadron d'élite para-commando à Stockem - Arlon où il vit actuellement. Breveté de l'Etat-Major, le colonel Laloux est nommé directeur du Centre d'Etudes de la Défense, puis conseiller au collège de Défense de l'OTAN à Rome. Sur décision du Ministre de la Défense Nationale, il est pressenti fin 1998 au poste de premier attaché militaire près l'Ambassade de Belgique à Pretoria, capitale administrative d'Afrique du Sud. Nommé officiellement le 1er avril 1999, Bob Laloux y officie avec succès dans cet Etat complètement transformé depuis 1994, dirigé par l'ancien « rebelle », Nelson Mandela devenu premier président noir du pays. Si fin des années 1990, l'Afrique du Sud (55.000.000 d'habitants dont 10% de Blancs) est délivrée du système d'apartheid et de ségrégation raciale, elle est déjà livrée à ses premières convulsions interethniques.

Ce n'est donc pas une mince affaire d'y œuvrer avec diplomatie, car la criminalité, le sida, la fermeture des mines d'or et de diamants, le manque d'emploi et les conditions de vie précaires dans les « townships » comme Soweto, freinent le développement et obligent notre attaché militaire à agir en toute circonstance avec prudence et circonspection.

En effet, si l'attaché militaire est le principal conseiller de l'ambassadeur dans ce type de situations, il prépare aussi les plans en cas d'intervention militaire dans ce pays, se tenant prêt à exercer tout commandement éventuel. Il a également pour mission de faciliter les contacts entre les représentants de l'industrie locale de l'armement et l'Etat-Major Général Belge, mais aussi avec les attachés des quarante pays représentés là-bas. Les langues de contact sont l'anglais et l'afrikaans, une version simplifiée du néerlandais. Les dix autres langues officielles n'ont pas à être connues. « Fort heureusement », nous relate malicieusement notre colonel, « nous n'avons pas dû suivre des cours de zoulou ! »



Accréditation du colonel Laloux accompagné de son épouse Annette à Pretoria (01.04.1999)

Très rapidement, en raison du contexte politique général instable en Afrique australe, Bob Laloux, est appelé à devoir étendre son champ d'action à la Namibie, à la Zambie et au Zimbabwe. Pour l'anecdote, en ce qui concerne ce dernier pays, notre officier se rappelle avoir dû déposer une gerbe sur un monument funéraire d'un régiment africain. Les autorités militaires locales lui révélant par la suite avec sérieux qu'il avait honoré ainsi le lieu d'inhumation d'un bouc, ancienne mascotte du régiment.
En remerciement pour son geste, une Bible a été offerte à notre représentant bien perplexe !
Pendant son séjour de 1999 à 2003, le programme de travail s'est singularisé par sa variété, mais aussi par une lourde charge publique et protocolaire atténuée par l'aide indispensable de son épouse, Annette Dropsy, originaire de Virton. Cette dernière s'est investie aussi dans la vie sociale sud-africaine en s'occupant à Pretoria d'un orphelinat d'Etat pour des enfants dont les parents étaient déchus de leurs droits, et en faisant acheminer en Afrique des vêtements réunis à Virton.

L'activisme professionnel de Bob Laloux lui a donné l'opportunité de consacrer au niveau international devant toutes les nations réunies en Afrique du Sud, la haute valeur de l'armée belge.
D'abord, en 2001, dans le cadre du premier grand meeting aérien organisé sur le sol africain à Johannesburg, un jeune pilote belge du détachement d'avions F-16 de la Force Aérienne n'a pas manqué, à la surprise générale, de remporter l'exercice militaire aérien imposé aux différents équipages internationaux participants. Une autre occasion de mettre le drapeau belge à l'honneur a été de procurer au détachement para-commando belge de « Rangers » entrainé spécialement dans la neige à Elsenborn, de terminer sur le podium – première équipe étrangère – de la compétition inter-nations d'opérations de survie. Dans le désert du Kalahari ! Le colonel lui-même s'est distingué, et a été médaillé au tir instinctif à l'arme de poing lors du concours multinational de Jo'bourg.
Si aujourd'hui, Bob Laloux considère l'économie sud-africaine comme un mélange complexe de sophistication du monde industrialisé et de sous-développement du Tiers monde, il se rappelle que « vivre dans ce pays » fut pour lui et son épouse « une expérience inoubliable ». Tous deux y auraient volontiers terminé leurs jours.
Actuellement, le colonel BEM Laloux est un membre actif du Comité de la Société Royale des Officiers Retraités de la province de Luxembourg. ■


Quatuor para-commando belge de survie pénétrant dans le désert du Kalahari (Compétion internationale Rangers de 2001- Médaillé).

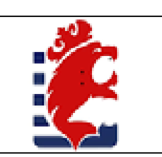

Deux F-16 belges en approche de Bloemfontein



F-16 belge vainqueur de la compétition internationale de voltige







ADMINISTRATION DES CERCLES PARTENAIRES

Président : Fernand Hessel. Vice-président : José Welter. Trésorier : Reinaldo de Oliveira. Place Achille Salée, 9, 4900 Spa. 087 56 0745 & 0477 75 61 49, reinaldo.folhetas@gmail.com
Secrétaire & porte-drapeau : Françoise Devaux. Autre administrateur : Paul Cartier
Revue Contacts : Fernand Hessel hesselfernand@gmail.com; 0496 20 25 70 - 087 77 68 74
Siège : ASAOM, Vieux château, rue François Michoel, 220, 4845 Sart-lez-Spa (Jalhay). Nombre de membres au 31.12.19 : 104.
Présidents d'honneur : Joseph Houssa et André Voisin. Membres d'honneur : Mme Nelly Bultot, Dr Vétérinaire et Mme Craenen-Hessel, M. J. Houssa. La Pitchounette à Tiège, M. et Mme Voisin-Kerff, M. José Welter.
Compte : BE90 0680 7764 9032

Président : Freddy Bonmariage. Vice-président : Guy Jacques de Dixmude. Secrétaire et trésorier : Herman Rapier, rue Commanster, 6 - 6690 Vielsalm, hermanrapier@skynet.be : tél. 080 21 40 86
Porte-drapeau et fêtes : Denise Pirotte. Vérificateur des comptes : Paul Chauveheid
Autres membres : Henri Bodenhorst, Pierre Cremer, Didine Voz
Président d'honneur : Roger Marquet
Revue (rédaction, MDC, NLC) et UROME : Fernand Hessel hesselfernand@gmail.com
Siège : Freddy Bonmariage, Grande Hoursinne, 36 - 6997 Érezée Tél. 086 40 12 59 ou 0489 41 79 05, freddy.bonmariage@gmx.com
Nombre de membres au 31.12.19 : 40. Président d'honneur : Roger Marquet.
Compte : BE35-0016-6073-1037

Président : Roland Kirsch. Vice-Président : Gérard Burnet. Secrétaire et responsable des Comptes : Anne-Marie Pasteleurs. Vérificatrice des comptes : Marcelle Charlier-Guillaume
Autres membres : Jacqueline Roland, Thérèse Vercouter. Editeur des pages du Bulletin : Roland Kirsch
Siège social : RCLAGL, 1, rue des Déportés, 6780 Messancy. Tel : 063 38 79 92 ou 063 22 19 90. kirschrol@yahoo.fr
Nombre de membres au 31.12.19 : cercle en formation. Présidents d'honneur : Baron Patrick Nothomb et Marcelle Charlier-Guillaume.
Compte : BE07 0018 1911 5566

Nécrologie
L'ASAOM a le pénible devoir de porter à la connaissance de ses membres le décès de :
- Joseph Houssa (voir reportage en pages intérieures)
- Jules Vincent
Que les familles éprouvées trouvent ici ses condoléances pleines de reconnaissance.

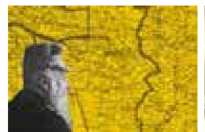
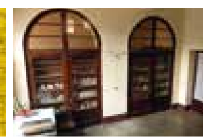
Réalisations internes
- **24.10.19** : RCLAGL Visite Vieux château, à Sart-lez-Spa
- **07.12.19** : CRAA Bonana, à la Baraque de Fraiture
- **15.12.19** : RCLAGL Banquet avec Massonnet, à Arlon.

Réalisations externes
- **11.11.19** : ARAAOM Journée du Souvenir, à Cointe
- **08.12.19** : ARAAOM Bonana, à Cointe.

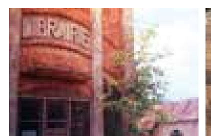
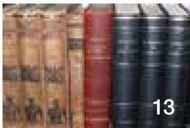
Prévisions
- **09.02.20** : ASAOM Assemblée Générale
- **26.01.20** : ARAAOM Toutânkhamon + Choucroute
- **29.03.20** : ARAAOM Assemblée Générale
- **25.04.20** : CRNAA AG & Moambe, à Jambes
- **06.06.20** : 38° Convivio dos Amigos do Congo, à Lisbonne.

Modalités

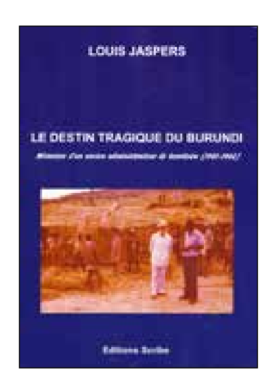
- Pour les cercles partenaires, la cotisation annuelle est de 25€ (50€ pour une cotisation d'honneur, avec citation dans la revue - voir exemples ci-dessus), à verser au compte de l'association de son choix, repris sur cette page, (et non au compte de MDC) avec la mention : COTISATION + millésime concerné.
- Toute majoration du montant de la cotisation, comme tout don, sera reçue avec reconnaissance.
- Les membres sont instamment priés de communiquer leur adresse électronique au secrétariat de leur association.
- Le montant de l'expédition de la revue à l'étranger est à convenir avec l'administration de son association.
- A défaut de cotisation, la revue cesse d'être envoyée dès le troisième trimestre de l'exercice engagé.
- Chaque membre est prié de rechercher activement de nouvelles adhésions à son cercle parmi les anciens et les amis de l'Afrique centrale.
- Les articles signés n'engagent que leur(s) auteur(s).
- Tous les articles sont libres de reproduction et de diffusion, moyennant mention de la revue-source (titre et numéro) et du nom de l'auteur/des auteurs.
- Tout projet d'article est à adresser à Fernand Hessel, qui coordonne les revues partenaires : fernandhessel@skynet.be.

Bibliographie

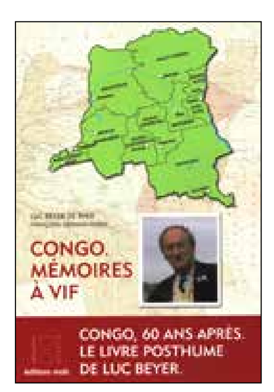
ERRATUM : Dans le n° 51 de septembre 2019, la recension n°1, relative à NTOMA, a été attribuée par erreur à Mia Vossen alors qu'elle est de la plume de Jos ver Boven. Avec les excuses de la rédaction.



Jaspers, L., *Le destin tragique du Burundi, Mémoires d'un ancien administrateur de territoire (1961-1962)*, Editions Scribe, 2019. Nombreuses illustrations.
Collé, 392 pages, 170 x 240 mm ; 24,95 €.

Quiconque s'intéresse à l'histoire du Burundi se doit de lire le livre du témoin et acteur que fut Louis Jaspers, que l'on voit sur la couverture lors d'une visite d'un camp de réfugiés à Tabora en 1984. Le lecteur ne peut que se réjouir d'accéder à une manne d'informations sur la dernière étape de la marche de l'Urundi vers le Burundi. Et remercier l'ambassadeur honoraire Louis Jaspers d'avoir eu le courage d'ouvrir ses archives pour en extraire la matière d'un livre. Comme il le dit lui-même, au plan professionnel ce fut un grand moment de nostalgie, mais au plan humain ce fut un moment de grande tristesse. Le titre de l'opus ne laisse aucun doute sur la tragédie qui s'est jouée à l'époque, avec des atrocités sans nom, et qui hélas continue à envenimer et compliquer les rapports entre factions rivales et avec les pays voisins. L'auteur reste lucide : les fautes étaient partagées, entre colonisateurs et colonisés, entre factions rivales de la communauté nationale.
Le lecteur se souviendra qu'une partie du livre est parue dans les pages de la revue, du n°48 au n°51, sous le titre d'Histoire d'une amitié. Des liens d'amitié solides existaient entre le prince Biroli et l'auteur, noués à l'époque où ils fréquentaient ensemble l'UNITOM à Anvers.
De plus le livre sur le Burundi complète en quelque sorte la trilogie sur le Ruanda, couvrant les périodes 1952-1956, 1956-1960 et 1960-1961, parue chez le même éditeur.

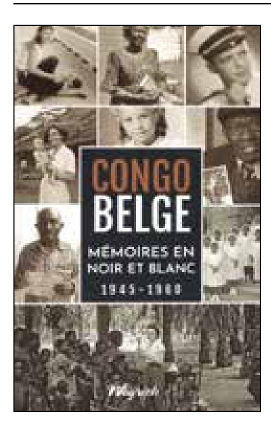
Fernand Hessel



Beyer de Ryke, L., *Congo. Mémoires à vif*, Livre posthume édité par Françoise Germain-Robin. Edition Mols 2019 ; France : Sodis.
Collé, 235 p., 155 x 230 mm ; 23,50 €

La rédaction de ce livre a été entamée en 2017 par Luc Beyer de Ryke, journaliste bien connu des téléspectateurs belges. Sa compagne, Françoise Germain-Robin, l'a complété et édité comme un acte d'amour et en hommage à sa mémoire. Ce livre complète bien le travail de collecte de témoignages recueillis par l'asbl « Mémoires du Congo » puisqu'il relate la vie de Belges et de Congolais mais aussi donne des regards sur la colonisation belge, le rôle de l'Eglise, des capitaines d'industrie, les heures de la Table ronde, sur les premiers moments de l'indépendance, des sécessions, du fiasco de l'ONU et du Congo tel qu'il est devenu. C'est avec plaisir que l'on retrouve des sujets comme la vie quotidienne à Kinshasa, la passion de la brousse, le paradis qu'était le Congo et des narrations d'hommes politiques belges et congolais tels que Léon Engulu, Omba Pene Djunga, Etienne Davignon et Herman De Croo pour n'en citer que les principaux. Les discours prononcés le 30 juin 1960 par Baudouin Ier, par Joseph Kasavubu, par Patrice Lumumba et son rectificatif lors du toast au dîner officiel sont repris pour permettre à chacun de les relire. Chacun peut également tirer des conclusions sur ce « pari congolais » et regretter les décisions hâtives prises par la Belgique sans consulter les Belges qui vivaient sur place. Faut-il rappeler qu'aucune élection n'était organisée pour nos compatriotes vivant au Congo Belge ?

Paul Vannès



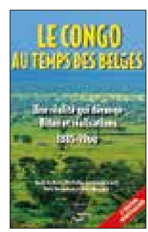
Collectif, *CONGO BELGE, Mémoires en noir et blanc, 1945-1960*, Bruxelles, Weyrich, 2019.
Préface de F. Ryckmans et postface d'Enika Ngongo. 20 €

Recueil de 14 interviews réalisées par l'asbl Âges & Transmissions, qui mises bout à bout livrent une histoire pleine de vie et de vérité sur la période qui a vu émerger le Congo comme pays indépendant. Les intervenants, venant d'horizons variés, viennent compléter un tableau, les uns avec un pinceau plus ferme que d'autres, mais tous animés du désir de mettre en lumière leur part de l'histoire, qui rejoint la grande histoire. Mémoire plurielle, désirée par tous ceux qui se sont dépensés sur le terrain durant les quinze années qui ont conduit le peuple congolais vers son destin de nation souveraine.
Le mariage de raison d'alors entre Noirs et Blancs a fatalement interpelé les acteurs blancs. Contribuer courageusement au développement du Congo est une chose, savoir que le temps est compté en est une autre. C'est la raison pour laquelle le livre en appelle un autre : mémoires en noir et blanc de 1960 à aujourd'hui. Voilà un livre écrit à 28 mains, auxquelles il faut ajouter pour le moins les deux de François Ryckmans, qui donne en prime au lecteur une très lucide synthèse.

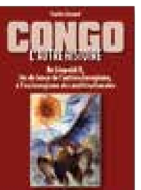
Fernand Hessel

Médiathèque

Livres



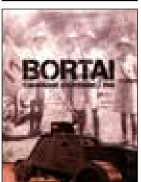
Le Congo au Temps des Belges
Une réalité qui dérange
Bilan et réalisations, 1885-1960.
André de Maere d'Aertrycke, André Schorochoff, Pierre Vercauteren, André Vleurinck. 3e édition réactualisée. Editions DYNAMEDIA
25 €



Congo, l'autre histoire
Par Charles Léonard
Editions Masoin **25 €**



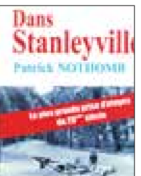
Congo : Mythes et Réalités
Jean Stengers
Ed. Racine **15 €**



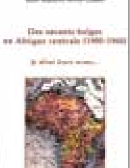
Bortaï
Campagne d'Abyssinie - 1941
Philippe Brousmiche
L'Harmattan, 299 p. ill., cartes, réédition **29 €**



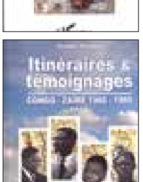
A Pied d'oeuvre au Rwanda
Julien Nyssens
Editions Sources du Nil.
Col. "Mémoire collective"
10 €



Dans Stanleyville
La plus grande prise d'otages du 20e siècle
Patrick Nothomb
Ed. Masoin. Réédition **22 €**



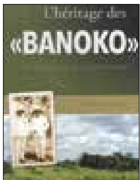
Des savants belges en Afrique Centrale (1900-1960) Je dirai leurs noms
Marie-Madeleine Arnold
Ed. L'Harmattan **12 €**



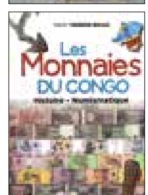
Itinéraires et témoignages Congo-Zaïre 1960-1980,
Antippas Georges,Ed. Weyrich.
50 €



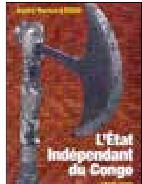
Kolwezi
Les années 50-70,
Antippas Georges,Ed. Weyrich.
32 €



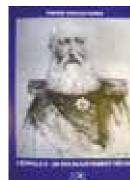
L'héritage des 'Banoko'
Un bilan de la colonisation,
Van Bost, P., Autoédition, 2014, 480 p, 215x305 mm. Abondamment illustré en NB **47,50 €**



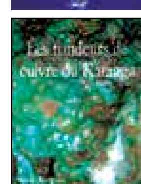
Les monnaies du Congo
Histoire -Numismatique
Martin Yandesa,
Weyrich – Africa 2015
264 pages, 210x300 mm, **40 €**



L'état Indépendant du Congo 1885-1908, d'autres vérités
André-Bernard Ergo,
Editions L'Harmattan **17 €**



Léopold II :
un roi injustement décrié
Pierre Vercauteren **6 €**

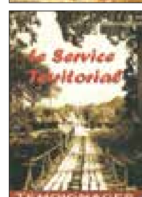


Les Fondeurs de Cuivre du Katanga
Isabelle Liesenborghs et André Vleurinck illustré par Marie de Schlippe, Ed. Clepsydre **25 €**

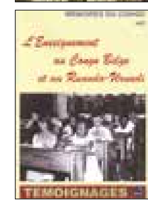


Films et documentaires

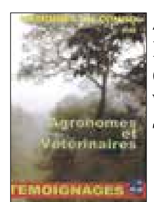
Réalités congolaises
Robert Bodson
versions en français, néerlandais et anglais sous le nom de "Congo Close-up" **10 €**



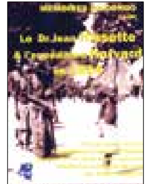
Le Service Territorial
André de Maere d'Aertrycke,
Julien Nyssens, Pierre Wustefeld
Témoignages **10 €**



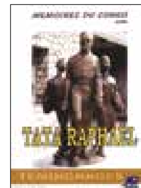
L'Enseignement au Congo Belge et au Ruanda-Urundi
Julien Nyssens
Témoignages **10 €**



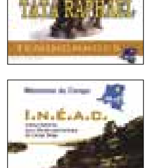
Agronomes et vétérinaires
Pierre Butaye, Ernest Christiane, Guy Dierckens.
Voix off Danny Gaspar.
Témoignages **10 €**



Le Dr. Jean Hissette et l'expédition Harvard en 1934
Guido Kluxen, Edouard Hizette,
André Vleurinck **10 €**



Tata Raphaël
RR.PP. Joseph Bollen
et Henri de la Kethulle **10 €**



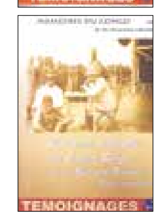
I.N.É.A.C.
MM.Compère, Jottrand
et Van Leer **10 €**



Art pictural du Congo
Claude Charlier **10 €**



Pêche maritime
Pionniers en eaux tropicales,
Freddy et Roland Duyck **10 €**



Oeuvre médicale au Congo Belge et au Ruanda-Urundi
Julien Nyssens, Jean Vandevoorde,
Nadine Evrard, Guy Dierckens **10 €**



Ces ouvrages peuvent être commandés sur le site
www.memoiresducongo.be

Non compris les frais d'envoi.
BE95 3101 7735 2058